

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU CURAGE DES RIVIÈRES

ET

LÉGISLATION SPÉCIALE

RÉSULTANT DES ÉDITS DE FRANCHE-COMTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Emile CHAVELET

VESOUL

IMPRIMERIE DE L. CIVAL

1899

THÈSE DE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU CURAGE DES RIVIÈRES

ET

LÉGISLATION SPÉCIALE

RÉSULTANT DES ÉDITS DE FRANCHE-COMTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le samedi
27 janvier 1899, à huit heures et demie*

PAR

Emile CHAVELET

Président : M. DUCROCQ.

Suffragants : { MM. WEISS, *Professeur.*
GARÇON, *Agrégé.*

VESOUL

IMPRIMERIE DE L. CIVAL

1899



GÉNÉRALITÉS

Importance des cours d'eau. — 1. Les cours d'eau jouent dans la formation de la richesse d'un pays un rôle particulièrement important.

Ils constituent d'abord un moyen de transport puissant et peu coûteux, apprécié surtout autrefois il est vrai, — avant l'invention des chemins de fer et la construction des réseaux de routes, — mais dont l'utilité est encore de premier ordre.

L'industrie trouve dans la force naturelle de leur courant un moteur précieux et gratuit.

Leur vertu féconde enfin rend à l'agriculture des services dont l'importance n'est plus contestée, en fertilisant les terres que la sécheresse rendait improductives.

Mais, comme toutes choses, les cours d'eau ne présentent pas que des avantages ; ils ont aussi leurs inconvénients.

Ils sont une force ; cette force, rendue prodigieuse par l'accumulation, peut devenir un danger. Ces dernières années nous ont trop souvent montré que ce danger ne restait pas à l'état d'éventualité et se transformait rapidement en désastre lorsque, grossies par les pluies et la fonte des neiges, ne connaissant plus d'obstacles, les rivières brisaient tout sur leur passage, détruisant maisons et récoltes, semant partout la mort et la dévastation (1).

Nécessité d'une réglementation. — 2. En présence d'un tel élément de production et de ruine, l'Etat, intéressé à la production et au développement de la richesse du pays sous toutes ses formes, devait, tout en s'efforçant de faire produire aux cours d'eau leur plus grande utilité, se préoccuper de prévenir ou de réduire leurs effets nuisibles : de là l'origine du droit de police de l'Etat.

Toutes les législations renferment à ce sujet des dispositions étendues et nous devons voir dans la généralité de ce souci une preuve manifeste de la nécessité de l'intervention de l'Etat en cette matière.

On comprend que la réglementation soit plus ou moins sévère suivant la plus ou moins grande abondance d'eau : Si l'eau est rare, l'Etat s'en rendra le maître absolu de

(1) Catastrophe de Bouzey (Vosges) ; inondations de l'Isère, de la Haute-Garonne, etc.

façon à pouvoir en tirer le maximum d'utilité (législation des pays orientaux et de l'Algérie) ;

Lorsqu'au contraire les cours d'eau sont nombreux, la protection de l'Etat n'est plus aussi nécessaire ; il faut se garder toutefois de laisser au régime des eaux une indépendance absolue, en raison des intérêts considérables que la salubrité, le développement de l'industrie et de l'agriculture font entrer en jeu et des conflits qui naîtraient nécessairement de leur rivalité : ici encore, l'autorité doit intervenir dans une certaine mesure.

Distinction des cours d'eau. — 3. On distingue les cours d'eau navigables ou flottables de ceux qui ne le sont pas.

Les premiers font partie du domaine public de l'Etat.

« Les chemins, routes et rues à la charge de l'Etat, — dit « l'art. 538 du Code civil, — les fleuves et rivières navigables ou « flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les « havres, les rades, et généralement toutes les portions du « territoire français qui ne sont pas susceptibles d'une pro- « priété privée, sont considérées comme des dépendances du « domaine public ».

La propriété des cours d'eau non navigables ni flottables a fait l'objet de longues controverses auxquelles vient de mettre fin la nouvelle loi sur le Régime des Eaux des 8-10 avril 1898. — « Le lit des cours d'eau non navigables « et non flottables appartient aux propriétaires des deux

« rives », nous dit l'article 3 de la loi, dans son paragraphe 1^{er}.

Mais aucune disposition ne se prononce d'une façon expresse sur la propriété de l'eau courante. L'étude des travaux préparatoires nous permet cependant de connaître à cet égard l'intention du législateur qui emploie, en outre, dans l'article 2 de la loi, une formule certainement exclusive du droit de propriété. (1)

L'eau courante n'appartient à personne ; c'est une chose commune à tous et dont la jouissance est réglée par les lois de police.

Cette distinction des cours d'eau, qui existait déjà dans notre ancien droit, avait été consacrée de la manière la plus explicite par l'Assemblée nationale dans ses décrets des 22 novembre-1^{er} décembre 1790 et 28 septembre-6 octobre 1791.

Détermination des cours d'eau navigables ou flottables. —

4. Quelles sont les rivières navigables ou flottables ?

La navigabilité et la flottabilité — auxquelles la loi attache les caractères de la domanialité publique — ne

(1) Art. 2. — « Les riverains n'ont le droit d'user de l'eau courante qui borde ou qui traverse leurs héritages que dans les limites déterminées par la loi. Ils sont tenus de se conformer dans l'exercice de ce droit aux dispositions des règlements et des autorisations émanées de l'administration ».

sont autre chose que l'aptitude physique et matérielle du cours d'eau à la navigation et au flottage, que cette aptitude soit naturelle ou artificielle. (1)

La navigabilité et la flottabilité sont des questions de fait, indépendantes de l'action officielle de l'autorité administrative qui n'intervient que pour constater le fait générateur de la domanialité publique, c'est-à-dire, l'aptitude du cours d'eau à pouvoir d'amont en aval, soit dans la totalité, soit seulement dans une partie de son cours, servir de moyen de transport.

« La plus ou moins grande fréquentation du cours d'eau, dit « M. Ducrocq, est d'ailleurs indifférente au point de vue de la « question juridique du classement domanial. Il suffit qu'un « cours d'eau soit navigable pour qu'il forme une dépendance « du domaine public. »

Les règles qui régissent les cours d'eau navigables diffè-

(1) L'ordonnance de 1669 sur les Eaux et Forêts n'appliquait le principe de la domanialité qu'aux fleuves et rivières « portant « bateaux de leur fonds, sans artifices et ouvrages de mains ». (Titre 27, art. 41.) — Cette restriction n'ayant été reproduite ni par les lois de 1790-1791, ni par l'article 538 du Code civil, il est naturel d'en conclure que tout cours d'eau navigable ou flottable, qu'il doive ce caractère à la nature ou à l'industrie de l'homme, appartient au domaine public. (*Cour de cassation*, 29 juillet 1828 ; — *Tribunal des conflits* 3 avril 1850, *veuve Deherrypon et consorts contre l'Etat* ; — 5 novembre 1850, *de Béthune contre l'Etat*)

rant de celles qui s'appliquent aux cours d'eau non navigables, il était intéressant au point de vue des droits respectifs des riverains et de l'Etat, de connaître quelles étaient les rivières présentant les caractères constitutifs de la navigabilité et de la flottabilité.

Une ordonnance du 10 juillet 1835, rendue en exécution de l'article 3 de la loi du 15 avril 1829, relative à la pêche fluviale, nous donne une énumération de ces rivières.

Cette énumération n'est, du reste, pas limitative ; en raison de la consistance essentiellement mobile des cours d'eau, la question de navigabilité peut se poser à tout moment, et depuis 1835 diverses décisions ont été rendues qui constatent la navigabilité ou la flottabilité de cours d'eau non compris dans l'ordonnance dont nous venons de parler.

Ces décisions, désignées sous le nom de « déclarations de navigabilité », sont prises par l'autorité administrative à l'exclusion de l'autorité judiciaire ; il s'agit, en effet, de déterminer le domaine public et l'administration seule a qualité pour le faire. (*C. d'Et.* 23 juin 1841, *Le Menuet et consorts c. l'Etat* ; — 17 août 1864, *com. de Saugnac* ; — 2 mai 1866, *Hodouin* ; — 18 mars 1869, *Buyer* ; — 23 mars 1877, *de Savignac*.) — V. Ducrocq, 5^e édit., n° 935 ; Dufour : Cours d'eau, 3^e édit., n°s 441-445.

Les cours d'eau non navigables ni flottables sont ceux

qui ne présentent pas les caractères constitutifs de la navigabilité ou de la flottabilité.

Actes par lesquels l'intervention de l'Etat se manifeste —

5. L'Etat, dont nous avons vu la nécessité de l'intervention en matière de cours d'eau, manifeste son action par un ensemble complexe de dispositions législatives et réglementaires :

— Par les déclarations de navigabilité, la construction de canaux, des règlements divers, il assure la liberté et la sécurité de la navigation ;

— Il contribue au développement de l'industrie au moyen des autorisations d'usines et d'une répartition heureuses des eaux ;

— Il favorise enfin le relèvement et la prospérité de l'agriculture par un système intelligent d'irrigations et la conservation du cours normal des eaux au moyen du curage.

Nous n'entreprendrons pas l'étude complète de cette réglementation du régime des eaux ; nous nous bornerons à en examiner une faible partie, celle qui a trait au curage des cours d'eau non navigables ni flottables, — que nous ferons suivre d'un aperçu des anciens règlements encore en vigueur et spécialement des édits de Franche-Comté.

Plan — 6. Dans un premier chapitre, nous étudierons le curage en général.

Après avoir déterminé notre sujet et indiqué les textes qui s'y appliquent, nous verrons quelles sont les autorités compétentes pour ordonner les opérations de curage, quelles sont ces opérations, la manière dont elles sont exécutées et payées et comment sont jugées les contestations qui s'y rapportent.

Le chapitre II traitera des associations syndicales instituées en vue du curage.

Un rapide aperçu historique de l'application de ces associations au curage sera suivi de l'exposé des règles qui régissent l'organisation et le fonctionnement de ces associations.

Dans le troisième et dernier chapitre, nous passerons en revue les règles originales de quelques anciens règlements restés en vigueur dans certaines régions de la France et parlerons plus spécialement des édits de Franche-Comté.

CHAPITRE PREMIER

Du curage des cours d'eau ni navigables
ni flottables

SECTION I

DÉTERMINATION DU SUJET ; TEXTES QUI S'Y APPLIQUENT

Qu'est-ce que le curage ? — 7. Le curage d'un cours d'eau, au sens étroit du mot, est l'enlèvement des vases, bancs de sable et accrues qui encombrement le lit normal de ce cours d'eau.

Dans une acception plus large, il comprend encore la coupe des herbes, l'enlèvement des buissons, des branches et des racines qui forment saillie sur la ligne des berges, la régularisation des talus : en un mot, tous les travaux nécessaires à ramener le lit à sa largeur et à sa profondeur naturelles et à procurer aux eaux un libre écoulement.

Utilité du curage. — 8. On se convainc bien vite de l'utilité du curage en parcourant les exposés des motifs des anciens règlements.

Les raisons invoquées pour motiver la mesure prise sont partout les mêmes : l'intérêt de l'agriculture et de la salubrité publique, la régularité de la navigation, le bon fonctionnement des moulins et des usines.

(a) D'abord et surtout l'intérêt de l'agriculture :

Les rivières dont le curage est négligé sont, en effet, sujettes aux débordements et causent, par leurs inondations, de graves dommages aux terres.

« Sur les plaintes que nous avons reçues de divers endroits
« de cette généralité du dommage causé par les débordements
« de plusieurs ruisseaux aux moindres pluies qui surviennent »
dit l'ordonnance de l'Intendant de la Généralité de Bordeaux en 1722 ;

« Le Roy étant informé — proclame l'arrêt du Conseil d'Etat
« du roy du 27 septembre 1729 — que plusieurs communautez
« et particuliers négligent de faire curer leurs rivières, ruis-
« seaux, canaux et fossés, y plantent des arbres, ce qui empêche
« que les eaux n'ayent leur cours, et par là les fonds
« voisins sont exposés à des inondations qui les ravagent aux
« moindres orages et pluyes qui surviennent par le refoulement
« et retenue des eaux. » ;

L'intérêt de l'agriculture apparaît ainsi toujours en première ligne et se trouve quelquefois seul invoqué.

Cette préoccupation ne doit pas, du reste, nous étonner si l'on songe qu'autrefois l'agriculture formait la principale source de la richesse en France, avant le développement considérable pris de nos jours par le commerce et l'industrie.

(b) Peu de règlements envisagent la question de la salubrité publique : cette considération se rencontre cepen-

dant dans un arrêt du Siège général de la Table de Marbre du Palais de Bordeaux, en date du 15 juillet 1749 :

« Ce jour, le procureur général du Roy étant entré a dit :
 « qu'il croirait manquer à une de ses plus essentielles obliga-
 « tions s'il différerait plus longtemps de dénoncer à la Cour les
 « plaintes qui lui sont adressées chaque jour au sujet de la
 « négligence ou des entreprises de certains particuliers sur les
 « petites rivières, esteys, fossés et canaux de ce ressort ; entre-
 « prises d'autant plus pernicieuses que, par les débordements
 « qu'elles occasionnent, elles détruisent les faibles espérances
 « d'une récolte déjà bien diminuée par l'intempérie de l'air et
 « le dérangement des saisons, *et causent des maladies dangereuses*
 « *par les exhalaisons infectes des eaux qui, n'ayant plus de cours,*
 « *croupissent dans les fonds qu'elles inondent et corrompent l'air*
 « *qu'on y respire.* »

(c) Il est établi, d'autre part, que les petits cours d'eau périodiquement entretenus, apportant à la rivière navigable ou flottable dans laquelle ils se déversent leur contingent d'une façon régulière, contribuent à établir un régime moyen profitable à la navigation ; leur défaut d'entretien, au contraire, formant un obstacle au libre écoulement des eaux, produira des alternatives de sécheresse et d'inondations qui rendront aléatoire la praticabilité de la rivière. Une telle perspective arrêtera tout commerce sur ce cours d'eau.

(d) L'utilité du curage enfin est tout aussi incontestable

pour le bon fonctionnement des moulins et des usines : qu'un propriétaire d'usine néglige d'enlever les dépôts que sa retenue d'eau occasionne dans le lit de la rivière qui lui fournit sa force motrice, bientôt il devra élever les radiers de son écluse, augmenter la hauteur de ses vannes ; que cette situation se prolonge, le niveau des eaux se trouvant, du fait, relevé, des inondations se produiront aux moindres pluies ; la violence des eaux détruira son barrage ou il devra enlever les vannes et de toutes façons, son usine s'arrêtera : d'où perte directe de temps et d'argent, sans parler des dégradations que pourront causer les débordements.

Le curage est donc non seulement utile, il est nécessaire à de multiples points de vue et tout législateur doit se préoccuper d'en assurer l'exécution dans des vues d'intérêt général.

Le curage des cours d'eau non navigables ni flottables fera seul l'objet de notre étude. — 9. Les intérêts dont nous avons parlé se présentent à des degrés divers suivant qu'il s'agit de rivières navigables et flottables ou non.

Pour les premières, le curage présente une utilité moindre que celle que nous avons fait entrevoir ; leur lit plus large, leur masse d'eau plus grande, leur courant plus fort les rendent moins sujettes aux obstructions et la nécessité du curage ne se fait ordinairement sentir que dans les parties

canalisées ou aux abords des usines établies sur les rives.

Ces cours d'eau navigables ou flottables faisant partie du domaine public, il est juste que leur entretien et leur curage soient à la charge de l'Etat ; l'article 34 de la loi du 16 septembre 1807 permet, il est vrai, au gouvernement de fixer par des règlements d'administration publique la part contributive des usiniers riverains ; mais cette participation est rare et ne se présente que lorsque les particuliers ont un intérêt spécial au curage, quand, par exemple, leur industrie a pour effet l'encombrement du cours d'eau ou qu'ils retirent de l'opération des avantages marqués.

S'il s'agit, au contraire, de rivières non navigables ni flottables, la rapidité et la fréquence des atterrissements, les dangers d'inondations qui en sont la suite, l'influence de l'écoulement normal de ces petits cours d'eau sur les grandes rivières, le fait que la charge souvent onéreuse du curage incombe aux propriétaires riverains ou autres intéressés, toutes ces considérations donnent à l'étude du curage des petites rivières une importance spéciale.

Aussi laisserons-nous de côté la première catégorie de cours d'eau pour nous en tenir aux seuls cours d'eau non navigables ni flottables.

Dispositions législatives applicables à notre matière. —

10. Quelles sont les dispositions législatives et réglementaires applicables à notre matière ?

Dans notre ancien droit, les nombreuses ordonnances générales qui traitent des eaux et forêts, — et parmi lesquelles il faut citer celles de 1543, de 1558 et de 1669, — ne parlent qu'accidentellement du curage ; nous rencontrons ce sujet traité plutôt dans les édits et règlements particuliers à chaque province, règlements sur lesquels nous aurons à revenir.

Pendant la période révolutionnaire, nous trouvons deux lois générales :

1° La loi du 22 décembre 1789-janvier 1790 (section III, art. 2), qui s'exprime en ces termes : « Les administrations de département seront encore chargées, sous l'autorité et l'inspection du roi comme chef suprême de la nation et de l'administration générale du royaume, de toutes les parties de cette administration, notamment de celles qui sont relatives... 6° à la conservation des forêts, *rivières*, chemins et autres choses communes... 9° au maintien de la salubrité publique ; »

2° La loi en forme d'instruction des 12-20 août 1790, qui porte dans son chapitre VI : « Elles (les administrations) doivent aussi rechercher et indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux ; d'empêcher que les prairies ne soient submergées par la trop grande élévation des écluses, des moulins et par les autres ouvrages d'art établis sur les rivières ; de diriger enfin, autant qu'il sera possible, toutes les eaux de leur territoire vers un but d'utilité générale, d'après les principes de l'irrigation. »

Nous citons, à titre de document, la loi du 14 floréal an XI qui intervient ensuite et qui a été jusqu'en 1898 la loi fondamentale de notre matière.

« Art. 1^{er}. — Il sera pourvu au curage des canaux et rivières
« non navigables et à l'entretien des digues et ouvrages d'art
« qui y correspondent de la manière prescrite par les anciens
« règlements ou d'après les usages locaux.

« Art. 2. — Lorsque l'application des règlements ou l'exécution
« du mode consacré par l'usage éprouvera des difficultés ou
« lorsque des changements survenus exigeront des dispositions
« nouvelles, il y sera pourvu par le gouvernement dans un
« règlement d'administration publique, rendu sur la proposi-
« tion du préfet du département, de manière que la quotité de
« la contribution de chaque imposé soit toujours relative au
« degré d'intérêt qu'il aura aux travaux qui devront s'effectuer.

« Art. 3. — Les rôles de répartition des sommes nécessaires
« au paiement des travaux d'entretien, réparation ou recons-
« truction, seront dressés sous la surveillance du préfet, rendus
« exécutoires par lui, et le recouvrement s'en opérera de la
« même manière que celui des contributions publiques.

« Art. 4. — Toutes les contestations relatives au recouvre-
« ment de ces rôles, aux réclamations des individus imposés et
« à la confection des travaux, seront portées devant le Conseil
« de préfecture, sauf le recours du Gouvernement qui décidera
« en Conseil d'Etat. » (1)

(1) Loi des 14-24 floréal an XI (4 14 mai 1803), relative au curage

Par extension de la jurisprudence, ainsi que nous le verrons plus loin, une loi du 16 septembre 1807, relative au dessèchement des marais, trouve quelques applications dans la matière du curage.

Le décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative porte, dans son article 4 :

« Les préfets statueront également, sans l'autorisation du
« Ministre des travaux publics, mais sur l'avis ou la proposition
« des ingénieurs en chef, et conformément aux règlements ou
« instructions ministérielles, sur tous les objets mentionnés
« dans le tableau D ci-annexé.

« Tableau D. . . . 5^o Dispositions pour assurer le curage et le
« bon entretien des cours d'eau non navigables ni flottables de
« la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après
« les usages locaux ; réunion, s'il y a lieu, des propriétaires
« intéressés en associations syndicales. »

Le décret du 13 avril 1861, qui reproduit avec certaines modifications celui de 1852, renferme la même disposition avec cette seule différence qu'elle figure au tableau D sous le n^o 6 au lieu d'être inscrite sous le n^o 5.

La loi du 21 juin 1865 vint ensuite qui réglementa les associations syndicales et fut modifiée par la loi du 22 décembre 1888.

des canaux et rivières non navigables et à l'entretien des digues qui y correspondent.

Le 10 avril 1898 enfin, le *Journal officiel* publiait une loi du même mois sur le Régime des Eaux : c'est aujourd'hui la loi fondamentale de notre matière.

Loi des 8 10 avril 1898; le Code rural; son histoire —

II. Cette loi forme l'une des parties détachées de ce projet d'ensemble qu'on est convenu d'appeler le Code rural, dont la réalisation est réclamée depuis si longtemps et que les Chambres se décident enfin à voter lentement, par lambeaux.

Ce Code rural — dont l'idée est très ancienne, puisque nous la trouvons déjà dans les vœux de 1789 — fut d'une élaboration mouvementée ; les phases de son histoire sont intéressantes à passer en revue parce qu'elles nous feront connaître les origines de la loi que nous étudions.

Une loi des 28 septembre-6 octobre 1791, renfermant d'assez nombreuses dispositions sur les biens et usages ruraux, la police rurale, etc., a d'abord été désignée communément sous le nom de Code rural ; mais elle ne répondait qu'imparfaitement au nom générique qu'on lui avait donné et les eaux en particulier y étaient presque passées sous silence.

Le Directoire, en présence de l'insuffisance des lois de 1790 et 1791 sur le régime des eaux, conçut le projet de faire une œuvre générale : par son arrêté du 19 ventôse an VI, déplorant les obstacles apportés à ce régime, il

constitua des commissions qui devaient constater l'état des cours d'eau et signaler les abus ; de ces études devait sortir une organisation que les événements empêchèrent de mener à bonne fin.

Le Tribunat tenta la rédaction d'un Code rural : un projet fut élaboré dans lequel un livre était spécialement consacré au régime des eaux. Ce projet fut soumis pour avis à des commissions consultatives, instituées par décret du 19 mai 1808 aux chefs-lieux de Cour d'appel ; mais le travail de revision qui suivit cette consultation ne fut terminé qu'en 1814 et la chute du premier Empire empêcha le projet d'aboutir.

En 1818, une commission de la Chambre des députés fut désignée pour la rédaction d'un projet définitif qui ne vit pas le jour.

M. de Montville présenta, en 1828, à la Chambre des pairs, une proposition de loi spéciale en vue de faire décider que les riverains seraient reconnus propriétaires du lit et recevraient une indemnité de dépossession au cas où le Gouvernement disposerait des cours d'eau pour cause d'utilité publique ; mais la Chambre des pairs, après un long débat, ajourna sa décision. (Séances des 13 mai, 3 et 7 juin 1828. *Moniteur* de 1828, nos 160 et 164.)

L'idée du Code rural fut reprise en 1845 au Sénat, par

M. de Ladoucette qui déposa sur le bureau de l'assemblée une proposition tendant à arrêter les bases de ce Code : des rapports qui n'eurent aucune suite immédiate furent présentés par M. de Casabianca en 1856, 1857 et 1858, correspondant chacun à un livre du Code rural : 1° Le régime du sol ; 2° Le régime des eaux ; 3° La police rurale.

Le projet fut enfin porté au Corps législatif en 1868 avec un remarquable exposé des motifs de M. Baylè-Mouillard.

Le Conseil d'Etat qui avait été saisi des rapports en avait achevé l'étude en 1870 et avait formulé à cette époque un projet dont le deuxième livre traitait du régime des eaux.

En 1876, le Gouvernement reprit ce projet et le déposa sur le bureau du Sénat dans la séance du 13 juillet ; mais des décrets du 13 octobre 1877 et 5 septembre 1878, créèrent une « commission supérieure pour l'aménagement et l'utilisation des eaux », dont les travaux eurent pour résultat d'apporter quelques modifications au projet de 1870, — à la suite desquelles un nouveau texte fut rédigé et soumis au Sénat le 24 janvier 1880. (*J. O.* 14 février 1880, p. 1704 et suiv.).

C'est ce texte qui, à la suite de diverses délibérations et de quatre présentations successives à la Chambre, est

devenu la loi actuelle du 8 avril 1898, sur le Régime des Eaux. (1)

Division de la loi. — 12. Cette loi comprend quatre titres, divisés en chapitres :

Titre I : — Eaux pluviales et de sources.

Titre II : — Cours d'eau non navigables et non flottables.

Titre III : — Des rivières flottables à bûches perdues.

Titre IV : — Des fleuves et rivières navigables ou flottables.

Elle met fin à certaines controverses qui divisaient la doctrine et la jurisprudence depuis de longues années et convertit en dispositions législatives des solutions que la jurisprudence avait consacrées en l'absence de textes précis.

(1) Le projet présenté au Sénat par M. Varroy, ministre des travaux publics, le 24 janvier 1880, fit l'objet d'un rapport de M. Cuvilot, le 22 décembre 1882, rapport qui fut discuté en janvier et février 1883 ; un rapport supplémentaire du même sénateur donna lieu à une seconde délibération aux mois de juin, juillet et octobre 1883.

Le texte, adopté par le Sénat, fut présenté à la Chambre le 20 novembre 1883 ; — une seconde fois le 2 février 1886. — M. Mounoury déposa un rapport le 24 mars 1888. Une nouvelle présentation eut lieu le 9 décembre 1890, suivie d'une quatrième le 13 février 1897 ; un rapport fut déposé par M. Delbet, le 12 juillet 1897, et la loi fut adoptée, sans discussion, le 25 mars 1898.

Le titre II ; dispositions nouvelles — 13. Le titre II, qui renferme les dispositions relatives aux cours d'eau non navigables ni flottables, est divisé en trois chapitres :

Le premier traite des « droits des riverains » ;

Le second de la « police et de la conservation des eaux ;

Le troisième enfin des « curages, élargissements et redressements ».

Tout en n'ayant pour but que la partie de la nouvelle réglementation qui se rapporte au curage des rivières non navigables ni flottables, nous devons cependant indiquer ici la solution donnée à une question qui a fait l'objet, sous l'ancienne législation, de longues et vives controverses : la propriété du lit de nos cours d'eau.

A qui appartient ce lit ?

Sur ce point quatre opinions s'étaient formées dont nous ne reprendrons pas l'examen ; la loi nouvelle fait cesser la discussion, en attribuant la propriété du lit aux riverains.

« Le lit des cours d'eau non navigables et non flottables appartient aux propriétaires des deux rives », dit l'article 3 dans son paragraphe 1^{er}. « Si les deux rives appartiennent à des propriétaires différents, chacun d'eux a la propriété de la moitié du lit, suivant une ligne que l'on suppose tracée au milieu du cours d'eau, sauf titre ou prescription contraire. »

Cette disposition était incompatible avec l'article 563 du Code civil qui attribuait l'ancien lit abandonné aux pro-

priétaires des terrains nouvellement envahis ; aussi, après avoir réglé l'étendue et les conséquences du droit de propriété des riverains sur le lit, notre loi décide-t-elle dans son article 4 :

« Lorsque le lit d'un cours d'eau est abandonné soit naturellement, soit par suite de travaux légalement exécutés, chaque riverain en reprend la libre disposition suivant les limites déterminées par l'article précédent. »

D'après l'article 5, « lorsqu'un cours d'eau non navigable et non flottable abandonne naturellement son lit, les propriétaires des fonds sur lesquels le nouveau lit s'établit, sont tenus de souffrir le passage des eaux sans indemnité ; mais ils peuvent, dans l'année qui suit le changement du lit, prendre les mesures nécessaires pour rétablir l'ancien cours des eaux.

« Les propriétaires riverains du lit abandonné jouissent de la même faculté et peuvent, dans l'année, poursuivre l'exécution des travaux nécessaires au rétablissement du cours primitif. »

Nous n'insisterons pas davantage sur ces dispositions nouvelles ; il nous a paru bon de les indiquer en passant, car, de quelques-unes d'entre elles, nous aurons à tirer diverses conséquences.

A quels cours d'eau s'applique le titre II ?. — 14. Mais si notre loi contient des innovations, elle laisse encore dans l'ombre certaines questions que la loi du 14 floréal an XI, n'avait pas résolues non plus et qu'il est nécessaire d'examiner avant d'aller plus avant.

Notre chapitre III édicte les règles relatives aux curages, — élargissements et redressements des cours d'eau non navigables, ni flottables, dont s'occupe le titre II ; mais nulle disposition ne nous apprend quelles sont ces rivières non navigables ni flottables.

La loi du 14 floréal an XI parlait des « canaux et rivières » ; le mot « canaux » ne se retrouve plus en 1898 : faut-il en conclure que cette loi a moins d'étendue que celle de l'an XI ?

Nous ne le croyons pas : le mot « rivières » de 1898 embrasse tous les cours d'eau non navigables ni flottables auxquels l'administration peut imposer le curage.

Mais quels sont ces cours d'eau ?

La loi de l'an XI ne s'en expliquait pas plus que la loi nouvelle et nous devons, sur ce point, nous en référer à la doctrine des auteurs et aux indications confuses de la jurisprudence.

Le tableau annexé à l'ordonnance du 10 juillet 1835, nous donnant l'énumération des rivières considérés comme navigables ou flottables, on pourrait en déduire que la qualité de non navigables ou de non-flottables s'applique à tous les autres cours d'eau ; une telle conclusion serait aventureuse.

Il existe, en effet, en dehors de certaines rivières dont la navigabilité ou la flottabilité actuelle n'a encore été cons-

tatée par aucune déclaration, il existe, disons-nous, parmi les petits cours d'eau des nuances infinies qui s'opposent à ce qu'un principe général soit posé, à ce qu'une caractéristique suffisante soit déterminée, permettant de distinguer les cours d'eau non navigables, ni flottables soumis à l'application de la loi du 8 avril 1898, des simples fossés qui y sont soustraits.

Pour les rivières dont la navigabilité existe en fait, si elles n'ont pas été déclarées navigables par l'ordonnance du 10 juillet 1835 ou par une décision postérieure, il en résulte seulement que l'Etat a laissé aux riverains le droit de pêche, la loi du 15 avril 1829 n'ayant prescrit qu'il serait dressé un tableau des rivières navigables que pour déterminer celles où l'Etat exercerait ce droit. En dehors de ce point de vue, tout cours d'eau portant bateau ou radeau est compris dans le domaine public et l'Etat ne peut renoncer à cette propriété établie dans l'intérêt de la navigation. L'administration, jouissant des mêmes prérogatives sur les cours d'eau portant bateaux que sur les rivières déclarées navigables, sauf en ce qui concerne le droit de pêche, les frais de curage doivent en être supportés par l'Etat et les dispositions du titre II de la loi de 1898 ne leur sont pas applicables. (*C. d'Et.* 23 mars 1877, *de Savignac*).

Quant à la distinction entre les cours d'eau non navigables et les simples fossés, les auteurs qui ont traité la

question ont essayé d'une formule : la majorité était unanime à reconnaître que la loi du 14 floréal an XI — et la loi de 1898 ne renferme à cet égard aucune modification —, n'était applicable qu'aux cours d'eau *naturels et permanents*, excluant ainsi les fossés d'assainissement, de clôture ou de défense, et en général, tous fossés creusés de main d'homme pour la vidange des eaux.

L'entretien de ces derniers incombe — cela ne saurait faire doute — aux propriétaires qui les ont creusés et l'intérêt personnel de ces derniers est une garantie de leur conservation ; mais pas plus que la loi du 14 floréal an XI, la loi de 1898 ne trouve ici son application. L'autorité locale possède, du reste, dans son pouvoir de police (lois des 14 décembre 1789 ; — 16-20 août 1790 ; — 5 avril 1884), les moyens nécessaires à écarter les causes d'insalubrité qui pourraient résulter de la négligence des propriétaires. (*Conseil d'Etat*, 5 mai 1865, de *Montaille* ; — 22 février 1866, ville d'*Estaires* ; — 13 août 1867, *Quillet* ; — 28 juillet 1869, *Boucher* ; — 12 juillet 1882, *Moutier*.)

Le Conseil d'Etat, lui aussi, semble à diverses reprises n'avoir voulu soumettre au curage que les cours d'eau naturels et permanents.

Dans un arrêté de curage, un préfet avait compris sous la dénomination de lit naturel de la Petite-Bournemine un

fossé servant d'écoulement à une fontaine située sur la propriété du requérant; ce fossé n'étant pas en communication avec la Petite-Bournemine et n'en recevant les eaux que dans les crues extraordinaires, le Conseil d'Etat décida qu'il ne pouvait « être considéré comme un cours d'eau naturel et permanent et que, par suite, le préfet ne pouvait en ordonner le curage par application de la loi du 14 floréal an XI. (*Conseil d'Etat, 8 février 1864, Martinet.*)

Un autre arrêt du 19 février 1863 (affaire Hubert) affirme que la loi du 14 floréal an XI n'a pour objet que de pourvoir au curage des canaux et rivières non navigables et qu'elle n'est pas applicable aux fossés d'assainissement, de clôture ou de défense ou autres fossés creusés de main d'hommes pour la vidange des eaux; que dès lors, le préfet, en prescrivant le curage des dits fossés, en vertu de la loi précitée, commet un excès de pouvoir.

Nous citerons enfin une dernière décision que les renseignements précis dont elle a été entourée rendent caractéristique. C'est un arrêt du 28 décembre 1858 (affaire d'Andlau).

La marquise d'Andlau demandait la décharge d'une taxe à laquelle elle avait été imposée pour frais de curage de trois fossés qu'elle qualifiait de simples fossés d'assainissement, de clôture et de défense, mais que le rapport des ingénieurs, après un supplément d'instruction et sur ques-

tions précises posées par la section du contentieux du Conseil d'Etat, tendait à faire considérer comme cours d'eau naturels et permanents ; et, de fait, d'après ce rapport, ces fossés présentaient tous les caractères de cours d'eau que le Conseil, dans des arrêts précédents, avait déclaré naturels et soumis comme tels aux dispositions de la loi de l'an XI.

« Ils sont indispensables, disaient les ingénieurs, pour assurer
 « l'écoulement des eaux de pluie et des eaux de sources nom-
 « breuses ; leur cours est permanent et a continué malgré la
 « sécheresse extrême des dernières années. Ils existaient en
 « 1793, bien avant la vente de ces terrains aux auteurs de
 « Mme d'Andlau ; enfin, ils sont la suite de thalwegs où se
 « réunissent les eaux des parties supérieures du territoire. En
 « résumé, ce sont bien des cours d'eau naturels et permanents. »

Malgré ces affirmations, et bien qu'en de nombreuses espèces de tous points semblables il ait déclaré applicable la loi de l'an XI, le Conseil d'Etat a considéré qu'il ne résultait pas de l'instruction que les fossés en question constituaient soit des canaux, soit des cours d'eau permanents au curage desquels il appartenait à l'administration de pourvoir par application de la loi de l'an XI.

La jurisprudence semblait donc bien établie ; la loi de l'an XI ne visait que les *cours d'eau naturels et permanents*, à l'exclusion des fossés d'assainissement, de clôture

ou de défense ou autres fossés creusés de main d'homme pour la vidange des eaux.

Cependant, en dépit de ces déclarations formelles et renouvelées, de nombreux arrêts ont décidé que les fossés de décharge et d'assainissement tombaient sous le coup de la loi de floréal an XI.

« Considérant — dit un arrêt du 18 décembre 1848 — qu'il
« résulte de l'instruction que les douves ou fossés de la ville de
« Lesparre sont des canaux de décharge et d'assainissement aux-
« quels sont dès lors applicables les dispositions de la loi de floréal
« an XI ; que le maire de Lesparre n'a fait que se conformer à
« l'usage local en ordonnant que le curage des dites douves
« serait fait par les propriétaires riverains. . . . »

(C. d'Et., 18 décembre 1848. Fabre de Rieunègre.)

Le requérant ne niait pas l'existence de l'usage ; il posait la question de savoir si la loi du 14 floréal an XI était applicable aux canaux de décharge et d'assainissement, question qu'a tranchée le Conseil d'Etat par une affirmation purement gratuite que n'autorisaient ni les termes de la loi ni la doctrine des auteurs.

Or il résultait de l'instruction que ces canaux, qui avaient été creusés de main d'hommes, n'étaient pas à écoulement constant ; ils n'étaient donc *ni naturels, ni permanents* et l'on est en droit de se demander si le Conseil d'Etat, malgré la haute autorité qui s'attache à son nom, n'a pas mal jugé en l'espèce.

Ce que l'on peut affirmer, c'est la contradiction formelle de cet arrêt avec ceux que nous avons rapportés plus haut.

Dans un autre arrêt du 3 août 1877 (affaire Leblanc), le Conseil d'Etat décide que le curage des fossés, qui font partie d'un ensemble de *fossés d'assainissement* destinés à conduire à une rivière les eaux provenant des infiltrations du bief d'un moulin, rentrait dans les opérations prescrites par la loi du 14 floréal an XI. La qualité des fossés n'était pas discutée ; le propriétaire s'appuyait même sur ce caractère de fossés d'assainissement pour contester la mise en œuvre de la loi de l'an XI et ici encore nous croyons qu'il n'a pas été fait une application exacte de la loi.

Les exemples de ce genre sont fréquents dans les recueils d'arrêts du Conseil d'Etat ; nous nous bornerons à signaler encore la décision du 20 août 1864 (affaire Bisson) dans laquelle le Conseil d'Etat décide que les *saignées, fossés, canaux, rigoles et autres ouvertures* sont soumis à l'application de la loi de l'an XI en même temps que les canaux et rivières, en s'appuyant sur cette considération que les anciens usages les soumettaient au curage dans ces conditions.

N'y a-t-il pas là une pétition de principes ? — Il ne s'agit pas de savoir si, d'après l'ancien usage, les fossés d'assainissement, saignées, rigoles, etc., étaient soumis au curage en même temps que les canaux et rivières ; cela est reconnu ;

il s'agit de savoir si la loi de l'an XI qui ordonnait le curage des *canaux et rivières* suivant les anciens règlements, était applicable à ces fossés d'assainissement, saignées, rigoles, etc.

Ces fossés sont-ils des canaux ou des rivières ?

Dans les espèces citées, d'après les instructions auxquelles il avait été procédé, il était évident que non, et si l'on s'en réfère à la formule dont nous parlions tout à l'heure et aux premières décisions du Conseil d'Etat que nous avons rapportées, il faut proclamer que la loi de l'an XI n'était pas applicable.

Et, en effet, cette loi ne consacrait pas indistinctement toutes les dispositions des anciens règlements, mais celles seulement qui concernaient les canaux et rivières.

Les anciens règlements ou les usages locaux pouvaient avoir soumis au curage les rigoles dont il a été question, empiétant ainsi, d'une façon abusive, sur les droits de la propriété privée ; mais la loi du 14 floréal an XI qui n'était qu'une manifestation du pouvoir de police et de surveillance conféré à l'autorité administrative, pour conserver et améliorer le régime des eaux, ne pouvait avoir pour résultat l'immixtion de l'administration dans la gestion des propriétés privées. Il appartient à chacun de prendre, dans les limites permises par la loi et la liberté d'autrui, les mesures qu'il juge utiles pour son propre bien ; c'est là la règle et

il convient de ne s'en écarter que si l'intérêt supérieur de l'ordre public et de la salubrité générale nous y contraint.

Or, le curage des fossés et rigoles sur lesquels nous discutons, n'intéresse pas l'ordre public, ni l'intérêt général de la navigation ; et, d'autre part, la salubrité publique se trouve protégée par les dispositions de l'art. 97 de la loi du 5 avril 1884, qui donne au maire le pouvoir d'intervenir, le cas échéant ; le préfet commet donc un excès de pouvoir en prescrivant le curage de ces fossés, conformément aux anciens règlements ; (*C. d'Et.*, 19 février 1863, *Hubert* ; — 5 mai 1865, *de Montaille* ; — 13 août 1867, *Quillet*) ; et le Conseil d'Etat a eu tort, à notre avis, de consacrer les solutions que nous savons et que nous estimons contraires à l'esprit de la loi du 14 floréal an XI et par suite de celle du 8 avril 1898.

La Haute Assemblée a mieux jugé, selon nous, lorsqu'elle a reconnu qu'un ruisseau, bien qu'il fût, comme presque tous ceux du département dont il s'agit, à sec pendant une partie de l'année, constituait par la longueur de son parcours, son débit en temps de crue et l'étendue considérable de son bassin, non un simple fossé d'écoulement, mais un cours d'eau au curage duquel l'administration devait pourvoir par application de la loi du 14 floréal an XI. (*C. d'Et.*, 9 décembre 1864, *Bourbon* ; — 5 décembre 1879, *Moutier*) Il y a là un cours d'eau natu-

rel, intermittent il est vrai, mais que ses éléments constitutifs ne permettent pas de considérer comme un fossé d'assainissement, de clôture ou de défense.

De même si le cours d'eau se trouve comblé depuis plusieurs années sur divers points de son parcours et que son existence soit cependant suffisamment démontrée, le préfet, en ordonnant le rétablissement du lit primitif dans toute son étendue, au moyen d'un curage à vif fond et à vieux bords, ne fait qu'user des pouvoirs qu'il tient de la loi du 14 floréal an XI (aujourd'hui 8 avril 1898). — (*Conseil d'Etat, 11 février 1876, de Nédonchel* ; — 9 août 1877, *Hautcœur*.) — Ici encore il s'agit d'un cours d'eau naturel.

De l'ensemble de ces décisions de la jurisprudence, malgré quelques contradictions, il ressort cette idée que la loi de l'an XI s'appliquait aux cours d'eau naturels et à ceux qui, sans être naturels, avaient un cours permanent et présentaient un caractère d'utilité générale ; en sorte que si l'on veut établir une formule, on peut adopter, en la modifiant légèrement, celle employée par M. Ducroq, dans son ouvrage de droit administratif :

« Le curage n'est obligatoire et les préfets ne peuvent le
« prescrire qu'autant qu'il s'agit de canaux et de rivières non
« navigables, la loi du 14 floréal an XI (et par suite celle du
« 8 avril 1898) comprenant dans ses termes tous les cours d'eau
« pouvant être considérés comme naturels ou permanents avec

« *un caractère d'utilité générale*, à l'exclusion des fossés d'assainissement, de clôture ou de défense ou autres fossés creusés de main d'homme pour la vidange des eaux. »

La jurisprudence formée sous l'empire de la loi de l'an XI n'a été modifiée en rien par la nouvelle loi qui est, sur ce point, muette comme la première.

Quant aux arrêts que nous avons rencontrés — manifestement contraires à notre formule et à l'esprit de la loi, — il faut en rechercher l'explication dans la difficulté de la distinction entre les rivières et les fossés d'écoulement et dans les points de vue spéciaux auxquels se sont placés les rapporteurs du Conseil d'Etat ; il faut, en effet, en cette matière, tenir compte de multiples considérations, et telle circonstance qui a pu déterminer un rapporteur à classer un cours d'eau parmi les rivières soumises à la loi du 14 floréal an XI (*Conseil d'Etat*, 3 août 1877, *Leblanc*), n'a pas semblé suffisante à un collègue pour enlever à un fossé d'écoulement son caractère (*Conseil d'Etat*, 28 décembre 1858, *d'Andlau*).

La distinction est souvent très délicate.

Avec son apparence de précision, notre formule n'en laisse pas moins une grande latitude aux tribunaux administratifs qui, pour statuer, devront étudier avec soin les circonstances locales et songer que s'ils doivent veiller à la meilleure organisation du régime des eaux, ils ont aussi

à sauvegarder les intérêts particuliers qui se trouveraient gravement froissés si on leur imposait à tort la servitude souvent onéreuse du curage.

SECTION II

AUTORITÉS COMPÉTENTES EN MATIÈRE DE CURAGE

Qui peut provoquer le curage ? — 15. Une rivière est obstruée ; elle est de celles auxquelles s'applique la loi du 8 avril 1898 ; comment obtiendra-t-on le curage !

Et d'abord qui peut le provoquer ?

D'une façon générale, tout intéressé peut signaler à l'administration les dangers que fait courir à sa propriété le défaut de curage d'un cours d'eau.

Un maire peut le faire au nom de sa commune pour sauvegarder les intérêts de celle-ci.

Si l'incurie des intéressés leur fait négliger une situation nuisible à tous, le service des ponts et chaussées, qui doit veiller à la bonne administration des eaux, le préfet, préposé au maintien de la sécurité publique et au développement de la richesse nationale sous quelque forme qu'elle se présente, peuvent en prendre l'initiative.

La forme de la demande est indifférente, elle peut être faite par simple lettre, par pétition, par délibération du

conseil municipal, rapport d'un ingénieur, etc. Elle est adressée au préfet.

A qui appartient-il de l'ordonner ? — 16. L'administration une fois saisie, à qui appartient-il d'ordonner le curage ?

Aux termes des lois du 22 décembre 1789 et des 12-20 août 1790, ce sont *les administrations des départements* qui sont chargées de veiller à la conservation des rivières, de rechercher et d'indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux, d'empêcher que les prairies ne soient submergées, etc.

La loi du 14 floréal an XI, en ordonnant spécialement de pourvoir au curage des canaux et rivières, ne parle pas de l'autorité compétente et s'en réfère évidemment aux lois générales de 1789 et 1790 : à ce moment, les administrations départementales avaient été remplacées par les préfets. (Loi du 28 pluviôse an VIII).

C'était donc aux préfets qu'il appartenait d'ordonner la mesure. Les textes ultérieurs sont venus, du reste, confirmer cette attribution ; le décret du 25 mars 1852, celui du 13 avril 1861 indiquent nettement la compétence du préfet à cet égard ; la loi du 8 avril 1898 enfin ne laisse subsister aucun doute sur ce point :

« Les préfets sont chargés, dit-elle dans son article 19 *in fine*,
« sous l'autorité du Ministre compétent, de prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution de ces règlements et usages. »

Pouvoirs successifs des préfets ; législation actuelle. —

17. Mais ce droit des préfets n'est pas absolu ; il a subi, suivant les époques, diverses modifications, et des distinctions sont nécessaires.

Pour plus de clarté, nous examinerons successivement les lois que nous avons énumérées en débutant.

*A. Lois des 22 décembre 1789, 1^{er} janvier 1790 et des
12-20 août 1790*

Sous l'empire des lois des 22 décembre 1789, 1^{er} janvier 1790 et des 12-20 août 1790, les pouvoirs des autorités départementales étaient fort restreints ; tandis qu'elles pouvaient exercer leurs attributions d'intérêt local *sous la surveillance* seulement du roi, les attributions d'intérêt général ne leur étaient conférées que *sous l'autorité et l'inspection du roi*. (Lois des 22 décembre 1789, 1^{er} janvier 1790, section III, art. 2.)

« Les délibérations des assemblées administratives de département, disait l'article 5 de cette même loi, sur tous les objets
« qui intéresseront le régime de l'administration générale du
« royaume, ou sur des entreprises nouvelles et des travaux
« extraordinaires, ne pourront être exécutées qu'après avoir
« reçu l'approbation du roi. Quant à l'expédition des affaires
« particulières et de tout ce qui s'exécute en vertu des délibé-

« rations déjà approuvées, l'autorisation spéciale du roi ne sera
« pas nécessaire. »

Les administrations de département ne pouvaient faire ni décrets, ni ordonnances, ni règlements ; *elles ne pouvaient agir que par les voies, ou de simples délibérations sur les matières générales, ou d'arrêtés sur les affaires particulières ;*

Leurs délibérations prises en assemblée générale ou de conseil sur les objets particuliers qui concernaient leur département, mais qui intéressaient le régime de l'administration générale du royaume, ne pouvaient être exécutées qu'après qu'elles avaient été présentées au roi et qu'elles avaient reçu son approbation.

(Instruction des 12-20 août 1790 concernant les fonctions des assemblées administratives (chapitre I, § I.)

En conséquence, si le curage d'un cours d'eau était rendu nécessaire par la crainte d'une inondation ou le danger que l'encombrement du lit faisait courir à la salubrité de la région, il était permis à l'autorité départementale de prescrire ce curage par mesure spéciale.

Mais, si dans un but de sage prévoyance, l'administration voulait assurer la réglementation permanente du cours d'eau, elle ne pouvait plus prendre de mesure définitive ; la matière, touchant au régime de l'administration générale du royaume, ne pouvait que faire l'objet d'une proposition soumise à l'approbation du roi.

Les préfets, qui succédèrent en l'an VIII, aux directoires de département, disposèrent des mêmes moyens d'action et leurs pouvoirs se bornaient aussi à la faculté de prescrire une mesure spéciale pour une circonstance déterminée ; leur compétence était restreinte aux nécessités du moment, aux besoins d'un curage accidentel et temporaire.

B. *Loi du 14 floréal an XI*

La loi de l'an XI, qui vint ensuite, modifia-t-elle cet état de choses ?

Rien dans son texte ne l'indique ; elle décide seulement que le curage des canaux et rivières non navigables, ainsi que l'entretien des digues et ouvrages d'art qui y correspondent, continueront d'être régis par les anciens règlements et les usages locaux, sans étendre en rien les pouvoirs des préfets en cette matière.

Le maintien en vigueur de l'ancienne réglementation, avait pu faire doute à la suite des dispositions des lois de 1789 et de 1790, qui, après avoir chargé les administrations départementales d'assurer, sans autre indication, la conservation des rivières, leur prescrivaient de rechercher et d'indiquer les moyens de procurer le libre cours des eaux ; la loi de l'an XI a voulu faire disparaître cette incertitude.

Mais pas plus qu'auparavant, les préfets ne pouvaient

prendre d'arrêtés généraux et permanents ; pour ce cas, comme pour celui où des dispositions nouvelles étaient nécessaires ou lorsque des difficultés se présentaient pour l'application des anciens règlements ou des usages locaux, on devait recourir à un règlement d'administration publique rendu sur la proposition du préfet (art. 2).

Sous l'empire de la loi du 14 floréal an XI, la situation était donc la suivante :

1^o Il n'existait ni anciens règlements, ni usages locaux : le préfet pouvait, en exécution des lois du 22 décembre 1789, janvier 1790 et 12-20 août 1790, prescrire le curage du cours d'eau dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques, c'est-à-dire, en vue de prévenir les inondations ou de pourvoir aux besoins sanitaires de la localité.

2^o S'agissait-il au contraire d'un cours d'eau pour lequel il existait d'anciens règlements ou des usages locaux ? Le préfet avait alors le droit de pourvoir au curage de ce cours d'eau de la manière prescrite par ces règlements ou ces usages ; mais ici encore, qu'on le remarque bien, le préfet ne pouvait statuer que par un arrêté spécial quant à l'objet, déterminé quant au temps.

3^o Dans le cas enfin où l'application des anciens règlements ou l'exécution du mode consacré par l'usage, éprouvaient des difficultés ou si les changements survenus dans l'état du cours d'eau exigeaient des dispositions nouvelles,

alors le préfet n'était plus compétent et son rôle devait se borner à faire l'instruction et à adresser des propositions au gouvernement en vue d'obtenir un règlement d'administration publique.

C. Loi du 16 septembre 1807

La loi du 16 septembre 1807, relative au dessèchement des marais, ne contient aucune disposition sur le curage des rivières non navigables ni flottables ; elle prescrit, pour le dessèchement des marais, la création de syndicats chargés de représenter les propriétaires, de défendre leurs intérêts et de veiller à l'entretien des travaux après leur achèvement.

Cette manière de procéder, que l'administration trouvait avantageuse, finit, après diverses hésitations, par être appliquée au curage des cours d'eau.

Les pouvoirs du préfet consistaient en la nomination de syndics ; la mesure elle-même du curage devait faire l'objet d'un décret délibéré en Conseil d'Etat.

Nous reviendrons, du reste, sur les cas d'application de cette loi de 1807 ; nous avons voulu seulement, ici, mentionner l'intervention du préfet.

D. Décret de décentralisation du 25 mars 1852

Les inconvénients de la concentration excessive des affaires qui résultaient de la loi du 28 pluviôse an VIII, se firent bientôt sentir dans la pratique administrative, et dès la Restauration, une réaction se dessina en faveur des pouvoirs des autorités locales.

Ce mouvement qui aboutit aux décrets dits de décentralisation du 25 mars 1852 et du 13 avril 1861 (1), eut pour résultat de donner aux préfets la solution de la plupart des questions que soulève la police des eaux.

Le décret du 25 mars 1852 renferme deux dispositions concernant le curage des cours d'eau non navigables ni flottables :

Article 1^{er} « ; mais ils (les préfets) statueront désormais sur toutes les autres affaires départementales et communales qui, jusqu'à ce jour, exigeaient la décision du chef

(1) Ces décrets, qui ont pour objet de transmettre aux préfets des prérogatives attribuées antérieurement par des lois ou règlements aux Ministres ou au chef de l'Etat, sont des mesures de déconcentration et non de décentralisation, puisque le préfet agit comme représentant du pouvoir central et sous son contrôle ; il n'y a pas en réalité déplacement d'autorité. Il n'y a de décentralisation que lorsque le déplacement profite aux représentants élus des intérêts locaux. (V. Ducrocq, 7^e édition, tome I, n° 141, page 169.)

« de l'Etat ou du Ministre de l'intérieur, et dont la nomenclature est fixée par le tableau A ci-annexé. »

« Tableau A. 51° Cours d'eau non navigables ni flottables, en tout ce qui concerne leur élargissement et leur curage. »

Article 4. « Les préfets statueront également, sans l'autorisation du Ministre des travaux publics, mais sur l'avis ou la proposition des ingénieurs en chef, et conformément aux règlements ou instructions ministérielles, sur tous les objets mentionnés dans le tableau D ci-annexé. »

« Tableau D. 5° Dispositions pour assurer le curage et le bon entretien des cours d'eau non navigables ni flottables de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux. Réunion, s'il y a lieu, des propriétaires intéressés en associations syndicales. »

Ce décret de 1852 confère aux préfets le droit qui ne leur avait pas encore été accordé, de faire des règlements généraux et permanents — « en tout ce qui concerne l'élargissement et le curage des cours d'eau non navigables ni flottables », — nous dit le n° 51 du tableau A ; « pour assurer le curage et le bon entretien de ces cours d'eau de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux, » — reprend le tableau D dans son n° 5.

Que signifie cette double disposition se rapportant au même objet qu'elle traite de manière différente ?

Le tableau A paraît donner au préfet des pouvoirs très

étendus, et ne semble plus faire la distinction établie par la loi de floréal an XI, entre le cas où il existe d'anciens règlements ou des usages locaux et celui où des dispositions nouvelles ou des changements à apporter aux règlements sont nécessaires ; la compétence donnée aux préfets nous apparaît sans restriction et cette solution est confirmée par une circulaire du ministère de l'intérieur en date du 5 mai 1852 (1) dans laquelle il est dit :

« Le curage des cours d'eau non navigables ni flottables peut
« s'effectuer soit en vertu d'anciens règlements, soit en vertu
« d'usages locaux, soit enfin *conformément à un nouveau règlement dressé en exécution de la loi du 14 floréal an XI.*

« Pour les deux premiers cas, je n'ai point d'instructions
« spéciales à vous donner, attendu que vous étiez déjà compétents avant le décret du 25 mars pour statuer. Je ne puis
« que vous renvoyer aux circulaires des 10 octobre 1837 et
« 18 mars 1839. Ce n'est que dans la troisième hypothèse que
« vous aurez à rédiger le règlement relatif au curage. A cet
« effet, vous ferez préparer un projet par un agent voyer ou
« tout autre homme de l'art ; vous le soumettrez à une enquête,
« et, après délibération du conseil municipal ou des conseils
« municipaux des communes traversées par le cours d'eau,

(1) Instructions au sujet du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, en ce qui concerne les communes et les établissements de bienfaisance, 5 mai 1852 (*Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur*, 1852, page 238).

« vous prendrez un arrêté portant règlement d'administration publique..... »

Le décret en Conseil d'Etat exigé par la loi du 14 floréal an XI en pareille circonstance semblait donc désormais inutile.

Comment expliquer alors la disposition du tableau D, 5°, qui maintient la nécessité de ce décret en n'accordant au préfet le droit de prendre des dispositions pour le curage et le bon entretien des cours d'eau qu'en se conformant aux anciens règlements ou aux usages locaux ?

Il y a là contradiction manifeste entre les termes des deux tableaux.

La raison de ce désaccord doit être cherchée dans la dualité qui existait alors dans le service du curage, divisé entre le Ministère de l'intérieur et le Ministère des travaux publics.

Tandis que le premier élaborait le tableau A, le second était chargé du tableau D ; tous deux mentionnèrent le curage, mais par suite d'un défaut d'entente, ils donnèrent aux préfets des attributions différentes.

En présence de ces dispositions incompatibles, des fluctuations se produisirent nécessairement dans la pratique administrative, et la jurisprudence elle-même fut hésitante.

Après avoir statué au contentieux dans un sens con-

traire à l'interprétation du Ministère de l'intérieur (12 juillet 1855, *Garnier*), le Conseil d'Etat adopta cette interprétation (7 juin 1859, *Roussel*) (1); puis, consulté par le Ministre des travaux publics, il émit, le 8 décembre 1859, un avis portant que même depuis le décret de 1852, la compétence des préfets était expressément limitée au cas où le curage s'opérait de la manière prescrite par les anciens règlements ou les usages locaux et qu'un règlement d'administration publique continuait à être indispensable pour les opérations qui ne constituaient pas une application pure et simple de ces règlements ou usages. (*Conseil d'Etat*, 29 février 1860, *Courtois*.)

E. — Décret du 13 avril 1861

Sur ces entrefaites parut le décret du 13 avril 1861 qui modifia celui du 25 mars 1852; la mention du curage disparut du tableau A, de sorte qu'aucune discussion n'était désormais possible sur l'étendue de la compétence des préfets.

Le tableau D de 1861 reproduisit dans son n° 6 les

(1) « Considérant, dit l'arrêté, que lorsque l'application des règlements ou des usages locaux pour le curage des rivières éprouve des difficultés, le décret du 25 mars 1852 donne aux préfets le droit d'y pourvoir par des arrêtés portant règlement.....»

termes du n° 5 de 1852, confirmant ainsi aux préfets le pouvoir de prendre des dispositions générales pour l'application des anciens règlements et de faire des règlements permanents pour l'exécution des usages locaux, à la condition toutefois de se conformer à leurs prescriptions, alors qu'autrefois ces hauts magistrats ne pouvaient statuer que sur des cas spéciaux, accidentels et par une mesure annuelle ou temporaire.

Mais s'il s'agissait, en l'absence de tout ancien règlement ou d'usage local, de prendre des mesures constituant un règlement général et permanent : s'il était nécessaire de modifier les anciens règlements ou les usages ; si enfin l'application des règlements ou l'exécution du mode consacré par l'usage éprouvait des difficultés, — dans tous ces cas, nous restions sous l'empire de la loi du 14 floréal an XI, et c'était au Conseil d'Etat qu'il appartenait de statuer par un règlement d'administration publique (1).

Nous venons d'entrevoir les difficultés qui avaient failli résulter du partage du service du curage entre les ministères de l'intérieur et des travaux publics ; certains textes paraissaient, en effet, placer ces matières dans les attributions du Ministre de l'intérieur, tandis que d'autres indiquaient la compétence du Ministre des travaux publics.

(1) Voir les conclusions de M. de Belbœuf, commissaire du gouvernement dans l'affaire Corbière au Conseil d'Etat, 12 avril 1866.

Le Ministre des travaux publics exerçait en fait la police conférée au service des ponts et chaussées par la loi du 7 fructidor an XII, article 15, n^{os} 4 et 5 ; le Ministre de l'intérieur y prétendait de son côté et revendiquait ses droits dans diverses circulaires.

Cette dualité engendrait un défaut d'unité de direction qui pouvait entraîner des conflits et nuire en même temps à la bonne et régulière expédition des affaires (1).

Pour mettre fin à ce regrettable état de choses, un décret spécial fut jugé nécessaire qui fut rendu le 8 mai 1861 et porte que la police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables ont été distraits des attributions du ministère de l'intérieur, et placés exclusivement dans les attributions du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Un nouveau décret des 29 avril-16 mai 1862 confirme cette décision.

F. — *Loi du 21 juin 1865*

La loi du 21 juin 1865 n'a modifié en rien les pouvoirs des préfets tels que les avait fixés le décret du 13 avril 1861 ; cette loi, à laquelle la loi du 22 décembre 1888

(1) Voir la circulaire du Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics du 17 juin 1861.

apporte certains changements, organise les associations syndicales sur lesquelles nous aurons à revenir.

G. — *Loi du 8 avril 1898*

La loi nouvelle enfin ne parle de la compétence des préfets que pour confirmer les dispositions du décret de 1861.

« Article 19. — Il est pourvu au curage des cours d'eau non navigables et non flottables et à l'entretien des ouvrages qui s'y rattachent de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux. »

« Les préfets sont chargés, sous l'autorité du Ministre compétent, de prendre les dispositions nécessaires pour l'exécution de ces règlements et usages. »

Résumé des pouvoirs du préfet. — En résumé, dans l'état actuel de la législation :

1^o En cas d'urgence, qu'il existe ou non des anciens règlements ou des usages locaux, le préfet peut ordonner un curage spécial quant à son objet, déterminé quant au temps ;

2^o S'il existe d'anciens règlements ou des usages locaux, le préfet peut prendre des dispositions générales pour l'application de ces règlements ou des règlements permanents pour l'exécution des usages locaux.

La jurisprudence et les auteurs considèrent comme

règlements anciens les arrêtés du conseil, les arrêts de règlement des parlements ou des maîtrises, les ordonnances des assemblées d'Etat ou des intendants, les ordonnances royales (circulaire Intérieur, 10 décembre 1837), les décrets, les arrêtés préfectoraux antérieurs à l'an XI. (*C. d'Et. : 1^{er} juillet 1840, Raimbault ; 20 janvier 1843, Bourmizien, Dubourg et consorts ; 17 février 1848, Dupuis ; 5 novembre 1886, Bodeau frères ; 24 décembre 1886, Romand ; 20 janvier 1888, Vaqué ; 9 mars 1888, sieur et veuve Gouthière ; 26 juin 1890, association syndicale de la rivière d'Ingon contre Minotte*).

3^o Enfin : « A défaut d'anciens règlements ou usages locaux, « ou si l'application des règlements et l'exécution du mode de « curage consacré par l'usage présentent des difficultés, ou bien « encore si les changements survenus exigent des dispositions « nouvelles, il est procédé en conformité de la loi des 21 juin « 1865-22 décembre 1888 sur les associations syndicales. »

Ainsi s'exprime l'article 20 de la loi de 1898 qui modifie sur ce point les dispositions de la loi du 14 floréal an XI : celle-ci prescrivait, pour notre 3^e hypothèse, de recourir au règlement d'administration publique.

Nous avons vu que le tableau A du décret de 1852, par la généralité de ses termes, avait semblé donner toute compétence au préfet pour statuer sur les dispositions nouvelles ; mais la jurisprudence, d'abord incertaine, maintint

pour ce cas, la nécessité du règlement d'administration publique et le décret du 13 avril 1861 vint confirmer cette interprétation en supprimant la mention du curage dans le tableau A.

Bientôt après fut promulguée la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales, dont l'article 26 porte : « La loi « du 16 décembre 1807 et celle du 14 floréal an XI conti-
« nueront à recevoir leur exécution à défaut de formation
« d'associations libres ou autorisées lorsqu'il s'agira de
« travaux spécifiés aux nos 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} de la
« présente loi. »

Le n° 2 de cet article 1^{er} comprend le curage des cours d'eau non navigables, ni flottables.

Devait-on interpréter cet article 26 dans ce sens qu'il fallait nécessairement et dans tous les cas faire précéder les opérations de curage d'une tentative dans le but de constituer une association autorisée, et que les dispositions prescrites en vertu de la loi de l'an XI, sans cette tentative préalable, seraient toujours entachées de nullité ?

On pensa que c'eût été aller un peu loin et que lorsqu'il s'agirait de procéder au curage en conformité des règlements en vigueur ou des usages anciens, la tentative préalable de réunion des intéressés en association syndicale serait, non seulement inutile, mais contraire à l'intérêt public ; le travail n'étant en quelque sorte que la conti-

uation d'une œuvre antérieurement commencée et réglementée, l'arrêté préfectoral à intervenir en vertu de l'article 1^{er} de la loi de floréal an XI n'était plus qu'une mesure d'exécution et de détail, et l'on n'eût pas compris que des règlements ou des usages qui ne soulevaient aucune difficulté fussent remis en question.

On se borna à décider que la constitution d'une association syndicale ne devrait être tentée qu'en cas de dispositions nouvelles ne présentant pas un caractère d'urgence exceptionnelle, avant de provoquer un règlement d'administration publique.

Cette doctrine fut consacrée par le Ministre des travaux publics dans une circulaire du 13 décembre 1878 :

« La véritable portée de l'article 26 de cette loi, dit cette circulaire, trouve son interprétation dans l'article 2 de la loi du 14 floréal an XI, article ainsi conçu :

«

« C'est avant d'avoir recours à l'émission du règlement d'administration publique dont il est question dans l'article précédent qu'il doit être fait une tentative pour constituer une association libre ou autorisée, suivant la procédure déterminée par la loi de 1865. »

Mais cette circulaire ne renfermait qu'une recommandation de pratique administrative et l'on peut se demander, au point de vue purement juridique, si, à défaut de la tenta-

tive dont nous venons de parler, les dispositions prises en conformité de la loi de l'an XI auraient été entachées d'excès de pouvoir.

Nous ne le croyons pas ; l'article 9 de la loi du 21 juin 1865 confère au préfet une simple faculté.

« Les propriétaires intéressés..... *peuvent* être réunis, par
« arrêté préfectoral en association syndicale autorisée, soit sur
« la demande d'un ou de plusieurs d'entre eux, soit sur l'ini-
« tiative du préfet. »

Il n'y avait pas là une obligation, une formalité essentielle dont l'omission aurait entraîné la nullité du règlement d'administration publique.

Il peut, en effet, se produire certaines circonstances dans lesquelles toute tentative de la part du préfet serait inutile et l'on doit laisser ce magistrat juge de l'opportunité de la mesure ; à quoi bon courir à un échec certain ?

Mais cette interprétation, possible sous l'empire de la loi de 1865, n'a pas prévalu lors de la discussion de la loi sur le Régime des Eaux, et l'article 20 de la loi de 1898 prescrit d'une façon formelle de recourir à la formation d'une association syndicale.

En raison de l'organisation spéciale de ces associations et de la longueur des explications qui les concernent, nous en étudierons plus tard la constitution et le fonctionnement.

Cas où un décret délibéré en Conseil d'Etat est nécessaire —

18. Ce n'est que dans le cas où l'association ne pourrait être formée que l'on recourt au règlement d'administration publique.

C'est ce qu'exprime l'article 21 de la loi nouvelle :

« Dans le cas où les tentatives faites en vue d'arriver à la
« constitution d'une association syndicale, libre ou autorisée,
« n'aboutiraient pas, il est statué par décret délibéré en Conseil
« d'Etat ; chaque décret est précédé d'une enquête et d'une
« instruction dont les formes sont déterminées par un règle-
« ment d'administration publique. »

Article 22 : « Le décret règle le mode d'exécution des travaux,
« détermine la zone dans laquelle les propriétaires intéressés,
« riverains ou non riverains et usiniers peuvent être appelés à
« y contribuer, et arrête, s'il y a lieu, les bases générales de la
« répartition de la dépense d'après le degré d'intérêt de chacun
« à l'exécution des travaux. »

Ainsi, lorsque la tentative faite en vue d'organiser la réglementation de la rivière par les riverains eux-mêmes a échoué, si l'on veut faire un règlement permanent, il faut recourir à la forme tutélaire et protectrice de tous les intérêts du décret délibéré en Conseil d'Etat.

La réglementation nouvelle doit s'inspirer de l'état de choses actuel, éviter les inconvénients qui en résultent, froisser le moins possible les intérêts en cause et diriger les eaux de la façon la plus profitable à tous.

Pour cela, des études préalables sont nécessaires ; avant la loi de 1898, une première étude était faite, portant sur la question de principe et soumise à l'enquête par arrêté préfectoral.

Cette enquête, d'une durée de 20 jours, avait lieu dans les mairies des communes intéressées ; un registre était destiné à recevoir les observations présentées par les propriétaires.

Le maire, après avoir certifié l'accomplissement des formalités, transmettait les pièces au préfet qui soumettait lui-même le dossier aux ingénieurs.

L'affaire était alors instruite au point de vue de l'exécution des travaux.

Ce nouveau travail était soumis à une enquête semblable à la première, mais d'une durée de quinze jours seulement, et portant exclusivement sur les dispositions du projet.

Le préfet donnait ensuite son avis motivé et adressait le dossier au Ministre des travaux publics, qui demandait l'avis du Conseil d'Etat et provoquait le décret renfermant le nouveau règlement de curage.

La nouvelle loi, dans son article 21 *in fine*, nous annonce que les formes de l'enquête et de l'instruction à intervenir seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Ce règlement n'a pas encore été rendu et nous ignorons

quelles modifications il apportera à la manière actuelle de procéder.

L'article 22 indique les dispositions que pourra contenir le décret et reproduit incidemment le principe de justice qui formait l'innovation la plus intéressante de la loi du 14 floréal an XI, à savoir : la répartition des frais suivant le degré d'intérêt de chacun à l'exécution des travaux.

SECTION III

OPÉRATIONS DU CURAGE ; QUESTIONS QU'ELLES SOULÈVENT

Aperçu de la procédure d'une opération de curage. —

19. Une fois le décret d'administration publique rendu, le préfet redevient compétent comme dans les autres cas.

Il est saisi d'une demande de curage : quelles mesures va-t-il prendre ?

D'une façon générale, après avoir consulté les ingénieurs, le préfet ordonne une enquête destinée à le fixer sur l'utilité du curage.

Les résultats de l'enquête sont soumis aux ingénieurs qui présentent un rapport suivi d'un projet d'arrêté.

Ce projet est soumis à une nouvelle enquête ; les avis des conseils municipaux sont recueillis ; après quoi le projet d'arrêté est transformé en arrêté ordonnant le curage.

Les travaux sont exécutés par les riverains ou mis en adjudication.

Les riverains qui n'ont pas exécuté dans le délai fixé les

travaux qu'ils se sont engagés à effectuer sont mis en demeure de le faire ; sinon l'administration les exécute à leurs frais.

Les travaux une fois reçus, on en fait le décompte qu'on soumet à l'approbation de l'autorité compétente ; il est fait masse des dépenses ; puis on dresse le rôle dans lequel on assigne à chaque propriétaire la somme dont il est redevable.

Le rôle est le plus souvent dressé par les ingénieurs.

Il est rendu exécutoire par le préfet.

Le recouvrement en est opéré comme en matière de contributions directes.

Telles sont, rapidement énumérées, les diverses phases d'une opération de curage ; quelques-unes d'entre elles demandent un examen plus approfondi.

Enquête. — 20. Lorsqu'il s'agit d'un curage urgent, ordonné en vertu des dispositions de la loi des 22 décembre 1789-janvier 1790, les circonstances mêmes de l'affaire sont exclusives de l'idée d'enquête. Il y a nécessité manifeste ; tels travaux sont indispensables ; l'enquête ne serait qu'une formalité inutile et une perte de temps.

Mais si nous nous plaçons en dehors de ce cas exceptionnel, la question de la nécessité de l'enquête peut être discutée.

Nous mettrons d'abord hors de cause le cas où les

anciens règlements prescrivent cette mesure préalable ; les préfets doivent s'y conformer.

Mais si ces règlements sont muets et qu'un arrêté de curage soit sollicité de l'autorité administrative, comment cette dernière s'assurera-t-elle que l'opération demandée présente un réel caractère d'utilité générale ?

C'est là une question importante, le préfet ne pouvant imposer à tous les riverains, dans l'intérêt d'un seul, l'obligation de curer le ruisseau qui coule sur leurs propriétés.

Une circulaire ministérielle recommande de recourir à une enquête.

A cet effet, il est pris un arrêté qui ordonne qu'en vue du curage demandé une enquête soit ouverte dans les communes intéressées pour recueillir les observations des riverains ; la durée de l'enquête est de 15 ou 20 jours.

Pendant cette période, les intéressés consignent sur un registre déposé à la mairie les raisons qu'ils ont à faire valoir pour ou contre l'opportunité du curage ; après quoi le maire, certifiant que les formalités de publication prescrites ont été remplies, renvoie le registre au préfet qui peut ainsi statuer en connaissance de cause.

Certains riverains ont prétendu que l'enquête, dans ce cas, était une phase essentielle de la procédure, et se basant sur l'omission de cette formalité ont demandé

décharge des taxes auxquelles ils avaient été imposés ; mais aucun texte de loi ne prescrit de soumettre les projets de curage à une enquête, et c'est ce que reconnaît l'arrêt du Conseil d'Etat du 9 décembre 1864 dans l'affaire Bourbon :

« Sur le moyen tiré de ce qu'il n'y a pas eu d'enquête,

« Considérant qu'aucune disposition législative ne prescrit
« l'enquête dans le cas d'un simple curage exécuté dans les
« conditions de la loi du 14 floréal an XI.... »

Un propriétaire imposé pour frais de curage avait soutenu que l'arrêté préfectoral qui avait ordonné un curage conforme à l'usage local était irrégulier, attendu qu'aux termes de l'article 4 du décret du 25 mars 1852 et de l'instruction ministérielle pour l'exécution de ce décret, il aurait dû être précédé d'une enquête et de l'avis des conseils municipaux ; le Conseil d'Etat, dans son arrêt du 23 janvier 1864, affaire Delauzon, a rejeté avec raison cette prétention qui s'appuyait sur une interprétation erronée de la circulaire du 5 mai 1852 que nous avons eu déjà l'occasion de citer.

Cette circulaire recommande, en effet, à propos du § 51 du tableau A, de soumettre à une enquête et à l'avis des conseils municipaux le projet élaboré par un homme de l'art ; mais c'est en vue de l'élaboration d'un nouveau règlement de curage, en l'absence d'anciens règlements ou

d'usages locaux ou lorsque ces règlements exigent des modifications; les termes de la circulaire ne permettent aucun doute à cet égard.

Pour une opération isolée de curage, l'enquête n'est donc obligatoire que si les anciens règlements l'exigent.

Si nous envisageons maintenant le cas où le préfet veut prendre des dispositions générales pour l'application des anciens règlements ou un règlement permanent pour l'exécution des usages locaux, nous ne trouvons pas non plus de texte législatif qui oblige le préfet à procéder à une enquête préparatoire.

Dans ce cas, cependant, une enquête peut être utile pour préciser les usages locaux, indiquer les difficultés d'application des règlements, vérifier si les anciennes dispositions sont respectées, etc.....: aussi, bien que la loi ne la prescrive pas d'une façon formelle, les circulaires ministérielles ont-elles recommandé à plusieurs reprises l'emploi de ce moyen d'information et l'omission de cette formalité pourrait, à notre sens, vicier l'arrêté préfectoral qui doit être pris, dit l'article 4 du décret du 25 mars 1852, sur les propositions de l'ingénieur en chef et *conformément aux instructions ministérielles*.

D'une façon générale, il est à souhaiter que l'enquête soit employée pour toutes les opérations de curage; elle a le grand avantage d'appeler l'attention des intéressés sur

une mesure dont l'exécution les concerne spécialement : elle permet au préfet d'apprécier l'utilité du curage et de s'assurer que la demande qui lui a été adressée n'a pas pour but l'intérêt d'un seul propriétaire ; elle constitue, en un mot, une garantie pour les intéressés.

Les formes de cette enquête sont celles prescrites par la circulaire du 23 octobre 1851 sur les règlements d'usines (Voir circulaire ministérielle du 13 décembre 1878).

Les mêmes considérations s'appliquent aux avis à demander aux conseils municipaux ; certains règlements anciens exigent cet avis qui n'est, en somme, qu'une enquête au second degré ; les conseillers doivent veiller aux intérêts de la généralité des habitants et leur avis représente, d'ordinaire, la condensation des observations qui seraient inscrites sur le registre d'enquête.

Ces deux formes de renseignements sont quelquefois demandées concurremment ; d'autres fois, l'une d'elles est seule nécessaire.

L'enquête, portant sur la généralité des intéressés, nous semble préférable à l'avis seul des conseils municipaux ; il arrive, en effet, — et le cas est assez fréquent, — que le conseil est sous l'influence d'un seul membre dont la manière de voir prévaut toujours et qui prend ainsi à lui seul la délibération.

Rédaction des projets et des plans. — 21. Lorsque la nécessité du curage est établie, il serait imprudent, après avoir ordonné les travaux, de les laisser exécuter par les riverains comme bon leur semblerait ; le curage est une opération qui demande des vues d'ensemble, surtout lorsqu'il présente une certaine importance et la rédaction préalable de projets de travaux et de plans s'impose.

Le soin d'établir ces projets est généralement confié au service des ponts et chaussées qui dresse en même temps un devis de la dépense.

Ces projets sont soumis à une enquête en tous points semblable à la première et destinée à faire connaître les observations des intéressés sur les travaux eux-mêmes : atteintes à la propriété, fausse application des anciens règlements ou des usages locaux, etc....

Cette enquête terminée, le projet d'arrêté est modifié s'il y a lieu et transformé en arrêté de curage.

Qui doit supporter le curage ? — 22. L'étude des dispositions de l'arrêté de curage nous amène à la question de l'obligation du curage.

Nous avons vu qui pouvait provoquer le curage, — qui pouvait l'ordonner et dans quelles formes il pouvait être ordonné ; — cherchons maintenant à qui incombe l'obligation du curage ?

Les règlements anciens, pour la plupart, mettaient le

curage uniquement à la charge des riverains et des usiniers.

Ceux-ci profitant plus particulièrement des divers avantages que procure le voisinage d'un cours d'eau. — droits d'irrigation, de puisage, de pêche, d'extraction de produits, force motrice, etc., — on estimait qu'il était juste de leur faire supporter les charges nécessaires à assurer le bon fonctionnement du régime des eaux : la science agricole n'avait pas encore pris le développement qu'on lui a donné de nos jours ; la mise en rapport des terrains improductifs était peu pratiquée et l'on n'appréciait, pour ainsi dire, pas les bénéfices retirés par les terres non riveraines du bon entretien d'un cours d'eau voisin.

Mais, lorsqu'on put voir les effets bienfaisants d'un curage sur des terres trop humides, tant au point de vue de la fertilité des terres que de la salubrité publique, lorsqu'il fut prouvé que les riverains médiats tiraient des avantages marqués de travaux supportés par les voisins, on considéra qu'il était équitable de mettre à leur charge une partie des frais ; et dans l'état actuel de la législation (argument., articles 22 et 28 de la loi de 1898), ce ne sont pas les riverains seulement et les usiniers qui sont appelés à payer les dépenses occasionnées par le curage, mais bien tous les intéressés, c'est-à-dire, outre les riverains et les usiniers, les propriétaires des fonds non riverains,

mais submersibles ou humides, les communes dont le territoire est assaini et, d'une façon générale, tous ceux qui ont un intérêt à l'opération.

Il convient enfin d'ajouter à ces intéressés les personnes qui causent l'encombrement du lit du cours d'eau par les matières qu'elles y jettent et rendent ainsi le curage plus fréquent ou plus onéreux.

Nous reviendrons, du reste, sur ce point à propos de la répartition des dépenses.

On distingue bien encore aujourd'hui l'obligation au curage de la participation aux frais de curage, et il est encore vrai de dire que les riverains sont obligés au curage tandis que les intéressés ne font que participer à la dépense ; mais cette obligation, qui, autrefois, devait être exécutée personnellement par les riverains, est devenue pour eux une simple faculté ; ils doivent concourir comme tous les intéressés à la dépense du curage, mais ils peuvent, s'ils l'estiment préférable, au lieu de contribuer à la dépense en argent, exécuter eux-mêmes les travaux au droit de leur propriété.

Cette manière de procéder devait être autrefois la seule employée et a dû se transformer peu à peu en simple obligation facultative à mesure qu'on a reconnu la participation aux frais des non riverains, et aussi en raison de l'exécution souvent défectueuse et inégale des travaux par les riverains.

Etendue du curage ; limites naturelles. — 23. Quelle est l'étendue du curage ?

« Le curage, dit l'article 18 de la loi du 8 avril 1898, com-
« prend tous les travaux nécessaires pour rétablir un cours
« d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles, sans préju-
« dice de ce qui est réglé à l'égard des alluvions par les articles
« 556 et 557 du Code civil. »

Cet article renferme une formule nouvelle.

La loi du 14 floréal an XI ne contenait aucune indication sur les limites dans lesquelles devait se faire un curage ordinaire ; les textes postérieurs sont également muets, se référant sans doute aux dispositions des règlements anciens et des usages locaux.

Ces anciens règlements et ces usages, pour désigner l'étendue des travaux, emploient presque tous une expression indéfinie dont l'interprétation a souvent donné lieu à des difficultés ; ils prescrivent le curage à *vif fond* et à *vieux bords*.

Le vif fond suppose le fond débarrassé des vases, détritits, plantes aquatiques, etc., qui encombrent le lit du cours d'eau et cette partie de l'expression n'a pas soulevé de grandes discussions.

Pour les vieux bords, la question a été beaucoup plus controversée.

Qu'est-ce que les vieux bords ?

On ne peut évidemment entendre par là les limites primitives du cours d'eau ; outre que la prétention de les rechercher serait singulière et se heurterait à des difficultés insurmontables, on arriverait à des résultats qui font repousser cette signification sans plus ample examen.

Ces vieux bords, d'autre part, semblent comprendre les alluvions et les relais dont parlent les articles 556 et 557 du Code civil ; doit-on leur donner une signification aussi étendue ? Les termes formels de l'article 556 ne le permettent pas :

« L'alluvion profite au propriétaire riverain, soit qu'il s'agisse
« d'un fleuve ou d'une rivière navigable, flottable ou non.... ; »

« Il en est de même, dit l'article 557, des relais que forme
« l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses
« rives en se portant sur l'autre ;..... »

Il faut donc chercher autre chose et, appliquant l'esprit des textes, arriver à une détermination raisonnée.

Qu'a voulu la loi ? Rendre aux eaux leur écoulement naturel tout en respectant les propriétés riveraines.

Les travaux devront donc avoir pour mesure l'espace occupé par le passage habituel et actuel des eaux, en respectant les formations naturelles, alluvions et relais, qui sont la propriété des riverains.

Ces alluvions, hier encore, faisaient partie du lit et sont comprises entre les vieux bords ; cette dernière expres-

sion est donc inexacte pour indiquer la limite des travaux, et c'est avec raison que l'article 18 de la loi nouvelle voulant éviter les difficultés auxquelles donnaient lieu les mots « vieux bords » emploie les termes de « largeur et de profondeur naturelles » qu'il a empruntées à un modèle d'arrêté préfectoral annexé à une circulaire du Ministre des travaux publics du 13 décembre 1878 et que l'on trouve aussi dans plusieurs règlements d'administration publique ; ces expressions n'évoquent pas un état de choses ancien, contraire à la nature même du cours d'eau qui est d'être mobile, et permettent de conserver au lit de la rivière des dimensions que ses déplacements successifs, mais si lents, n'empêchent pas d'être les véritables.

A qui appartient-il de fixer les limites naturelles ? Lutte du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation pour la connaissance des contestations relatives à la délimitation. — 24. Ces limites naturelles à qui appartient-il de les fixer ?

La loi du 8 avril 1898 renferme une disposition spéciale sur la fixation des limites des fleuves et rivières navigables et flottables, limites qui sont déterminées par la hauteur des eaux coulant à pleins bords avant de déborder ; les préfets sont compétents, sauf enquête et approbation du Ministre des travaux publics (article 36). Mais il n'est question nulle part de la détermination des limites des cours d'eau non navigables ni flottables.

Il est incontestable, cependant, que ce droit appartient à l'administration qui le puise dans la loi du 22 décembre 1789-janvier 1790 (conservation des rivières), dans les décrets de 1852 et de 1861, dans les lois du 21 juin 1865 et du 8 avril 1898, en ce qui concerne les travaux de curage, auxquels on ne saurait pourvoir sans délimiter l'étendue du lit naturel. (*Conseil d'Etat*, 22 mai 1869, *commune de Saint-Félix de Lodez* ; 21 octobre 1871, *conflit de la Gironde*) (1).

Certains auteurs — et parmi eux Proudhon — ont cependant soutenu que l'autorité judiciaire était compétente pour statuer sur cette question de délimitation ; mais, outre que l'étendue limitée du ressort des tribunaux ainsi que le défaut de lumière et de moyens d'investigation spéciaux ne lui permettraient pas de résoudre cette question en connaissance de cause, la délimitation engage tous les grands intérêts relatifs aux besoins de la navigation, aux dangers des inondations, etc..., qui placent naturellement la protection et la conservation du lit et

(1) « Considérant que l'administration qui, en vertu de la loi du « 14 floréal an XI, a le droit et le devoir de faire procéder au curage « des cours d'eau non navigables, est par là même chargée de « reconnaître et de constater les limites des vieux bords et vieux « sols de ces mêmes cours d'eau..... » (21 octobre 1871, *conflit de la Gironde*).

des rives dans le domaine de l'administration active, et le législateur n'a pu avoir, un seul moment, la pensée de remettre aux tribunaux judiciaires le soin de régler des objets de cette importance qui appellent une réglementation générale.

Malgré cela, l'examen de la jurisprudence nous montre l'intervention fréquente de l'autorité judiciaire dans cette matière, sinon pour trancher des questions générales de délimitation, du moins pour statuer sur les réclamations formées par les riverains à l'occasion des arrêtés de l'autorité administrative.

Si, en effet, l'autorité administrative a le droit exclusif de constater les limites actuelles et naturelles du lit des cours d'eau, l'autorité judiciaire a seule qualité pour constater les limites de la propriété.

Théoriquement ces deux délimitations doivent se confondre; cependant, dans la pratique, des divergences se produisent et des riverains peuvent se plaindre que l'arrêté préfectoral qui fixe les limites d'un cours d'eau passant le long de leurs propriétés empiète sur ces dernières.

Devant quelle juridiction les intéressés devront-ils se pourvoir?

Une longue lutte s'était engagée sur ce point entre le Conseil d'Etat et la cour de cassation; la jurisprudence du tribunal des conflits y a mis fin en reconnaissant la

compétence simultanée de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire.

Bien que les discussions se soient élevées sous l'empire de la loi de l'an XI, il est utile d'en parcourir les diverses phases qui feront connaître les éléments de la question et nous permettront de nous prononcer en connaissance de cause sur la portée des dispositions de la nouvelle loi.

A l'origine, les riverains n'avaient qu'un moyen de faire respecter leurs droits.

Les actes de délimitation étaient considérés comme des actes souverains de la puissance publique, des actes de pure administration, dont les intéressés ne pouvaient contester la légalité que pour incompétence ou vice de forme. (*Conseil d'Etat*, 4 avril 1845. *Barsalon* ; 31 mars 1847, *Balias de Soubran et Casse* ; 20 avril 1854, *ville de Nogent-sur-Seine*.)

Le Conseil d'Etat ne considérant pas comme un excès de pouvoir l'erreur dans la détermination des limites des cours d'eau, le recours contentieux au Conseil d'Etat pour excès de pouvoir n'était pas admis, et les particuliers lésés en étaient réduits à demander une indemnité aux tribunaux civils, la reconnaissance des limites d'un cours d'eau par un arrêté préfectoral ne pouvant en effet avoir pour résultat de priver les riverains des droits auxquels ils prétendaient sur les terrains compris dans le lit délimité.

L'autorité judiciaire acceptait les limites fixées par l'autorité administrative ; mais si ces limites étaient supérieures aux limites naturelles, si elles englobaient des alluvions formées, pourquoi les tribunaux n'auraient-ils pu accorder aux riverains une indemnité ?

La conservation des eaux étant assurée par la délimitation, ne convenait-il pas de protéger d'autre part les intérêts privés ?

Les tribunaux pensèrent que ces intérêts méritaient protection et l'affirmèrent par une série d'arrêts :

(*Cour de Lyon*, 11 février 1848 ; *D.* 49. 2. 148, *Combalot contre le Domaine*. *Cassation*, 23 mai 1849 ; *D.* 50. 1. 313, *Préfet du Rhône contre Combalot*. *Cassation*, 3 février 1852 ; *D.* 52. 1. 199, *Aubert de Bulaër contre commission des Wattringues*. *Cassation*, 20 mai 1862 ; *D.* 63. 1. 230, *L'Etat contre Parrachon et autres*. *Cassation*, 21 mai 1865 ; *D.* 66. 1. 113, *De Hédouville contre commune d'Eclaron*. *Cassation*, 14 mai 1866 ; *D.* 66. 1. 394, *Préfet de la Nièvre contre Aourousseau*. Voir cependant en sens contraire, *Dijon*, 15 mai 1863, *commune d'Eclaron contre de Hédouville*.)

Ces arrêts n'ont pas la prétention d'annuler ou de réformer les actes de l'administration ; ils n'ordonnent pas non plus la restitution des terrains englobés dans le lit du cours d'eau ; ils vérifient seulement la concordance des

limites administratives, qu'ils respectent, avec les limites naturelles et si celles-ci sont dépassées, ils allouent une indemnité de dépossession aux riverains.

Les tribunaux judiciaires considéraient que l'administration n'avait déterminé que les limites administratives, en se conformant aux besoins de la navigation, sous la réserve, en faveur des tiers, du droit de demander des dommages-intérêts pour le cas où du rapprochement de ces limites avec les limites naturelles résulterait un empiètement sur leurs terrains.

Mais le Conseil d'Etat se rendit bientôt compte que la mission de police et de conservation dont est investie l'administration ne pouvait lui conférer d'autres droits que celui de constater les limites naturelles ; qu'elle ne pouvait lui permettre d'incorporer au lit des cours d'eau des propriétés privées par simple voie de délimitation, qu'elle ne pouvait, en un mot, lui donner le droit d'exproprier sans se conformer à aucune des conditions établies par la loi sur l'expropriation.

« L'administration n'a qu'un droit, dit M. Laferrière : constater les bornes du domaine public naturel, relever le point exact où finit le lit du fleuve et où commence la rive, reporter sur le papier ce que la nature a tracé sur le sol, en un mot décrire le cours d'eau tel qu'il existe physiquement et non dessiner un cours d'eau idéal, agrandi et perfectionné confor-

« mément aux vues des ingénieurs. L'administration, en effet,
 « a mission de conserver le domaine public, mais elle n'a pas
 « le droit de le créer ou de l'étendre aux dépens de la propriété
 « privée sans une expropriation régulière. Si donc un préfet
 « comprend dans la délimitation d'un fleuve une parcelle du
 « fond riverain, une alluvion parvenue à maturité, s'il la con-
 « fond fictivement avec le lit naturel du cours d'eau, il excède
 « ses droits, il commet un abus de pouvoir et le Conseil d'Etat
 « est seul compétent pour contrôler l'acte illégal, redresser
 « l'abus et réparer, par une restitution immédiate, le tort qu'il a
 « fait à autrui. » (*Revue critique*, volume 32, page 385, vol. 35,
 « pages 101 et 297.)

Le Conseil d'Etat admit donc les recours pour excès de pouvoir contre les arrêtés préfectoraux qui, en déterminant les limites d'un cours d'eau, commettaient des empiètements sur les propriétés riveraines. (*Conseil d'Etat*, 8 avril 1858, *Moll*; 13 décembre 1866, *Coicaud*; 15 décembre 1866, *société de la Gafette*, conclusions de *M. Aucoc*; 9 janvier 1868, *Archambault*; 21 juillet 1870, *ville de Châlons-sur-Marne*; 21 juillet 1870, *Bertrand-Lemaire*; *Tribunal des Conflits*, 21 octobre 1871, *conflit de la Gironde*; 11 janvier 1873, de *Paris-Labrosse*; 1^{er} mars 1873, *Guillié*).

Les intéressés pouvaient, du reste, sans employer cette voie du recours pour excès de pouvoir, contester la délimitation établie par le préfet, devant le conseil de préfec-

ture, à l'occasion d'une demande en décharge ou en réduction de taxes de curage. (*Conseil d'Etat*, 9 février 1869, *Merger*).

Malgré la recevabilité admise par le Conseil d'Etat des recours pour excès de pouvoir, l'autorité judiciaire n'en continua pas moins sa jurisprudence qui n'était en somme que la consécration implicite de la faculté d'expropriation indirecte par voie de délimitation.

Il sembla au Conseil d'Etat, après son évolution, que la jurisprudence de la Cour de cassation, n'avait plus de raison d'exister : la délimitation faite par l'autorité administrative ne devait plus être discutée, la limite administrative n'étant plus que la constatation de la limite naturelle.

Du reste, en prononçant l'annulation de l'arrêté préfectoral, le Conseil d'Etat se montrait plus respectueux de la propriété privée que la Cour de cassation qui n'allouait qu'une indemnité ; il permettait ainsi au propriétaire de rentrer en possession de son terrain qui ne pouvait plus lui être enlevé qu'en suivant les règles établies par la loi du 3 mai 1841.

Toute garantie était donc donnée aux riverains ; la possibilité qu'on leur offrait d'obtenir satisfaction complète devait faire cesser tout recours à l'autorité judiciaire.

Plusieurs arrêts rendus sur conflits consacrerent cette

doctrine en refusant aux tribunaux civils le droit de remettre en question une délimitation administrative, même dans le but d'arriver à une simple condamnation pécuniaire qui, reposant sur la déclaration d'un droit préexistant de propriété, était inconciliable avec l'acte de délimitation. (*Conseil d'Etat*, 7 mai 1871, *Jabouin, conflit*; 21 octobre 1871, *conflit de la Gironde*; 13 mars 1872, *conflit de Tarn-et-Garonne*).

« Considérant que le droit qui appartient à l'administration,
« en vertu de la loi ci-dessus visée des 22 décembre 1789-
« 10 janvier 1790, de délimiter les cours d'eau navigables, ne
« donne aux préfets d'autre pouvoir que celui de reconnaître
« et déclarer la ligne séparative du domaine public et de la
« propriété privée; qu'il s'ensuit que les limites fixées par
« l'administration doivent se confondre avec les limites natu-
« relles du cours d'eau et qu'aucune parcelle de terrain située
« en dehors des dites limites naturelles ne saurait, même sous
« réserve d'une indemnité, être comprise par voie de délimita-
« tion administrative dans le lit du cours d'eau sans qu'il en
« résultât un excès de pouvoirs ouvrant aux intéressés le
« recours autorisé par la loi ; qu'ainsi les dispositions qui con-
« sacrent et circonscrivent tout à la fois le droit de l'adminis-
« tration excluent pour les tribunaux civils tout pouvoir de
« reviser la délimitation administrative aussi bien au point de
« vue d'une indemnité à accorder aux riverains qu'au point de
« vue de la possession des terrains, et, par suite, la compétence

« que supposerait un tel pouvoir ;..... (*Arrêté de conflit confirmé.*
« 13 mars 1872, *conflit de Tarn-et Garonne*) ».

Cet arrêt concerne, il est vrai, la délimitation d'une rivière navigable ; mais il y avait alors même raison de décider pour les cours d'eau non navigables.

Malgré cette mise en demeure catégorique du Conseil d'Etat, la Cour de cassation persista dans sa jurisprudence, en se fondant sur la compétence exclusive des tribunaux civils pour connaître des questions de propriété. (*Cassation*, 6 novembre 1872, *dame Ouizille contre le domaine de l'Etat*. D. 73.I.363).

Les deux cours suprêmes persistant dans leurs prétentions, la question fut soumise au tribunal des conflits peu de temps après sa reconstitution.

Deux arrêts du 11 janvier 1873 (affaire de Pàris-Labrosse) et du 1^{er} mars 1873 (affaire Guillié) rendus sur conflits, en matière de cours d'eau du domaine public, reconnurent les pouvoirs parallèles de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire. Les intéressés purent à leur gré exercer le recours en annulation pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat ou poursuivre leur action devant les tribunaux judiciaires, compétents pour vérifier les limites déterminées par l'administration, pour constater les droits des riverains et allouer à ces derniers une indemnité au cas où les par-

celles comprises dans la délimitation ne leur seraient pas restituées.

Aucun débat ne pouvait d'ailleurs s'engager devant les tribunaux au sujet des limites actuelles sans que l'autorité administrative eût été appelée à déterminer ces limites ; le Conseil d'Etat avait depuis longtemps consacré ce dernier point.

(*Conseil d'Etat*, 4 mars 1843, *Alibert* ; 4 juin 1844, *Monserat et de Gères* ; 5 septembre 1846, *Danzac de la Martinie et Duffort contre l'administration des Domaines* ; 31 mars 1847, *Balias de Soubran et Casse* ; 3 avril 1850, *veuve Deherrypon et consorts contre l'Etat* ; 11 mai 1850, *Lauque contre la compagnie du Canal du Midi* ; 20 mai 1850, *Desmarquet contre l'Etat* ; 30 juillet 1850, *Vignat contre l'Etat* ; 30 juillet 1850, *Magnin et Tronchon contre l'Etat* ; 31 mai 1851, *Duhamel* ; 3 juillet 1852, *Veye et Villedieu contre l'Etat*).

Lorsqu'au contraire, il s'agissait exclusivement d'apprécier les limites anciennes, la délimitation administrative n'était plus nécessairement préjudicielle à toute décision de l'autorité judiciaire.

Le 13 mai 1876, le tribunal des conflits rendait un arrêt spécial aux cours d'eau non navigables, dans lequel il confirmait les solutions qu'il avait formulées en 1873 :

« Considérant, dit-il, que s'il appartient à l'autorité adminis-
 « trative d'ordonner le curage des rivières non navigables ni
 « flottables ou d'ordonner le redressement de leur lit, elle ne
 « peut, à l'occasion de ces actes, ni se constituer juge des droits
 « de propriété qui appartiendraient aux riverains, ni s'attri-
 « buer le pouvoir d'incorporer au lit de la rivière, sans remplir
 « les formalités prescrites par la loi du 3 mai 1841, les terrains
 « dont l'occupation lui semblerait nécessaire pour le libre écou-
 « lement des eaux ;

« Considérant, en effet, que, par l'application du principe de
 « la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, ces
 « arrêtés administratifs ne sont pris que sous la réserve de tous
 « droits des tiers, que cette réserve est générale et absolue,
 « qu'elle s'étend aux droits fondés sur une possession constante
 « ou sur des titres privés, comme à ceux qui dériveraient de la
 « disposition de la loi ;

« Considérant que les tiers dont les droits sont réservés ne
 « peuvent, il est vrai, se pourvoir qu'à l'autorité administrative
 « pour faire rectifier ou annuler un arrêté de curage qui porte-
 « rait atteinte à leurs droits, mais qu'il appartient à l'autorité
 « judiciaire, lorsqu'elle est saisie d'une demande en revendica-
 « tion ou en indemnité formée par un particulier qui prétend
 « que sa propriété a été comprise dans les limites des vieux
 « bords de la rivière, de reconnaître le droit de propriété invo-
 « qué devant elle, de vérifier si le terrain litigieux est devenu,
 « par le mouvement naturel des eaux, susceptible de propriété
 « privée, et de régler, s'il y a lieu, une indemnité de déposses-

« sion dans le cas où l'administration croirait devoir main-
« tenir son arrêté, en remplissant les formalités prescrites par
« la loi du 3 mai 1841.....»

La compétence exclusive du Conseil d'Etat pour annuler les actes illégaux des préfets en matière de délimitation était ainsi consacrée, mais aussi la compétence de l'autorité judiciaire pour l'atteinte portée à la propriété privée.

Le tribunal des conflits engagé dans cette voie est même allé jusqu'à reconnaître aux tribunaux civils le droit de prescrire la suspension des travaux si cette mesure est nécessaire au jugement de la question de propriété.

« Cette solution, dit M. Ducrocq, inconciliable, quels que
« soient les tempéraments de l'espèce, avec le principe de la
« séparation des autorités, montre jusqu'où l'on peut aller du
« moment que l'on s'écarte du principe. »

Et en effet, la compétence de l'autorité administrative une fois acceptée, il semble singulier d'admettre que l'autorité judiciaire statue de son côté et que, sous prétexte de défendre la propriété riveraine, elle assigne au domaine des cours d'eau une limite différente de celle qu'aura fixée l'administration. En agissant ainsi, l'autorité judiciaire se constitue juge des excès de pouvoir qui viennent à être commis par l'administration. Or, c'est au Conseil d'Etat seul qu'est dévolu ce rôle ; il aurait fallu le lui maintenir.

Le Conseil d'Etat s'inclina cependant devant la décision

du tribunal des conflits et reconnu dans la suite qu'il appartenait au tribunal civil de statuer sur le droit de propriété invoqué devant lui par un particulier qui prétendait qu'il y avait eu anticipation sur son terrain, de déterminer les limites naturelles du cours d'eau et de régler, le cas échéant, l'indemnité due pour la dépossession du terrain. (*Conseil d'Etat*, 3 août 1877, *Rémery contre commune d'Auxon*). — La Cour de cassation, de son côté, a jugé de même. (*Cour cassation ch. civile*, 23 mars 1880, *préfet du Nord contre veuve Michaux*).

Avec la loi nouvelle qui attribue la propriété du lit aux riverains, l'arrêté préfectoral qui, en fixant les limites d'un cours d'eau, empiéterait sur la propriété riveraine, ne réaliserait plus une expropriation indirecte; la portion de terrain comprise dans la délimitation reste la propriété du riverain; la jouissance lui en est seulement enlevée; mais tous les avantages de la propriété disparaissant ou à peu près, il résulte de ce fait un préjudice.

Quelle voie de recours aura le propriétaire ainsi lésé?

Pour les cours d'eau navigables et flottables, malgré les conclusions contraires du rapporteur, qui reconnaissait la compétence exclusive du Conseil d'Etat pour les contestations relatives aux arrêtés de délimitation (voir *Journal officiel*, 13 janvier 1883. Documents parlementaires, Sénat, page 118), il ressort de la discussion qui s'est produite au

Sénat (*Journal officiel*, séance du 26 janvier 1883. Débats parlementaires, 27 janvier, pages 46 et suivantes) que la jurisprudence du tribunal des conflits a été en tous points confirmée par la nouvelle loi pour les cours d'eau navigables et flottables; — recours pour excès de pouvoir au Conseil d'Etat; — recours à l'autorité judiciaire pour règlement d'indemnité.

Cette jurisprudence du tribunal des conflits s'appliquait également aux cours d'eau non navigables ni flottables; le fait que la loi de 1898 l'a consacrée pour les fleuves, doit-il nous conduire à la conserver dans notre cas ?

Il n'est pas douteux que si le législateur avait été appelé à se prononcer spécialement sur le point qui nous occupe, il eût donné pour les cours d'eau non navigables la même solution que pour les cours d'eau navigables sur lesquels il s'est prononcé. Outre que les raisons de décider sont les mêmes, il s'en ajoute une ici en faveur de la compétence de l'autorité judiciaire : la propriété du lit attribuée aux riverains.

S'il n'y a pas translation proprement dite de propriété, il y a absorption complète des avantages de cette propriété qui n'est plus que nominale, et préjudice évident.

Comme interprète des intentions du législateur, nous admettons donc pour les riverains lésés par l'arrêté préfectoral de délimitation le recours au Conseil d'Etat pour

excès de pouvoir, et la possibilité de s'adresser à l'autorité judiciaire pour l'obtention d'une indemnité au cas où le Conseil d'Etat ne donnerait pas satisfaction.

Mais ce n'est plus comme auparavant devant le tribunal civil de première instance que sera portée la contestation ; la loi nouvelle donne compétence au juge de paix pour statuer en premier ressort sur le règlement de l'indemnité.

Nous appliquons par analogie l'article 6 de la loi de 1898, ainsi conçu :

« Lorsque, par suite de travaux légalement ordonnés, il y a
« lieu d'élargir le lit ou d'en ouvrir un nouveau, les proprié-
« taires des terrains occupés ont droit à une indemnité à titre
« de servitude de passage.

« Pour la fixation de cette indemnité, il sera tenu compte de
« la situation respective de chacun des riverains par rapport à
« l'axe du nouveau lit, la limite des héritages demeurant fixée
« conformément aux dispositions du § 2 de l'article 3 ci-dessus,
« à moins de stipulations contraires.

« Les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations
« sont exempts de la servitude de passage.

« Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'applica-
« tion du § 2 du présent article et le règlement des indemnités
« sont jugées en premier ressort par le juge de paix du canton.

« S'il y a lieu à expertise, il peut, dans tous les cas, n'être
« nommé qu'un seul expert ».

Le passage d'un cours d'eau dans un fonds étant considéré comme une servitude, l'élargissement du lit constitue une aggravation de cette servitude, et le principe avait été posé que lorsqu'il s'agirait de servitude de passage, ce serait le juge de paix qui statuerait conformément à la loi de 1854.

(*Journal officiel*, 18-19 juillet 1883. Déb. parl. Sénat, pages 899 et 923.)

Il était utile de passer en revue les diverses phases de cette discussion entre les deux autorités rivales ; nous avons pu voir combien étaient délicates certaines questions touchant à la séparation des autorités administrative et judiciaire et comme il était facile de se laisser entraîner à des conséquences dangereuses du moment qu'on s'écartait des principes.

Le législateur a entendu consacrer la jurisprudence qui s'était établie, nous n'avons qu'à nous incliner, en exprimant le regret de cette décision.

En quoi consistent les travaux de curage. — 25. Nous avons vu ce qu'étaient le vif fond et les vieux bords, — les largeur et profondeur naturelles, — quelle était l'autorité compétente pour fixer les limites des cours d'eau et les recours possibles contre les actes de délimitation.

Il était nécessaire d'examiner ces questions avant de se demander en quoi consistent les travaux de curage ;

Ces travaux sont destinés à rétablir le cours d'eau dans sa largeur et sa profondeur naturelles.

Les différentes opérations qu'ils comportent nous sont indiquées par les anciens règlements et comprennent l'enlèvement des vases, bancs de sable, éboulements, détritits et accrues qui encombrent le lit du cours d'eau, la coupe des herbes, le recépage des buissons, des branches et des souches qui forment saillie sur les berges, l'élagage des arbres de la rive et — en général — la suppression de tous les obstacles qui nuisent au libre écoulement des eaux.

Les alluvions doivent être respectées : détermination de l'alluvion. — 26. L'article 18 de la loi de 1898, dans sa partie finale, réserve « ce qui est réglé à l'égard des alluvions par les articles 556 et 557 du Code civil ».

Quel est le sens de cette disposition ?

Les articles cités du code civil attribuent aux propriétaires riverains les alluvions et les relais qui se produisent dans le lit des cours d'eau ; la loi nouvelle a entendu, par une disposition formelle, soustraire les droits des riverains sur ces atterrissements à l'action de l'autorité administrative qui aurait pu prétendre à la disposition des alluvions, en invoquant ses droits de police et de conservation des eaux.

Les propriétaires de ces alluvions et relais pourront

done protester contre un arrêté préfectoral de délimitation comprenant ces parties de leur terrain dans le lit d'un cours d'eau ou contre un arrêté de curage ordonnant l'enlèvement de ces alluvions.

Il se présentera souvent à ce sujet des difficultés sur la détermination des alluvions.

L'alluvion se formant successivement et imperceptiblement, à quel moment pourra-t-on la déclarer constituée ?

La jurisprudence n'a pas eu à statuer sur ce point, à l'occasion des cours d'eau non navigables ni flottables ; mais elle est très nettement fixée pour les cours d'eau du domaine public et nous devons appliquer, par analogie, la solution qu'elle a adoptée pour ce dernier cas.

Les alluvions ne sont parfaites et n'échappent à l'action de l'administration que lorsqu'elles s'élèvent au-dessus du niveau des eaux coulant à pleins bords, sans débordement.

C'est le critérium employé pour fixer les limites des cours d'eau.

Toutes les fois qu'un atterrissement ne se trouvera pas dans ces conditions, il ne constituera qu'un encombrement que l'administration pourra faire enlever dans les travaux de curage.

SECTION IV

TRAVAUX D'AMÉLIORATION

Autorité compétente pour les prescrire. — 27. Il arrivera souvent que les opérations que nous avons indiquées comme constituant les travaux ordinaires du curage ne suffiront pas à assurer le libre écoulement des eaux ; de trop nombreux méandres, une largeur trop faible, une profondeur insuffisante peuvent exiger des travaux plus importants et nécessiter le redressement du cours d'eau, son élargissement ou son approfondissement.

L'autorité compétente pour ordonner un simple curage peut-elle ordonner aussi ces travaux d'amélioration ?

Ces travaux pourront amener des expropriations, affecter gravement les intérêts des riverains, influencer sur le régime des eaux, modifier les conditions de fonctionnement des usines, etc..., toutes conséquences qui exigent, pour être décidées, des garanties sérieuses.

Le préfet seul peut-il en connaître ?

Sous l'empire de la loi du 14 floréal an XI, et jusqu'en

1852, les mesures de ce genre étaient considérées comme des dispositions nouvelles et devaient faire l'objet d'un décret rendu en la forme des règlements d'administration publique ; la jurisprudence était constante à cet égard.

(*Conseil d'Etat*, 25 mars 1846, *Coutenot, Triboulet et autres* ; 12 mai 1847, *Desgrottes* ; 1^{er} février 1851, *Richard de Vesvrotte*.)

Nous avons vu plus haut, à l'occasion des pouvoirs du préfet en matière de curage, que le décret de 1852, dans le n° 51 de son tableau A, avait placé dans les attributions de ce magistrat non seulement toutes les opérations de curage sans restriction, mais aussi les opérations d'élargissement.

Toutefois, le préfet n'était compétent que dans le cas de cession amiable des terrains compris dans l'élargissement.

« Lorsque le projet de curage comprendra aussi des travaux
« d'élargissement, au moyen de l'occupation des propriétés
« particulières, c'est-à-dire quand on voudra augmenter la
« largeur naturelle du cours d'eau, — dit la circulaire du
« Ministre de l'intérieur du 5 mai 1852, — vous devrez vous
« assurer, avant de le rendre exécutoire, du consentement des
« propriétaires ainsi que de la réalisation des ressources pour
« leur payer des indemnités à moins que la cession ne soit gra-
« tuite. A cet effet, le conseil ou les conseils municipaux
« devront voter les fonds nécessaires ; car, en pareil cas, on ne
« peut mettre la dépense des terrains à la charge des proprié-

« taires qui, par la situation de leurs héritages, sembleraient
 « les plus intéressés à l'opération. Dans le cas où il y aurait lieu
 « de recourir à l'expropriation, vous ne seriez plus compétent,
 « et vous devriez m'adresser le dossier de l'affaire pour me
 « mettre à même de préparer le décret à intervenir. »

Nous avons fait remarquer que cette innovation avait jeté un certain trouble dans la jurisprudence et, en effet, le Conseil d'Etat, après avoir rendu un arrêt consacrant la doctrine du ministère de l'intérieur (*Conseil d'Etat*, 15 mars 1855, *Amiot-Robillard*), revint sur cette opinion et, le 8 décembre 1859, émit l'avis que les termes de l'article 2 de la loi du 14 floréal an XI et la gravité des intérêts mis en jeu par les travaux d'amélioration ne permettaient jamais aux préfets ni de prescrire ces travaux, ni d'en imposer la dépense aux intéressés, et qu'un décret en la forme des règlements d'administration publique était indispensable, alors même que l'opération n'entraînerait pas d'expropriations et quelque minime que fût la dépense.

Le décret du 13 avril 1861 confirma cette manière de voir en supprimant la mention du curage dans le tableau A.

On en était ainsi revenu à la législation antérieure à 1852 : un décret dans la forme des règlements d'administration publique était nécessaire pour procéder au redres-

sement, à l'élargissement ou à l'approfondissement des cours d'eau.

(*Conseil d'Etat*, 6 mars 1869, *Mauduit de Fay* ; 28 juin 1870, *Menetrier et autres* ; 9 février 1872, *Cosnard, Desclozets et autres* ; 13 décembre 1872, *département d'Ille-et-Vilaine* ; 14 mars 1873, *commune de Mauguio contre Brun, Vignes et autres* ; 21 mars 1879, *Adam, Lescaïl, Belval et autres* ; 21 juin 1894, *Berger*.)

Outre la jurisprudence du Conseil d'Etat qui s'affirma dans ce sens, nous trouvons la consécration officielle de la nécessité d'un décret rendu en Conseil d'Etat dans la discussion de la loi de 1865 sur les associations syndicales et dans la circulaire du 12 août 1865 adressée aux préfets par le Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics pour l'exécution de cette loi.

La loi de 1898 a-t-elle maintenu cette procédure ?

L'article 25 dit à ce sujet :

« Les travaux d'élargissement, de régularisation et de redressement des cours d'eau non navigables et non flottables, qui seront jugés nécessaires pour compléter les travaux de curage, sont assimilés à ces derniers, et leur exécution est poursuivie en vertu des articles précédents ».

Nous trouvons ici une conséquence du nouveau principe posé par la loi que le lit du cours d'eau appartient aux riverains et que la présence de l'eau sur leur terrain ne constitue qu'une servitude de passage.

L'expropriation, nécessaire sous l'ancienne législation, ne l'est plus aujourd'hui.

Le propriétaire auquel on enlève son terrain pour donner à la rivière un nouveau cours ne subit pas une dépossession complète. Il reste propriétaire de la partie de sa propriété incorporée au lit ; on ne lui impose qu'une simple servitude de passage et dès lors qu'il n'y a pas translation de propriété, il ne peut y avoir expropriation, mais seulement dommage ; l'administration se trouve par là même affranchie des formalités de la loi du 3 mai 1841.

La déclaration d'utilité publique n'est donc plus nécessaire.

Qui donc ordonnera ces améliorations ?

Ces travaux sont assimilés à ceux du curage et « leur exécution est poursuivie en vertu des articles précédents, » nous dit l'article 25 *in fine*.

Cette assimilation des travaux que M. Serrigny avait soutenu déjà exister sous l'ancienne législation (1), disant, avec une certaine raison, qu'il était impossible de comprendre le curage, considéré d'une manière absolue, sans la faculté d'élargir, cette assimilation, dis-je, a paru néces-

(1) Serrigny. — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, t. V. p. 569.

saire en raison de la fréquence des curages qui exigent une amélioration de la nature de celles dont nous avons parlé.

Très souvent, le curage proprement dit est insuffisant ; il faut élargir, approfondir, régulariser ; l'emprise nécessitée par ces travaux peut être très minime ; il a semblé excessif pour des faits de si peu d'importance de recourir à des formalités compliquées ou de faire intervenir dans tous les cas l'autorité supérieure.

Est-ce à dire cependant que le préfet peut les ordonner de sa propre autorité après enquête et sur rapport des ingénieurs ? Nous ne le pensons pas ; la question peut toutefois faire doute à la lecture du rapport de M. Cuvinot, au Sénat.

« Le projet de loi qui vous est soumis, dit-il, assimile au curage les travaux d'élargissement et de rectification qui doivent concourir au même but. Cette disposition nouvelle facilitera notablement certaines opérations d'une incontestable utilité, et qui, jusqu'ici, ne pouvaient être entreprises en dehors de l'intervention des syndicats. Les intéressés reculaient le plus souvent devant les formalités à remplir, et les travaux d'assainissement les mieux conçus demeuraient incomplets et inefficaces ».

(Rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur le régime des eaux, par M. Cuvinot, sénateur ; documents parlementaires, Sénat. *Journal officiel* du 13 janvier 1883, page 102, annexe n° 202).

Mais cette opinion ne supporte pas un examen attentif ; il est incontestable que les travaux d'amélioration constituent des dispositions nouvelles ; or ces dispositions nouvelles sont régies par l'article 20 de la loi qui prescrit tout d'abord de tenter la constitution d'une association syndicale, et en cas d'insuccès, de recourir à un décret délibéré en Conseil d'Etat. La question ne peut, du reste, faire aucun doute lorsqu'on se reporte au rapport spécial concernant l'art. 34 du projet primitif devenu notre art. 25 (1).

En conséquence, lorsque des travaux d'amélioration seront reconnus nécessaires, il faudra en confier l'exécution aux intéressés d'abord, réunis en association syndicales, conformément à la loi des 21 juin 1865-22 décembre 1888 et à l'art. 20 de la loi sur le régime des eaux.

Ce n'est que dans le cas où les tentatives faites en vue d'arriver à la constitution d'une association syndicale

(1) « La loi du 14 floréal an XI visait seulement le curage et « l'entretien des digues : les travaux d'élargissement, de régulari-
« sation et de redressement n'étaient pas prévus. L'art. 34 du
« projet de loi assimile ces travaux au curage simple.

« Cette extension nous a paru rationnelle. Il peut arriver, en
« effet, que le curage soit insuffisant ; que, même après cette opé-
« ration, la section du lit soit trop restreinte sur certains points ;
« que, sur d'autres, une régularisation des berges, même très
« limitée, ait pour effet de faciliter notablement le cours de l'eau ;
« il peut convenir aussi de faire disparaître des sinuosités qui, non

libre ou autorisée n'aboutiraient pas que l'administration serait autorisée à comprendre dans les règlements relatifs au curage les travaux qui en forment le complément naturel.

Il est alors statué conformément à l'art. 21 de la loi de 1898, par un décret délibéré en Conseil d'Etat précédé d'une enquête et d'une instruction dont les formes seront déterminées par un règlement d'administration publique.

L'indemnité due aux riverains pour travaux d'amélioration est réglée par le juge de paix. — 28. Les propriétaires des portions de terrain englobées dans le lit du cours d'eau, subissent, ainsi que nous l'avons dit, une servitude de passage pour laquelle une indemnité leur est due.

Lorsque les travaux d'amélioration feront l'objet d'une association syndicale, le montant de cette indemnité fera partie du budget de l'association ainsi que nous le verrons.

Mais si l'on est forcé de recourir à un décret en Conseil

« seulement mettent obstacle à l'écoulement rapide des crues, mais
« encore enlèvent à la production des surfaces assez importantes.

« Dans ces conditions, il semble parfaitement logique d'attribuer
« aux syndicats constitués en vue du curage proprement dit, la
« faculté inscrite dans l'art. 34, et, à défaut d'une organisation
« syndicale, d'autoriser l'administration à comprendre dans les
« règlements relatifs au curage les travaux qui en forment le com-
« plément naturel. » (Documents parlementaires, Sénat, *Journal officiel*, 13 janvier 1883, page 115, art. 34.)

d'Etat, si l'accord ne se fait pas entre l'administration et les particuliers pour la fixation de l'indemnité, ces derniers devront porter leurs réclamations devant le juge de paix du canton qui statuera en premier ressort. (art. 6, loi 1898 cité plus haut.)

En raison du peu d'importance qu'auront généralement les contestations, on a pensé que le juge de paix fournirait une solution plus prompte et plus économique; pour la même raison, on a estimé qu'un expert serait suffisant.

Toutefois, il ressort des travaux préparatoires et des discussions de la loi que cette nomination d'un seul expert n'est qu'une faculté et non une obligation; il est loisible au juge de paix de désigner trois experts dans les affaires importantes.

Cette compétence du juge de paix ne fut pas décrétée sans difficulté; elle fit l'objet d'une longue discussion au Sénat.

La rédaction primitive du projet de loi (art. 14) portait que les contestations dont nous venons de parler seraient jugées par le Conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat.

On avait considéré que l'indemnité était une conséquence d'un acte administratif et qu'elle était attribuée pour dommage causé par l'exécution d'un travail public; or, une jurisprudence constante, disait-on, attribue le litige

à la juridiction administrative lorsqu'il s'agit de servitudes résultant de travaux publics, c'est-à-dire de dommages permanents résultant de travaux faits par l'administration.

Mais, tout d'abord, ces travaux d'élargissement ne constituent pas nécessairement des travaux publics; les propriétaires peuvent se syndiquer pour faire eux-mêmes les travaux; ce ne sont plus alors des travaux publics, l'Etat n'intervenant à aucun point de vue et, dans ce cas, la compétence des tribunaux administratifs n'était pas justifiée.

D'autre part, lorsque les travaux ont le caractère de travaux publics par suite de l'immixtion de l'administration, l'acte administratif existe bien, mais la conséquence directe en est la création d'une servitude.

La commission n'avait pas pris garde qu'au début de l'article, en cas d'élargissement, elle attribuait une indemnité aux riverains *à titre de servitude de passage*, il ne s'agissait donc pas en la circonstance d'une indemnité pour exécution de travaux.

Or l'art. 6 du projet, — devenu aujourd'hui l'alinéa 6 de l'art. 641 modifié du Code civil, — s'inspirant des dispositions de la loi du 10 juin 1854 sur le libre écoulement des eaux provenant du drainage, avait posé le principe de la compétence du juge de paix pour tout ce qui concernerait les servitudes de passage.

Il était logique qu'un même principe fût appliqué dans des cas semblables.

L'art. 14 fut donc modifié après un renvoi à la commission et un vote contraire en première délibération, et le juge de paix devint compétent. (Voir les observations présentées au Sénat par MM. de Gavardie et Béranger, dans les séances des 25, 27 janvier et 17 juillet 1883 (*Journal officiel* 26-28 janvier, 18 juillet 1883.)

On fit valoir aussi comme considération que la juridiction commode, voisine et familière du juge de paix était préférable à celle plus éloignée du Conseil de préfecture et, sur appel, à celle du Conseil d'Etat.

Etendue de la compétence du juge de paix. — 29. Mais, par dérogation au principe général de la loi du 25 mai 1838 qui permet aux juges de paix de statuer en dernier ressort jusqu'à 100 francs, les contestations, quelle que soit leur importance, sont jugées en premier ressort seulement.

La discussion qui s'est engagée au Sénat sur ce point ne permet pas le doute; certains sénateurs voulaient que le principe de la loi de 1838 fût observé; agir autrement « serait une exception considérable aux principes du droit « commun, disait M. Mazeau, exception qui pourrait avoir « des résultats bien fâcheux pour les petits propriétaires, « ayant à défendre de très petits intérêts, qui seraient

« toujours ou pourraient être toujours entraînés devant
« le second degré de juridiction »

Pour justifier la dérogation apportée à la loi de 1838, l'un des orateurs fit remarquer que notre article n'était que la reproduction, presque littérale, d'un article de la loi de 1854, sur le drainage.

Cette loi, modifiant la législation générale qui attribue compétence aux tribunaux civils pour l'établissement des servitudes et le règlement des indemnités en raison de la nature immobilière de ces contestations, a substitué à cette compétence celle exceptionnelle des juges de paix.

Et par cela même que c'était une exception, on avait dû se rapprocher du principe général; c'était pour cette raison que, dans la loi de 1854 comme dans celle de 1898, il était dit que le juge de paix ne statuerait, dans tous les cas, qu'en premier ressort.

Mais il nous semble qu'une certaine confusion s'est produite dans l'esprit des membres du Sénat, qui voyaient dans les contestations à soumettre au juge de paix des contestations immobilières.

De quoi s'agit-il en effet? — De la fixation et du règlement d'une indemnité pour servitude dûment établie. — Il est impossible de faire porter la discussion sur l'établissement de cette servitude; car de deux choses l'une: ou les travaux d'élargissement, de régularisation ou de redres-

sement feront l'objet d'une association syndicale, et alors l'entente sera faite entre les associés sur l'étendue des terrains à céder et le taux de l'indemnité; ou les travaux feront l'objet d'un décret rendu en Conseil d'Etat et, dans ce cas, pas plus que dans le premier, une discussion ne pourra s'élever sur l'établissement de la servitude, le décret rendu constituant un acte de puissance publique contre lequel le recours gracieux seul existe; nous n'aurons donc ici que le règlement de l'indemnité susceptible de soulever des contestations.

Or la servitude une fois établie, le droit à indemnité ne peut plus faire l'objet que d'une action personnelle mobilière, pour laquelle, sans aucun inconvénient, on aurait pu conserver la compétence en dernier ressort du juge de paix jusqu'à 100 francs.

Nous pouvons, du reste, invoquer à l'appui de notre manière de voir l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838, qui s'exprime ainsi :

« Les juges de paix connaissent également sans appel, jusqu'à
 « la valeur de 100 francs et, à charge d'appel, à quelque valeur
 « que la demande puisse s'élever : — 1° des actions rela-
 « tives au curage soit des fossés soit des canaux servant à l'irri-
 « gation des propriétés ou au mouvement des usines, *lorsque les*
 « *droits de propriété ou de servitude* ne sont pas contestés. »

L'analogie est frappante.

Cas où l'expropriation est nécessaire. — 30. L'attribution du lit aux riverains a eu comme conséquence, nous venons de le voir, la suppression de la nécessité du décret déclaratif d'utilité publique pour l'exécution des travaux d'amélioration ; la nouvelle règle souffre toutefois une exception lorsqu'on se trouve en présence de maisons et de propriétés closes.

Cette exception est formulée par l'art. 26 :

« S'il s'agit de terrains exceptés de la servitude de passage
« et si, à défaut d'accord, il est nécessaire de recourir à l'expro-
« priation, il est procédé à cette expropriation et au règlement
« des indemnités, conformément aux dispositions combinées
« de la loi du 3 mai 1841 et des paragraphes 2 et suivants de
« l'art. 16 de la loi du 21 mai 1836. »

Ces terrains exceptés de la servitude de passage, l'article 6 nous a indiqué qu'ils comprenaient « les bâtiments, cours et jardins attenants aux habitations. »

La réserve dont ces propriétés font l'objet existait déjà dans les lois de 1845 sur les irrigations et de 1854 sur le drainage.

La servitude de passage pouvant être pour les bâtiments, cours et jardins y attenants, la cause d'une gêne considérable et d'une moins-value importante en y amenant de l'humidité, en corrodant les terres, etc., on voulut que la nécessité de ce passage fût bien établie et répondit à un

véritable besoin d'utilité publique ; c'est pourquoi l'opération fut entourée des garanties de la loi du 3 mai 1841, en admettant pour simplifier le règlement des indemnités, le petit jury de la loi du 21 mai 1836.

Aperçu de la procédure d'expropriation — 31. Les formalités exigées sont connues : il faut en premier lieu un décret rendu en Conseil d'Etat déclarant l'utilité publique et autorisant les travaux ; ce décret doit être précédé d'un avant-projet et d'une enquête administrative de *commodo* et *incommodo*.

Après une seconde enquête destinée à la détermination exacte des propriétés à exproprier, le préfet prend un arrêté de cessibilité désignant ces propriétés.

A défaut de cession amiable, on procède à l'expropriation par autorité de justice ; à cet effet, le préfet transmet au procureur, en même temps que le décret autorisant l'exécution des travaux, l'arrêté préfectoral indiquant les biens à exproprier ; le tribunal, dans les trois jours, sur les réquisitions du procureur, prononce l'expropriation après avoir vérifié si les formalités prescrites par la loi ont été remplies ; mais le tribunal n'est pas juge de l'utilité de l'entreprise ; le principe de la séparation des autorités s'y oppose.

Le jugement est publié, affiché et notifié.

La fixation des indemnités se fait conformément aux

paragraphes 2 et suivants de la loi du 21 mai 1836 ; le jury spécial chargé de régler les indemnités ne sera composé que de quatre jurés. Le tribunal d'arrondissement, en prononçant l'expropriation, doit désigner pour présider et diriger le jury l'un de ses membres ou le juge de paix du canton. Ce magistrat aura voix délibérative en cas de partage.

Le tribunal choisit sur la liste générale prescrite par l'art. 29 de la loi du 3 mai 1841 quatre personnes pour former le jury spécial et trois jurés supplémentaires. L'administration et la partie intéressée ont respectivement le droit d'exercer une récusation péremptoire.

Le juge reçoit les acquiescements des parties.

Son procès-verbal emporte translation définitive de propriété.

Le jugement qui prononce l'expropriation et la déclaration du jury ne peuvent être attaqués que par la voie du recours en cassation.

Le pourvoi a lieu, au plus tard, dans les trois jours, à dater de la notification du jugement, par déclaration au greffe du tribunal.

L'affaire est jugée par la chambre civile sans passer par la chambre des requêtes, dans le mois à dater de la réception du dossier.

Lorsqu'on dit que le procès-verbal du juge, directeur du

jury, entraîne translation définitive de propriété, c'est s'exprimer d'une façon inexacte ; la servitude de passage est créée et c'est tout. La propriété du lit du cours d'eau reste aux riverains ; au profit de qui, du reste, se ferait la translation de propriété ?

Il sera inutile de recourir aux formalités prescrites par les lois sur l'expropriation lorsque l'accord sera établi sur tous les points entre les intéressés.

SECTION V

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Prestation en nature; mise en demeure; exécution d'office.—

32. Nous savons qui peut ordonner le curage, quelles personnes le doivent et quelles opérations il peut comprendre. Recherchons maintenant comment vont être exécutés ces travaux de curage :

Ces travaux, bien qu'intéressant au plus haut degré la propriété privée, répondent à des besoins d'intérêt général ; pouvait-on laisser à l'initiative privée le soin de les concevoir et de les faire exécuter ?

Les intérêts particuliers se trouvent ici trop directement en jeu pour que l'on puisse espérer trouver chez les propriétaires la hauteur de vues nécessaire à la réalisation du but poursuivi ; la compétence aussi leur ferait défaut.

Ces entreprises exigent, en effet, le plus souvent, pour s'exécuter dans les meilleures conditions, des opérations d'ensemble que les propriétaires sont impuissants à concevoir.

Elles réclament dans tous les cas le contrôle d'une autorité impartiale chargée de concilier, autant que possible, les intérêts divergents.

L'administration, qui est préposée à la garde de l'intérêt public et se trouve, en général, dégagée de toute préoccupation d'intérêt particulier, était naturellement indiquée pour la préparation, l'exécution et la surveillance de ces travaux.

C'est elle qui fait élaborer les projets et dresser les plans par le service des ponts et chaussées.

Pendant la gravité de l'obligation du curage, qu'il faut s'efforcer de rendre aussi légère que possible, la considération des intérêts en présence, le respect de la tradition font qu'on laisse aux riverains le choix entre l'exécution personnelle ou l'exécution par l'administration.

Cette faculté est inscrite dans tous les règlements anciens; elle devait être autrefois la forme ordinaire et peut-être la seule de l'exécution.

Aujourd'hui, en dehors de la tradition, d'intéressantes considérations de fait en motivent le maintien.

Les petits cultivateurs intéressés, la plupart de situation très modeste, se trouvent sans occupations pressantes pendant les mois d'hiver; ils consacreront volontiers leurs loisirs à curer le cours d'eau qui borde leurs propriétés.

Cette manière de faire, outre l'occupation qu'elle leur

procure, a l'avantage de les exonérer d'une taxe souvent lourde que leurs ressources ne leur permettraient pas de payer sans privation.

Ces travaux sont exécutés suivant les projets et les plans dressés, sous la direction et la surveillance de l'administration qui peut, en cas de malfaçon, les faire compléter aux frais de l'exécutant.

Mais les riverains peuvent ne pas trouver d'avantages à exécuter eux-mêmes les travaux et vouloir en laisser la responsabilité à l'administration : ceux qui les ont entrepris peuvent ne les avoir pas achevés dans le délai imparti ou les avoir effectués d'une manière insuffisante ; dans tous ces cas, c'est à l'administration qu'il appartiendra d'exécuter ou de parfaire les travaux.

D'une façon générale, l'arrêté de curage fixe aux riverains un délai pour l'exécution des travaux.

Ce délai passé, l'agent préposé à la surveillance des opérations fait un récolement des travaux accomplis : il est assisté du maire de la commune et d'un conducteur des ponts et chaussées ou d'un homme de l'art désigné à cet effet (*Conseil d'Etat*, 14 mai 1892, *Ministre de l'agriculture contre Furon et consorts*; 2 février 1894, *Robert.*); les travaux sont vérifiés; ceux qui ont été exécutés suivant les indications données sont reçus provisoirement; on constate l'état de ceux qui ne sont pas

terminés et on relève les parties sur lesquelles aucun travail n'a été fait. Il n'est pas nécessaire, du reste, que cette visite soit faite contradictoirement avec les propriétaires intéressés ; aucune disposition de loi ou de règlement général ne le prescrit. (*Conseil d'Etat*, 14 mai 1892, *Ministère de l'agriculture contre dames Fayes de Pontis et Lorsa*.)

L'administration peut-elle faire procéder immédiatement d'office aux travaux ?

Ici se place la question de la mise en demeure.

Quelques règlements anciens exigent qu'à l'expiration du délai général imparti aux riverains pour l'exécution des travaux, une mise en demeure soit adressée à ceux des riverains qui n'ont pas encore commencé ou achevé leurs travaux ; ce n'est que dans le cas où cette mise en demeure resterait sans effet que les travaux pourraient être exécutés d'office par l'administration.

Lorsque les règlements ne contiennent aucune disposition à ce sujet, la mise en demeure doit-elle être faite ?

Certains auteurs l'ont soutenu ; quelques arrêts du Conseil d'Etat semblent le faire croire. (*Conseil d'Etat*, 18 janvier 1851, *Durand* ; 6 mars 1869, *Jacquemet* ; 6 août 1870, *commune d'Orange* ; 7 août 1874, *héritiers Laburthe*.)

Mais les considérants de ces arrêts reposent sur ce fait que les arrêtés préfectoraux de curage n'ont pas laissé

aux riverains la faculté d'exécuter eux-mêmes les travaux ; c'est pour cette raison que décharge leur a été accordée des taxes à eux imposées pour travaux accomplis d'office, sans mise en demeure d'exécution personnelle.

Quoi qu'il en soit, il nous semble qu'aucune mise en demeure n'est nécessaire lorsque les anciens règlements n'en prescrivent pas et que l'arrêté de curage fixe un délai ferme à l'expiration duquel les riverains doivent avoir exécuté les travaux.

A notre sens, la fixation de ce délai doit être considérée comme une mise en demeure.

C'est, du reste, l'avis de la jurisprudence actuelle qui, en de nombreux arrêts, a consacré cette manière de voir.

« Considérant.... que, l'arrêté du 30 octobre 1882 par lequel
« le préfet d'Indre-et-Loire a prescrit le curage du ruisseau
« Meslaud ayant été régulièrement publié, l'administration
« pouvait, à l'expiration du délai imparti par ledit arrêté, pro-
« céder d'office à l'exécution de ce travail..... (*Conseil d'Etat*,
« 22 novembre 1889, *Briau.*) ».

La même solution se retrouve dans les arrêts des 13 février 1885, Lebreton ; — 2 juillet 1886, Ministre de l'agriculture contre du Hays ; — 24 décembre 1886, Romand ; — 11 février 1887, Beau ; — 22 juin 1888, veuve Michau ; — 3 mai 1890, Ministre de l'agriculture contre Lacourtiade ; — 26 février 1892, Sainturat ; — 14 mai 1892,

Ministère de l'agriculture contre dames Faye de Pontis et Lorsa; — 14 mai 1892, Ministre de l'agriculture contre le département de la Gironde; — 16 décembre 1893, Hémery (insuffisance des travaux).

Ces solutions ne sont pas en contradiction avec la règle suivant laquelle aucun acte administratif ne peut être mis à exécution à l'encontre d'un particulier sans avoir été publié ou notifié. Le premier arrêté préfectoral, ordonnant le curage et fixant le délai d'exécution pour les riverains, est, en effet, publié et affiché; le second arrêté ordonnant le curage d'office après l'expiration du délai pendant lequel les riverains auraient pu procéder eux-mêmes à cette opération, ne constitue pas à leur égard une injonction, ni un acte d'autorité; c'est une simple instruction donnée par le préfet à ses subordonnés à l'effet d'assurer l'exécution des travaux.

Lorsqu'une mise en demeure doit être faite, elle l'est par arrêté du préfet sur le rapport des ingénieurs; il n'est pas nécessaire qu'elle soit notifiée individuellement; elle résulte suffisamment de la publication de l'arrêté par voie d'affiches.

« En ce qui touche le défaut de mise en demeure individuelle,
 « considérant d'une part qu'il résulte de l'instruction que
 « l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1877 a été publié et affi-
 « ché dans la commune de Saint-Christoly; que, d'après l'article

« 3 de l'arrêté préfectoral précité, les travaux de curage devaient
« être entièrement terminés à la diligence des propriétaires
« intéressés le 10 octobre de ladite année, sinon il y serait pro-
« cédé d'office aux frais des retardataires ; que leur exécution
« d'office n'a été prescrite par l'arrêté préfectoral du 12 octobre
« suivant qu'après une lettre du maire de la commune de Saint-
« Christoly, constatant qu'aucun des propriétaires intéressés
« n'avait exécuté les travaux dont il s'agit ;

« Considérant d'autre part qu'aucune disposition de la loi ou
« de règlement n'exigeait la notification d'une mise en demeure
« individuelle aux propriétaires intéressés.... (Conseil d'Etat,
« 3 mai 1890, Ministre de l'agriculture contre Lacourtiade).

*(Conseil d'Etat, 22 novembre 1889, Briau ; 26 février 1892, Sam-
turat ; 14 mai 1892, Ministre de l'agriculture contre dames Faye
de Pontis et Lorsa ; 14 mai 1892, Ministre de l'agriculture contre
département de la Gironde).*

Lorsque le récolement des travaux est terminé après l'ex-
piration du délai de mise en demeure, — lorsque les règle-
ments l'exigent, — l'administration fait exécuter les travaux
non commencés, achever et compléter ceux qui ne sont pas
terminés. (*Conseil d'Etat, 22 novembre 1889, Briau*).

Elle est même en droit d'ordonner d'office, lorsque le
curage auquel le riverain a fait procéder est tout à fait insuf-
fisant, que ce curage soit entièrement refait. (*Conseil
d'Etat, 9 novembre 1888, Lampsin*).

Ces travaux, lorsqu'ils sont de minime importance, sont

exécutés en régie par des ouvriers à la tâche ou font l'objet de marchés de gré à gré. (Arg. art. 18 du décret réglementaire du 18 novembre 1882).

Lorsque la dépense présumée ne dépasse pas 1,500 francs, l'administration est dispensée de passer un marché écrit; les travaux peuvent être exécutés sur simple mémoire. (Art. 22 même décret).

Mais, d'une façon générale et conformément à la règle fondamentale en matière de travaux publics, on recourt à l'adjudication publique, c'est-à-dire au marché fait avec publicité et concurrence; cette forme de marché permet à l'administration d'obtenir les meilleures conditions possibles pour l'exécution des travaux.

On peut employer suivant l'importance et la difficulté des travaux le marché à forfait, le marché sur séries de prix ou le marché à l'unité de mesure.

Rappelons en passant que le marché à forfait est celui dans lequel le prix est fixé d'avance et d'une manière définitive pour l'ensemble du travail à exécuter, sans qu'il y ait à procéder à un mesurage après l'achèvement de ce travail et sans que l'entrepreneur ou l'administration puisse réclamer en cas de perte ou de bénéfice exagéré.

Dans le marché sur séries de prix, le prix de l'ensemble du travail n'est pas déterminé d'avance, mais un bordereau, une série de prix indique en détail les prix de chaque

nature d'ouvrages ; puis quand le travail est achevé, on procède à un mesurage pour déterminer le prix total.

Ce mode est employé lorsqu'il n'est pas possible d'évaluer d'avance les quantités d'ouvrages à exécuter.

D'autres fois enfin, on établit un bordereau de prix qui renferme le tarif des travaux à exécuter, et un devis descriptif de ces travaux avec dessins et plans à l'appui : c'est le marché à l'unité de mesure.

Réception des travaux. — 33. Les opérations se poursuivent sous la direction des ingénieurs qui en font la réception définitive après l'achèvement.

Procès-verbal est dressé de cette réception au cours de laquelle les travaux exécutés par les riverains sont évalués en argent ; le compte de l'entreprise est établi et le tout est adressé au préfet qui donne son approbation.

Les riverains doivent le passage sur leurs terrains aux agents de surveillance et d'exécution des travaux. — 34. Pour faciliter l'exécution et la surveillance des travaux, les riverains doivent permettre le passage sur leurs terres aux entrepreneurs et agents qui en sont chargés ; l'article 27 de la loi du 8 avril 1898 consacre d'une façon formelle cette obligation qui est étroitement liée à celle du curage, mais dont la loi de l'an XI n'avait pas parlé.

« Pendant la durée des travaux, dit cet article, les propriétaires sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonc-

« tionnaires et agents chargés de la surveillance, ainsi que les
« entrepreneurs et ouvriers.

« Ce droit devra s'exercer autant que possible en suivant la
« rive du cours d'eau. »

Quelques-uns ont voulu voir dans cette charge une servitude ; mais nous ne trouvons ici ni fonds dominant, ni fonds servant.

La situation est semblable à celle qui caractérise les servitudes de voirie ; il ne s'agit pas d'une situation exceptionnelle, mais de la condition normale des propriétés riveraines des cours d'eau non navigables, ni flottables. Le passage est un fait inévitable et de nature à se produire dans des conditions identiques pour la généralité des héritages au long du cours d'eau ; c'est une simple conséquence de la charge du curage.

Le maire de la commune peut au besoin être requis pour assurer l'exercice de ce droit de passage que les agents doivent rendre le moins onéreux possible.

Pour les terrains clos, un avis préalable est donné au propriétaire.

Il est fait naturellement toute réserve en faveur des propriétaires ou fermiers pour le cas de dommages causés aux récoltes ou à la propriété, si ces dommages ne rentrent pas dans la catégorie de ceux qui accompagnent nécessairement les travaux de curage.

Produits du curage — 35. Une fois le curage effectué, que deviennent les produits du curage : vases, déblais, herbages, etc.... ?

La propriété en appartient aux riverains, la chose n'est pas discutable ; ce sont des accessoires du lit et ce lit appartient aux riverains ; l'article 3 de la nouvelle loi nous dit, du reste, dans son alinéa 3 :

« Chaque riverain a le droit de prendre, dans la partie du lit
« qui lui appartient, tous les produits naturels et d'en extraire
« de la vase, du sable et des pierres à la condition de ne pas
« modifier le régime des eaux et d'en exécuter le curage confor-
« mément aux règles établies par le chapitre 3 du présent
« titre. »

Les riverains peuvent donc disposer de ces produits ; mais l'administration peut exiger qu'ils soient rejetés sur les bords de façon à ne pouvoir retomber dans le lit du cours d'eau. (*Conseil d'Etat, 29 juin 1888, Durand de Fontmagne.*)

Certains auteurs, tout en attribuant la propriété des vases et déblais aux riverains lorsque ceux-ci exécutaient eux-mêmes le curage, reconnaissent à l'administration le droit de vendre ces produits lorsque les travaux étaient exécutés d'office ; le prix de vente devait en être appliqué à diminuer d'autant la contribution générale.

Ces deux solutions étaient évidemment incompatibles ; si

les riverains sont propriétaires des produits du curage, l'administration ne peut pas en disposer et en répartir le prix en dégrèvements devant profiter à des intéressés non riverains qui ne sont pas propriétaires de ces produits. Le droit de l'administration doit se réduire à prendre des mesures pour éviter un nouvel encombrement trop rapide du lit par la chute de ces déblais et à en fixer le lieu de dépôt si la salubrité publique y est intéressée.

Il va de soi que les propriétés riveraines doivent supporter le jet de ces produits.

Certains règlements anciens prescrivent l'emploi de ces produits en cordons de rives pour garantir les propriétés riveraines des inondations; ces règlements doivent être observés tant qu'un règlement d'administration publique ne les a pas modifiés.

Mais en toute autre circonstance, l'administration excéderait ses pouvoirs en ordonnant cette utilisation.

SECTION VI

DÉPENSES DU CURAGE

Répartition de ces dépenses entre les intéressés. — 36. Les travaux sont exécutés ; ils sont vérifiés et la réception définitive en est faite ; il faut songer à les payer :

Que coûtent-ils ?

Pour le savoir, il est fait masse de toutes les dépenses effectuées qui comprennent en général :

1^o Les honoraires des rédacteurs des plans et des projets ; (*Conseil d'Etat, 6 janvier 1853, Bryon ; 18 novembre 1853, dame Watel et consorts*) ;

2^o Le prix des travaux proprement dits ;

3^o Les frais de surveillance et de réception. (*Conseil d'Etat, 18 novembre 1853, dame Watel et consorts ; 15 décembre 1853, dame Biennais.*)

Lorsque le total des dépenses est connu, il s'agit d'en faire la répartition parmi les intéressés.

Cette répartition se fait au moyen de rôles dressés ordi-

nairement par les ingénieurs des ponts et chaussées, sous la surveillance du préfet, qui les rend exécutoires.

« Dans tous les cas, dit l'article 23 de la loi de 1898, les rôles de répartition des sommes nécessaires au payement des travaux de curage ou d'entretien des ouvrages sont dressés sous la surveillance du préfet et rendus exécutoires par lui.

« Le recouvrement est fait dans les mêmes formes et avec les mêmes garanties qu'en matière de contributions directes.

« Le privilège ainsi créé prendra rang immédiatement après celui du Trésor public. »

« Dans tous les cas », dit notre article, c'est-à-dire de quelque façon qu'on ait procédé au curage, soit en vertu des anciens règlements ou des usages locaux, soit qu'on ait eu recours à la constitution d'une association syndicale ou appliqué les dispositions d'un règlement d'administration publique.

Les rôles de répartition renferment : 1° les noms de tous les propriétaires qui doivent contribuer à la dépense ; 2° diverses indications cadastrales ; 3° le montant de la dépense afférente à chaque propriétaire pour les travaux proprement dits ; 4° le montant des honoraires dus ; 5° le montant des frais de recouvrement, et 6° le total dû par chaque intéressé.

Tous les propriétaires, qu'ils aient ou non exécuté les travaux, concourent à la dépense des frais généraux (honoraires, frais de surveillance, etc.).

Ceux qui ont effectué leur travail avec tout le soin voulu ne paient que ces frais ; si l'estimation de leur travail dépasse leur part contributive, il ne leur est rien restitué ; on doit en effet présumer que s'ils ont opté pour la prestation en nature, ils y ont été déterminés par la perspective d'un avantage, auquel ne pourrait s'ajouter par surcroît le paiement d'une soulte en argent.

On tient compte à ceux qui n'ont fait que commencer leurs travaux et à ceux qui n'ont exécuté qu'un curage insuffisant de ce qu'ils ont fait ; lors du récolement, leur travail a été relevé et évalué en argent au prix du projet ou aux prix des marchés conclus.

Quels sont les propriétaires ainsi portés sur le rôle ?

La réponse est différente suivant les cas :

Existe-t-il d'anciens règlements ou des usages locaux réglant la question ? Les dispositions en doivent être observées ; c'est ainsi que dans certaines régions les riverains seuls supportent la charge du curage, même lorsqu'ils n'ont aucun intérêt au curage. (*Conseil d'Etat*, 18 avril 1860, *Chauveau* ; 5 mars 1863, *syndicat de l'Yèvre* ; 12 mars 1863, *Cellard* ; 8 août 1873, *Barret, Boyer et autres* ; 24 novembre 1876, *Villedary, Dumas et autres* ; 9 mai 1891, *Denègre*) ; dans d'autres régions, la charge est répartie entre les riverains et les usiniers ; dans d'autres encore, les usiniers doivent curer dans toute l'étendue du remous

produit par le barrage de leur usine, etc. (*Conseil d'Etat*, 8 août 1888, *Leclercq*.)

Mais partout ailleurs, qu'il n'y ait pas d'anciens règlements ou qu'un règlement d'administration publique les ait remplacés, tous les intéressés, c'est-à-dire tous ceux qui retirent du curage un profit direct, figurent sur le rôle de répartition.

Nous avons parlé déjà de ces intéressés : ce sont les riverains, les usiniers, les propriétaires des fonds non riverains, mais submersibles ou humides, etc.

Les riverains et les usiniers ont un intérêt évident au curage ; l'intérêt des non riverains peut sembler moins établi ; mais il n'est pas moins certain ; le repurgement du lit, en abaissant le niveau des crues, diminue les chances d'inondations.

De même on peut, le cas échéant, considérer comme intéressés les propriétaires des terrains qui, sans être exposés à l'invasion directe des eaux, souffriraient d'une humidité excessive et nuisible à la culture.

L'ancienne jurisprudence du Conseil d'Etat avait décidé qu'une ville ne pouvait pas être assujettie à une cotisation pour frais de curage à raison de l'avantage qu'elle retire, dans l'intérêt de la salubrité publique, des travaux de curage par l'enlèvement des boues et immondices entraî-

nés dans la rivière. (*Conseil d'Etat*, 5 mars 1863, *syndicat de l'Yèvrete*.)

La loi de 1898 renferme une disposition qui va à l'encontre de cette décision, s'inspirant en cela des articles 35 et 36 de la loi du 16 septembre 1807, qui édictent que les communes supporteront les dépenses occasionnées par les travaux de salubrité, auxquelles pourront également contribuer les propriétés privées, dans des proportions variées et justifiées par les circonstances.

Le législateur a pensé qu'il était équitable de faire participer aux dépenses des travaux de curage les communes qui retireraient un avantage certain au point de vue de la salubrité publique ; les travaux ainsi exécutés évitent, en effet, à la communauté des dépenses que les exigences de la salubrité pourraient l'obliger à faire dans un délai plus ou moins rapproché.

On donne, du reste, à ces communes toute garantie en exigeant l'avis du Conseil général et celui des conseils municipaux intéressés.

« Si les travaux de curage, d'élargissement, de régularisation et de redressement intéressent la salubrité publique, dit
« l'article 28, le décret ou l'arrêté qui les ordonne peut, après
« avis du Conseil général et des conseils municipaux intéressés,
« mettre une partie de la dépense à la charge des communes
« dont le territoire est assaini.

« Dans ce cas, le décret ou l'arrêté détermine quelles sont les communes intéressées et fixe la part que chacune d'elles doit supporter dans la dépense. »

Mais pourrait-on pour ce motif de salubrité imposer une taxe à un particulier ?

Le Conseil d'Etat a jugé autrefois qu'il n'y avait pas là un profit direct et que décharge devait être accordée. (*Conseil d'Etat, 4 juin 1852. Gilles de Blanchetty et autres.*)

Nous estimons qu'il convient aujourd'hui de persévérer dans cette jurisprudence à l'égard des particuliers ; le silence du législateur de 1898, sur ce point, fournit un argument puissant à l'appui de notre manière de voir ; il a considéré que les avantages de ce genre retirés par les particuliers ne formaient qu'un élément des avantages retirés par la commune et c'est à cette dernière seulement qu'il a permis d'imposer une partie de la dépense, si vraiment la salubrité gagne à l'opération.

L'énumération que nous venons de faire des intéressés n'est pas limitative, et l'on doit, dans chaque cas, rechercher quels sont ces intéressés.

Mais il est nécessaire, pour motiver la contribution, qu'un intérêt direct soit en jeu.

A ces intéressés proprement dits, il faut ajouter les tiers qui rendent le curage plus onéreux ou plus fréquent en

provoquant des dépôts qui encombrent le lit de la rivière : on peut citer comme exemple de cette catégorie les villes déversant leurs égouts dans le cours d'eau (*Conseil d'Etat*, 6 août 1886, *syndicat de l'Yèvre*), les industriels y jetant des résidus de fabrication, etc....

Principe qui préside à cette répartition. — 37. De quelle façon se fera la répartition ?

Ici encore nous nous trouvons liés par l'application des anciens règlements encore en vigueur, et l'administration, pour l'établissement des rôles, doit respecter les dispositions qu'ils renferment : la jurisprudence du Conseil d'Etat est constante à cet égard. (*Conseil d'Etat*, 8 août 1873, *Barret, Boyer et autres* ; 24 novembre 1876, *Villedary, Dumas et autres* ; 24 novembre 1882, *Boycerval* ; 5 novembre 1886, *Bodeau frères* ; 6 juillet 1888, *Ernous* ; 9 mai 1891, *Denègre* ; et de nombreux arrêts semblables.)

Ces règlements anciens fixent comme bases de répartition la longueur des rives, la superficie des propriétés riveraines, le revenu cadastral, etc... (*Conseil d'Etat*, 20 juin 1844, *rivière d'Orge*.)

La loi du 14 floréal an XI avait posé, pour le cas où il n'y aurait pas d'ancienne réglementation ou lorsque celle-ci demanderait à être modifiée, un principe qui a été reproduit par notre loi de 1898 : la contribution de chaque rive-

rain doit être proportionnée à l'intérêt qu'il a à l'exécution des travaux.

Ce principe, qui est de toute équité, est d'une application très délicate et nombreuses sont les difficultés que soulève l'évaluation du degré d'intérêt.

La jurisprudence a eu très fréquemment à se prononcer sur cette question et de ses décisions on peut conclure qu'il n'est pas possible de procéder à l'évaluation de ce degré d'intérêt d'après une formule unique.

L'administration ou les associations syndicales ont pris comme bases de répartition des éléments divers.

On a voulu établir la contribution au prorata de l'étendue de la propriété le long des rives (*Conseil d'Etat*, 18 novembre 1853, *dame Watel et consorts*; 7 janvier 1857, *Bayard*); proportionnellement à la valeur locative de l'usine; suivant la position respective des usines sur le cours d'eau et d'après les avantages qui en résultaient (*Conseil d'Etat*, 17 novembre 1849, *Léger de Chauvigney et consorts*); au centime le franc du revenu cadastral (*Conseil d'Etat*, 12 juillet 1864, *Desgrottes*; 23 juillet 1892, *syndicat de l'Orge inférieure*); proportionnellement à l'impôt foncier (*Conseil d'Etat*, 26 juillet 1866, *syndicat de la petite Aubette*); proportionnellement à l'impôt foncier cumulé avec la patente, etc... Mais aucune de ces bases n'a été admise à titre absolu par la jurisprudence qui ne les conserve

que si elles représentent exactement le degré d'intérêt des riverains aux travaux. (*Conseil d'Etat, 27 février 1874, Tachet ; 28 mai 1868, marais de l'Isac.*)

Le plus souvent, il faudra tenir compte de ces divers éléments. (*Conseil d'Etat, 19 décembre 1891, Jeantelat ; 10 juillet 1885, Ministre de l'agriculture contre Clerc.*)

Les taxes de curage doivent être établies d'après l'intérêt réel des parcelles comprises dans les travaux, sans avoir égard aux conventions particulières qui ont pu être passées entre les intéressés.

(*Conseil d'Etat, 19 mars 1868, Germain ; 22 novembre 1889, Briau ; 10 juillet 1890, Champy.*)

Nous n'avons parlé, parmi les personnes intéressées au curage et qui doivent contribuer à la dépense, que des propriétaires ; l'obligation du curage est, en effet, attachée au fonds et non à la personne qui l'exploite ; elle a un caractère immobilier et non personnel. C'est donc le propriétaire que la contribution doit frapper, sauf le recours de celui-ci contre ses fermiers ou locataires suivant leurs arrangements.

(*Conseil d'Etat, 22 novembre 1889, Briau.*)

Le rôle établi est soumis à l'approbation du préfet qui le rend exécutoire et fixe, s'il y a lieu, les époques de paiement.

Publication des rôles ; recouvrement ; poursuites ; privilège.

— 38. L'alinéa 2 de l'article 23 que nous avons reproduit plus haut nous dit que le recouvrement est fait dans les mêmes formes et avec les mêmes garanties qu'en matière de contributions directes.

Or, d'après la loi du 4 messidor an VII, le recouvrement de ces contributions est toujours précédé de la publication de rôles ; ainsi doit-on faire pour les taxes de curage.

Les rôles sont adressés, par l'intermédiaire des trésoriers-payeurs généraux et des receveurs des finances, aux percepteurs qui les remettent au maire de chaque commune pour en faire la publication.

Des avertissements, contenant extrait de ces rôles et portant, en général, la date de la publication, sont délivrés aux contribuables.

En vertu de la loi du 3 frimaire an VII et de l'arrêté du 16 thermidor an VIII, les contributions directes sont payables par douzièmes : cette règle s'applique-t-elle à nos taxes ?

Nous ne le croyons pas, la raison de décider n'étant pas la même ; les contributions directes sont destinées à payer des dépenses régulières qui s'échelonnent sur toute l'année, tandis que les taxes de curage font face à des frais en général exceptionnels et qui réclament un paiement fait en une seule fois, à moins de disposition contraire.

(*Conseil d'Etat*, 14 août 1867, *Delbret*; 28 juin 1869, *syndicat de la rivière de l'Agly*.)

Le contribuable qui n'a pas acquitté sa quote-part dans le délai imparti pour le paiement peut être poursuivi.

Rappelons rapidement les phases de ces poursuites.

Le percepteur le prévient d'abord par une sommation sans frais ; si, dans les huit jours qui suivent, le contribuable ne s'est pas libéré, le percepteur peut commencer les poursuites avec frais, après avoir fait préalablement décerner par le receveur des finances contrainte contre le redevable en retard. (Arrêté du 16 thermidor an VIII, art. 30.)

Après la sommation avec frais, nous trouvons le commandement, la saisie, puis la vente (Lois du 17 brumaire an V, 9 février 1877.)

La sommation avec frais constitue une poursuite administrative sur la validité de laquelle les tribunaux administratifs sont seuls compétents pour statuer ; les trois autres degrés de poursuite sont du ressort de l'autorité judiciaire.

Les poursuites sont exercées par des porteurs de contraintes qui remplissent les fonctions d'huissiers en matière de contributions directes. (Arrêté du 16 thermidor an VIII, art. 18.)

Mais les contribuables peuvent, le cas échéant, se pré-

valoir de la prescription triennale créée par les articles 149 et 150 de la loi du 3 frimaire an VII et la loi du 16 fructidor an VIII. (*Conseil d'Etat*, 12 février 1847, *l'association des vidanges d'Arles contre le sieur Achardy (marais)*).

L'assimilation des taxes de curage aux contributions directes ne comportait pas, sous l'empire de la loi du 14 floréal an XI, le privilège qui garantissait le paiement des contributions ; aucun texte de loi n'avait créé cette garantie, et la jouissance d'un privilège constitue une faveur trop importante pour qu'on en puisse admettre l'existence par simple analogie.

La loi seule peut créer des privilèges ; aussi l'alinéa 2 de notre art. 23 prend-il soin de nous marquer que le recouvrement est fait dans les mêmes formes *et avec les mêmes garanties* qu'en matière de contributions directes.

C'est la création du privilège.

« Le privilège ainsi créé, ajoute l'alinéa 3 du même article, « prendra rang immédiatement après celui du Trésor public. »

Le privilège attribué au Trésor public pour le recouvrement des contributions directes s'exerçant avant tout autre, le nouveau privilège occupera le second rang.

Sur quels biens porte ce privilège ? L'art. 23 est muet sur ce point. La loi du 12 novembre 1808, modifiant la loi du 11 brumaire an VII qui conférait à l'Etat un privilège sur les immeubles pour le paiement de la contribution fon-

cière, décide que, pour cette dernière, le privilège s'exercera sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des immeubles sujets à la contribution, et pour les autres contributions directes, générales et spéciales, sur tous les meubles et effets mobiliers appartenant aux redevables en quelque lieu qu'ils se trouvent.

Les taxes de curage sont en quelque sorte des contributions foncières ; elles frappent les riverains à raison de leurs immeubles et de l'augmentation des revenus de ces immeubles ; nous conformant donc à l'interprétation restrictive qui est de règle en cette matière, nous dirons que le privilège ne s'exercera que sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des immeubles à raison desquels les taxes sont établies.

SECTION VII

CONTENTIEUX DU CURAGE

Conseil d'Etat. — 39. Toutes ces opérations du curage et les mesures qui en sont la suite, établissement des rôles, répartition des dépenses, recouvrement des taxes, etc., ne vont pas toujours sans soulever des mécontentements, sans froisser des intérêts ou léser des droits ; de là des contestations.

A quelles juridictions pourront s'adresser les personnes qui estimeront leurs droits violés ?

La loi du 8 avril 1898 nous en indique deux :

- 1^o La juridiction du juge de paix, dans son article 6 ;
- 2^o Celle du conseil de préfecture, dans son article 24.

Mais l'intervention dans les opérations du curage d'arrêtés du préfet nous conduit, avec la théorie générale des actes administratifs, à admettre d'autres voies de recours. Tout acte émané d'un agent administratif, outre le recours par la voie hiérarchique toujours ouvert devant l'autorité administrative supérieure, est susceptible d'être attaqué

par la voie du recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat. (Loi des 7-14 octobre 1790, art. 3 ; loi du 24 mai 1872, art. 9.)

La jurisprudence libérale du Conseil d'Etat a, en effet, sagement élargi la notion d'incompétence qui seule était prévue par la loi de 1790 ; et le recours général pour excès de pouvoir peut être envisagé aujourd'hui sous quatre aspects différents : 1° l'incompétence, lorsque l'agent a accompli un acte dans une matière dont il ne pouvait connaître ;

2° Le vice de forme, qui consiste dans l'omission complète ou partielle d'une formalité prescrite dans un acte administratif par une loi ou un règlement, mais non par une simple décision ministérielle ;

3° Le détournement de pouvoir, caractérisé par le fait d'un agent qui use de son pouvoir dans un cas et pour des motifs autres que ceux en vue desquels il en a été investi ;

4° Enfin, le refus d'accomplissement d'un acte commandé.

Cependant tout acte vicié par l'une des ces causes n'est pas annulé par le Conseil d'Etat : pour éviter que cette haute assemblée soit investie d'une juridiction trop étendue, il a été admis que le recours pour excès de pouvoir n'était pas recevable lorsque la partie lésée par un acte adminis-

tratif illégal pouvait obtenir satisfaction en exerçant un autre recours devant une juridiction administrative ou judiciaire. (*Conseil d'Etat, 26 janvier 1870, Verdellet*)

Ce recours possible est ce qu'on a appelé *le recours parallèle*.

Cette fin de non recevoir résultant du recours parallèle n'est, du reste, opposable qu'à une double condition :

1° L'intéressé doit atteindre le même but que par l'annulation de l'acte administratif et se retrouver dans la même situation que si l'acte illégal n'était point intervenu ; c'est ainsi qu'il pourrait attaquer devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir l'arrêté par lequel un préfet ordonnerait l'arrachage d'arbres plantés à un mètre du bord et ne nuisant en rien au bon écoulement des eaux ; une action en indemnité n'effacerait pas les effets de l'illégalité commise ;

2° L'intéressé doit avoir une action directe, ne dépendant que de sa propre initiative ; une exception ne suffirait pas. Un arrêté du préfet interdisant de construire ou de planter dans une zone plus ou moins étendue le long des berges serait susceptible d'être attaqué pour excès de pouvoir. (*Conseil d'Etat, 9 décembre 1864, Bourbon*).

La jurisprudence nous offre de nombreux exemples d'application de ces recours pour excès de pouvoir.

Peuvent être attaqués directement devant le Conseil

d'Etat : les actes ordonnant un curage qui, en réalité, constitue un approfondissement du lit du cours d'eau ; les arrêtés ordonnant l'élargissement sans l'accomplissement des formalités préalables exigées par la loi du 3 mai 1841 ; (*Conseil d'Etat*, 15 mars 1855, *Amiot-Robillard* ; 1^{er} décembre 1859, *Bonnard* ; 22 décembre 1859, *Gouchon* ; 6 mars 1869, *Mauduit de Fay* ; 15 mai 1869, *Greset* ; 21 octobre 1871, *conflit de la Gironde* ; 13 décembre 1872, *département d'Ille-et-Vilaine* ; 9 février 1872, *Cosnard, Desclosets et autres* ; 14 mars 1873, *commune de Mauguio contre Brun, Vignes et autres* ; 11 février 1876, *de Nédonchel* ; 3 août 1877, *Hautcœur* ; 29 juin 1888, *Durand de Fontmagne frères* ; 29 juin 1894, *Berger*) ; ceux portant interdiction aux propriétaires riverains de planter à moins d'une certaine distance des berges et les obligeant à demander un alignement au maire pour les plantations qu'ils pourraient faire (*Conseil d'Etat*, 9 décembre 1864, *Bourbon*) ; l'arrêté par lequel le préfet ordonne l'exécution des travaux de curage et la mise à sec de la rivière, en vue de faciliter l'exécution des travaux d'un tiers dans le lit de la rivière (détournement de pouvoir), (*Conseil d'Etat*, 19 janvier 1894, *Mazeron frères, Morizot et autres*) ; et d'une manière générale, tous les actes portant atteinte au droit de propriété ou devant causer des dommages dont les autres voies de recours n'assureraient que la répara-

tion pécuniaire, sans en faire disparaître les conséquences matérielles.

Le Conseil d'Etat n'examine pas le fond de l'affaire, mais seulement la question d'incompétence ou d'excès de pouvoir; si l'acte est vicié, il en prononce l'annulation pure et simple, rétablissant ainsi les choses en l'état, mais sans pouvoir remplacer l'acte annulé, ni prescrire les mesures qui peuvent être la conséquence de l'annulation prononcée.

Lorsqu'au contraire aucune situation déterminée ne se trouve en jeu, lorsque la réclamation ne porte que sur une question de taxes, la théorie du recours parallèle est appliquée; le recours pour excès de pouvoir n'est plus recevable parce que les intéressés peuvent obtenir le même résultat en s'adressant au conseil de préfecture pour demander réduction, décharge ou remboursement de ces taxes.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a décidé que le riverain d'un cours d'eau n'était pas recevable à attaquer directement devant lui, pour excès de pouvoir, l'arrêté préfectoral portant règlement général et permanent sur le curage de ce cours d'eau et la décision confirmative du Ministre de l'agriculture (*Conseil d'Etat*, 20 novembre 1885, *Decamps*); l'arrêté préfectoral ordonnant le curage d'un cours d'eau (*Conseil d'Etat*, 19 novembre 1886, *Nau*); un

arrêté prescrivant l'exécution d'office et aux frais du riverain du curage d'une partie d'un cours d'eau traversant en longueur sa propriété (*Conseil d'Etat, Périer, 4 juillet 1890*); dans toutes ces espèces, le conseil de préfecture est compétent pour accorder décharge des taxes indûment imposées.

Une question échappe à la juridiction du Conseil d'Etat aussi bien qu'à l'appréciation du conseil de préfecture : c'est la question de l'opportunité du curage.

L'administration est seule juge de cette opportunité ; la jurisprudence est constante à cet égard.

(*Conseil d'Etat, 19 novembre 1868, Méplain ; 3 août 1877, Leblanc ; 24 décembre 1886, Romand ; 3 mai 1890, Ministre de l'agriculture contre Lacourtiade ; 14 mai 1892, Ministre de l'agriculture contre département de la Gironde.*)

Le recours pour excès de pouvoir doit être formé devant le Conseil d'Etat dans le délai de 3 mois, conformément à l'article 11 du décret du 22 juillet 1806.

(*Conseil d'Etat, 8 décembre 1859, commune de Saint-Pierre-de-Semilly, 20 mars 1862 ; ville de Châlons contre Navarre ; 5 juin 1862, d'Andigné de Resteau ; 16 avril 1863, veuve Guibert ; 16 avril 1863, Durand ; 6 juillet 1863, Lautel ; 8 février 1864, Marquet et consorts.*)

Le point de départ du délai est la notification faite admi-

nistrativement de l'acte attaqué à la partie intéressée ; dans ce délai, on ne compte ni le jour de la notification, ni le jour de l'enregistrement du recours au secrétariat du Conseil d'Etat.

Cependant certains actes ne sont pas susceptibles de notification : pour ces derniers, le point de départ du délai sera la publication ; il en sera de même pour les actes s'adressant à une collectivité comme les arrêtés de curage. (*Conseil d'Etat*, 24 janvier 1879, *demoiselle le Marois* ; 5 juin 1862, *d'Andigné de Resteau*.) A défaut de publication, le délai courrait de la mise à exécution de l'acte.

(*Conseil d'Etat*, 8 février 1864, *Marquet* ; 8 août 1888, *Leclerc*.)

Lorsqu'un recours hiérarchique était formé, l'ancienne jurisprudence du Conseil d'Etat avait admis que la décision confirmative du Ministre pouvait faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat, dans les 3 mois de sa notification, à quelque époque qu'ait été formé le recours hiérarchique, l'article 11 du décret de 1806 n'étant pas applicable à ce dernier. (*Conseil d'Etat*, 9 février 1865, *d'Andigné de Resteau*.)

Le Conseil d'Etat décide aujourd'hui, au contraire de sa jurisprudence antérieure, que le recours porté devant le supérieur hiérarchique doit avoir été formé dans le délai de 3 mois à dater de la notification ou de la publication

pour que le recours pour excès de pouvoir, formé ultérieurement devant le Conseil d'Etat contre la décision de ce supérieur, soit recevable.

Les arrêts du Conseil d'Etat des 13 avril 1881, Bansais ; 14 janvier 1887, Union des gaz ; 14 mars 1890, ville de Constantine contre la compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée, sont formels à cet égard.

Ces décisions qui ont rencontré l'approbation d'un certain nombre d'auteurs ont, au contraire, fait l'objet de réserves expresses de la part de quelques autres, parmi lesquels il convient de citer MM. Léon Aucoc et Ducrocq (1).

« Ces arrêtés, dit ce dernier, ont été présentés comme formant
« le couronnement de la jurisprudence relative aux délais de
« recours pour excès de pouvoir. Il n'est pas douteux qu'ils cons-
« tituent une grave évolution dans l'histoire de l'institution,
« envisagée au point de vue des délais du recours et du déve-
« loppement des fins de non recevoir. Il est moins certain que
« cette évolution soit en harmonie avec les principes qui régis-
« sent les recours formés contre les actes des autorités inférieu-
« res de la hiérarchie devant les supérieurs hiérarchiques, aux

(1) Léon Aucoc. Conférences sur le droit administratif, 2^e édition, tome I, page 671. *Gazette des tribunaux* du 24 décembre 1886. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, tome XVI, page 63. Ducrocq. Cours du droit administratif, 7^e édition, tome II, page 44.

« décisions desquels il n'est pas possible de reconnaître le « caractère contentieux ».

En dehors de ce recours général pour excès de pouvoir, dont l'application est restreinte par la théorie du recours parallèle, le Conseil d'Etat doit encore statuer sur les appels faits contre les arrêts du conseil de préfecture sur lesquels nous reviendrons dans un instant.

Juges de paix ; renvoi. — 40. L'article 6 que nous avons rapporté plus haut confie aux juges de paix le soin de régler les contestations auxquelles peuvent donner lieu la fixation et le règlement de l'indemnité, lorsqu'une servitude est créée pour le passage du cours d'eau, son élargissement ou sa régularisation.

Nous avons, du reste, déjà parlé de la compétence de ce magistrat à l'occasion des travaux d'amélioration, complémentaires du curage, et nous ne pouvons que nous en référer aux explications que nous avons données aux sections III et IV, nos 24, 28 et 29.

Nous avons vu également que c'est au juge de paix qu'il appartient de statuer sur les indemnités que pourront réclamer les riverains lésés par la délimitation du cours d'eau.

Conseils de préfecture. — 41. Les propriétaires intéressés pourront enfin, dans la majorité des cas, s'adresser au conseil de préfecture.

« Toutes les contestations relatives à l'exécution des travaux,

« à la répartition de la dépense et aux demandes en réduction
« ou décharge formées par les imposés sont portées devant le
« conseil de préfecture sauf recours au Conseil d'Etat, art. 24 ».

L'art. 24 nous donne l'énumération des causes les plus fréquentes des contestations.

(A) *Contestations relatives aux travaux.*— Les travaux de curage ont le caractère de travaux publics et ces travaux peuvent causer aux tiers un préjudice ; c'est au conseil de préfecture qu'il appartient d'en ordonner, s'il y a lieu, la cessation et d'en déterminer la réparation.

(Loi du 28 pluviôse an VIII, art. 4, § 3, loi du 14 floréal an XI, art. 4 ; loi du 16 septembre 1807.)

Ainsi le conseil de préfecture pour statuer sur les réclamations portant sur le point de savoir si les travaux de curage ont été ou non bien faits, s'ils ont été exécutés suivant les projets. (*Conseil d'Etat : 12 février 1857, Gabilot. (Voir en note : observations du ministère de l'intérieur.)*)

Le conseil de préfecture est compétent pour décider, à l'occasion des demandes en décharge ou réduction des taxes de curage, si les travaux auxquels ces taxes ont pour objet de pourvoir, sont de nature à être mis à la charge des propriétaires intéressés. (*Conseil d'Etat, 28 mai 1868, marais de l'Isac.*)

Il est également compétent pour statuer sur les deman-

des d'indemnités formées à raison des dommages causés par les travaux. (*Conseil d'Etat*, 22 mai 1869, *commune de Saint-Félix-de-Lodez*; 3 août 1877, *Hautecœur*; 3 août 1877, *Rémery contre commune d'Auxon*).

La jurisprudence établie sous l'empire de la loi du 14 floréal an XI distinguait les dommages résultant des travaux des dépossessions qui pourraient être opérées au cours de l'exécution de ces mêmes travaux, et, tandis qu'elle laissait à la juridiction administrative le soin de statuer sur les dommages causés par les travaux lorsqu'il n'y avait pas anticipation, elle attribuait compétence au tribunal civil pour le règlement de l'indemnité de dépossession lorsque l'empiètement était démontré.

« Considérant..... qu'il appartient au tribunal civil saisi
 « d'une demande en indemnité formée par un particulier qui
 « prétend qu'il y a eu anticipation sur son terrain, de recon-
 « naître le droit de propriété invoqué devant lui, de déterminer
 « les limites naturelles du cours d'eau et de régler, s'il y a lieu,
 « l'indemnité due pour la dépossession de terrain et pour les
 « dommages accessoires qui auraient été causés au proprié-
 « taire ; que, dans le cas où il serait reconnu qu'il n'y a pas eu
 « terrain pris pour l'élargissement du ruisseau, les dommages
 « dont se plaint ledit sieur Rémery rentreraient alors dans les
 « dommages résultant de travaux publics, et que, c'est à l'auto-
 « rité administrative qu'il appartiendrait d'en connaître..... »
 (*Conseil d'Etat*, 3 août 1877, *Rémery contre commune d'Auxon*.)

Malgré la différence de situation créée par la loi de 1898, cette jurisprudence restera la même, sauf la substitution de la juridiction du juge de paix à celle des tribunaux civils ; nous savons, en effet, que le riverain est propriétaire du lit et qu'il n'y a plus place pour l'expropriation directe ou indirecte ; mais les emprises du genre de celles que nous venons de voir n'en constituent pas moins une privation à peu près complète des avantages de la propriété et doivent être considérées comme une aggravation de la servitude de passage prévue par l'art. 6. Or, c'est au juge de paix qu'appartient la connaissance des difficultés relatives à la fixation et au règlement de l'indemnité pour servitude de passage.

On objecterait en vain que l'art. 6 parle de terrains occupés par suite de travaux légalement ordonnés, de travaux ordonnés par un acte déterminant d'une façon précise les terrains à prendre, que l'acte administratif crée dans ce cas la servitude, tandis que l'espèce que nous examinons suppose un curage ordonné suivant les anciens usages, à vif fond et à vieux bords et des terrains occupés contrairement aux prescriptions de l'administration, et que l'acte générateur de la servitude n'existant pas, nous nous trouvons en présence de dommages permanents causés par des travaux publics, qui appellent la compétence du conseil de préfecture.

Il existe entre les terrains englobés à tort dans les limites du cours d'eau par l'arrêté préfectoral de délimitation, les terrains sacrifiés aux travaux d'amélioration et ceux dont l'incorporation au lit vient du fait des ouvriers chargés de l'exécution, une étroite corrélation et toutes les questions qui se rattachent à ces espèces sont dominées par le principe établi par l'art. 6 : à savoir que le passage d'un cours d'eau sur une propriété constitue une servitude : toute extension donnée au lit de ce cours d'eau ne peut être qu'une aggravation de la servitude.

Il n'appartient pas au conseil de préfecture, ainsi que nous l'avons vu, d'apprécier l'utilité ou la non utilité du curage, l'administration étant seule en droit de statuer sur cette question. (*Conseil d'Etat*, 3 mai 1890, *Ministre de l'agriculture contre Lacourtiade*.)

Il ne lui appartient pas non plus de décider si le prix, réclamé à raison des travaux de curage, que l'administration a fait exécuter d'office sur le refus des riverains, est exagéré eu égard aux travaux réellement exécutés. (*Conseil d'Etat*, 12 mai 1882, *Travaux publics contre Aubineau et autres*; 16 juin 1882, *Ferlat*; 11 novembre 1892, *Lefebvre*, 16 décembre 1893, *Hémery*.)

Lorsque les travaux ne présentent pas le caractère d'utilité publique, s'il s'agit, par exemple, d'un curage non prescrit par l'administration et devant être entrepris dans

un intérêt privé, le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur les difficultés qui s'élèveront à propos de ce curage.

« Considérant que la demande de Loizelot a pour objet de
« faire décider si les travaux de curage ont satisfait à l'obligation contractée au nom de la commune ;

« Considérant que la solution de cette question dépend uniquement de l'appréciation d'une convention de droit commun , que les travaux à exécuter en vertu de cette clause, d'une convention privée ne sauraient avoir le caractère de travaux publics » (*Conseil d'Etat, 1^{er} juin 1883, Loizelot contre commune de Raincourt.*)

(B) *Contestations relatives à la répartition des dépenses.*

— Les contestations relatives à la répartition de la dépense et aux demandes en réduction ou décharge sont aussi portées devant le conseil de préfecture, nous dit l'article 24.

Il n'y a pas là deux ordres d'idées différents : les demandes en décharge ou en réduction ne sont que la mise en œuvre des contestations relatives à la répartition de la dépense et l'art. 4 de la loi du 14 floréal an XI ne prêtait pas à cette critique en disant :

« Toutes les contestations relatives au recouvrement de ces rôles, aux réclamations des individus imposés et à la confection des travaux, seront portées devant le conseil de préfecture, sauf le recours au gouvernement qui décidera en Conseil d'Etat. »

Le conseil de préfecture peut apprécier les bases de répartition de la dépense et examiner si la taxe a été établie conformément aux anciens règlements ou aux usages locaux ou proportionnellement au degré d'intérêt du réclamant dans les travaux.

« Considérant, dit un arrêt du 26 janvier 1870, que le conseil
 « de préfecture compétent, en vertu de la loi du 14 floréal
 « an XI, pour statuer sur toutes les contestations relatives aux
 « rôles de répartition des frais de curage et aux réclamations
 « des individus imposés, a méconnu ses pouvoirs en refusant
 « d'examiner si les bases d'imposition indiquées par les ordon-
 « nances de 1822 et de 1842 étaient conformes à la loi....
 « arrêté annulé (affaire Verdelle). *De même : (Conseil d'Etat,*
1^{er} avril 1868, Parnet ; 4 août 1876, Lhotte ; 13 mai 1881,
Arrérat.)

Le règlement des honoraires des géomètres ou rédacteurs de plans et devis du curage sont aussi de sa compétence.

A propos des demandes en décharge ou en réduction sur lesquelles il est appelé à statuer, le conseil de préfecture peut également apprécier l'existence ou le caractère légal du cours d'eau et dire s'il rentre dans la catégorie de ceux qui comportent l'application de la loi de 1898. (*Conseil d'Etat, 25 avril 1868, Gobert ; 7 août 1874, héritiers Laburthe ; 30 juin 1876, Reynaud ; 24 novembre 1876,*

Villedary, Dumas et autres; 3 août 1877, *Leblanc*; 12 juillet 1882, *Montier*; 8 décembre 1882, *compagnie des chemins de fer de l'Ouest*; 16 mai 1884, *Perrin des Iles*; 20 juin 1884, *Faure, Dartiguelongue et Lasserre*; 28 janvier 1887, *Autofage*; 6 juillet 1888, *Ernous*; 8 août 1888, *Leclercq*.)

Il peut décider si le curage a été ordonné par l'autorité compétente. (*Conseil d'Etat*, 26 novembre 1880, *Mainemare*.)

D'une façon générale, il lui appartient, pour juger le bien fondé des demandes en décharge ou en réduction, d'apprécier la légalité et la régularité de tous les actes administratifs qui sont en cause (*Conseil d'Etat*, 8 août 1888, *Leclercq*; 4 juillet 1890, *Périer*; 9 juin 1894, *syndicat de la Cabanasse contre Blanc et autres*), mais il lui est interdit de les annuler ou de les modifier sous peine d'excès de pouvoir. (*Conseil d'Etat*, 12 février 1857, *Gabillot*; 4 mai 1870, *Mlle Esmenard du Mazet contre syndicat de la Touloubre*, 16 février 1894, *Hostein contre syndicat des Mattes du Bas-Médoc*; 6 janvier 1830, *ville de Vic-en-Bigorre contre la dame de Pujo*.)

Du principe que c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de prononcer sur les demandes en décharge ou en réduction des taxes de curage, il résulte qu'une réclamation d'un riverain contre la taxe de curage ne peut être

formée directement devant le Conseil d'Etat. (*Conseil d'Etat*, 5 août 1854, *Limosin*; 27 mai 1868, *Rouyer*; 30 mars 1870, *Rouzé*; 3 août 1877, *Hautcœur*; 20 janvier 1882, *Maurel*.)

De ce que le conseil de préfecture est compétent pour apprécier la régularité des actes administratifs en vertu desquels le curage a été prescrit ou exécuté, il suit qu'il n'a pas à surseoir à statuer sur la réclamation qui lui est soumise pour attendre la décision du ministre sur la demande d'annulation de l'arrêté du préfet et en général la décision à intervenir sur les recours hiérarchiques ou le recours pour excès de pouvoir formés contre les actes administratifs qui servent de base à la taxation. (*Conseil d'Etat*, 8 août 1888, *Leclercq*).

(c) *Recevabilité des demandes en décharge ou en réduction.*— Les taxes de curage étant assimilées aux contributions directes, les demandes en décharge ou en réduction sont, comme pour ces dernières, assujetties à certaines conditions de recevabilité.

C'est ainsi que, formées devant le conseil de préfecture avant la publication des rôles, elles devraient être rejetées comme prématurées; elles ne peuvent être portées devant le conseil de préfecture qu'à l'occasion de la mise en recouvrement; jusque-là elles ne portent qu'une atteinte éventuelle aux droits du requérant. (*Conseil d'Etat*, 19 mai

1865, *Constantine*; 14 août 1867, *Delbrel*; 22 janvier 1868, *Tardy*).

Elles doivent être présentées, à peine de déchéance, dans le délai de 3 mois à dater de la publication des rôles rendus exécutoires par le préfet. (Loi du 4 août 1844, art. 8, modifiant l'art. 28 de la loi du 21 avril 1832 qui faisait partir le délai de trois mois de l'arrêté préfectoral ordonnant l'émission du rôle.) (*Conseil d'Etat*, 5 février 1886, *Rey*; 16 juillet 1886, *compagnie française d'irrigation (canal des Alpes)*; 20 janvier 1888, *Vaqué*; 14 février 1891, *syndicat du canal Sous-le-Béal contre Lambert*; 4 novembre 1893, *commune de Pelleautier*; 16 février 1894, *Hostein contre syndicat des Mattes du Bas-Médoc*.)

Si cette formalité n'a pas été remplie, les contribuables sont fondés à soutenir qu'ils n'étaient pas tenus de réclamer dans les trois mois à partir de la publication du travail préparatoire des rôles, et qu'ils ont satisfait à la loi en formant leurs demandes en décharge dans le délai de trois mois à partir de la date des avertissements qui leur ont été adressés. (*Conseil d'Etat*, 9 février 1872, *Cosnard-Desclosets et autres*; 1^{er} juin 1869, *Lainé*; 14 novembre 1873, *Gay-Gilbert et autres*.)

Il a été jugé de même qu'en l'absence de publication des rôles dans la commune, il y avait lieu de déclarer recevable la réclamation formée contre lesdits rôles dans les

trois mois du jour où notification a été faite au réclamant par un tiers qui prétendait avoir payé pour lui sa part contributive dans lesdits frais. (*Conseil d'Etat*, 19 mars 1868, *Germain*.)

La réclamation doit être faite dans les 3 mois de la publication des rôles, bien que le propriétaire attaque les *bases mêmes* d'après lesquelles la taxe a été établie et qu'il prétende qu'il doit être admis à présenter sa réclamation dans le délai de six mois accordé en matière de contribution foncière en vertu de l'ordonnance du 3 octobre 1821 relative au cadastre. (*Conseil d'Etat*, 22 janvier 1868, *Tardy*.)

Mais la publication dans la commune suffit, bien que le propriétaire n'habite pas la commune, s'il y possède un moulin et des terrains situés le long du cours d'eau. (*Conseil d'Etat*, 22 janvier 1868, *Tardy*.)

Cependant dans le cas de faux ou de double emploi, le délai pour la présentation des réclamations ne prend fin que trois mois après que le contribuable aura eu connaissance officielle des poursuites dirigées contre lui pour le recouvrement de la taxe (art. 4 de la loi du 29 décembre 1884. (*Conseil d'Etat*, 9 novembre 1889, *Nau*.)

Il est nécessaire pour que la déchéance soit prononcée qu'il ait été dressé un rôle.

« Considérant que la déchéance établie par l'article 28 de la loi du 21 avril 1832 ne peut, d'après son texte même, recevoir

« application qu'au cas où il a été dressé un rôle de recouvrement des taxes..... (*Conseil d'Etat*, 15 mars 1889, *Perrin des Isles contre ville de Joinville*. — *De même* : 17 juin 1868, *Bergeron*,) »

La déchéance n'est point non plus opposable quand, après la mise en recouvrement des rôles, les actes administratifs qui leur servaient de base ont été annulés.

Les demandes qui devaient être autrefois adressées au sous-préfet (*Conseil d'Etat*, 7 avril 1876, *Charaux*.) doivent maintenant, aux termes des articles 1 et 11 de la loi du 22 juillet 1889, être déposées au greffe du conseil de préfecture.

Il arrive que les réclamations sont collectives; elles sont recevables lorsque les contribuables agissent en la même qualité et se fondent sur un même moyen de droit. (*Conseil d'Etat*, 6 août 1870, *commune d'Orange*.)

Elles peuvent être faites sur papier libre si la réclamation a pour objet une cote inférieure à 30 francs; elles doivent être sur papier timbré si la cote est de 30 francs ou supérieure. (*Conseil d'Etat*, 4 mai 1888, *syndicat de Méollion contre Baille et Bernard*. — Lois des 13 brumaire an VII, art. 12, et 21 avril 1832, art. 28).

Toutefois la nullité d'une demande établie sur papier libre est couverte si le contribuable la confirme avant la décision du conseil par une requête sur timbre. (*Conseil d'Etat*, 7 avril 1876, *Charaux*; 9 novembre 1888, *Lampsin*.)

En cas de réclamation collective, si plusieurs taxes contre lesquelles il est réclamé sont supérieures à 30 francs, la réclamation n'est recevable que pour le premier signataire et pour ceux dont la cote est inférieure à 30 francs, qui auraient pu former leur réclamation sur papier libre. (*Conseil d'Etat, 22 février 1866, ville d'Estaires ; 23 novembre 1877, Fabre, Caloubié et autres ; 25 mars 1881, Ministre des travaux publics contre Greel, Barde et autres ; 1^{er} juillet 1887, syndicat du canal de Carpentras contre Requin et autres ; 14 juin 1890, Martin et Pourroy.*)

L'article 28 de la loi du 21 avril 1832 prescrit à tout contribuable qui se croit surtaxé de joindre à sa réclamation la quittance des termes échus de sa cotisation : doit-il en être de même pour les demandes en décharge des taxes de curage ?

A plusieurs reprises, la jurisprudence a décidé avec raison que cette pièce n'était pas nécessaire : la disposition de l'article 28, en effet, est corrélatrice à la division de la perception par douzièmes. Or, aucun texte de loi n'a étendu aux taxes de curage ce mode de recouvrement dont la raison se trouve dans la périodicité des dépenses que doivent couvrir les contributions directes ; les taxes de curage, au contraire, font face à des dépenses qui ne se reproduisent pas toujours à des intervalles réguliers et qui souvent doivent être acquittées sans aucun retard. Le

recouvrement, en est, par suite, opéré en une seule fois, sauf disposition contraire consacrée par les anciens règlements.

Dans ce dernier cas seulement, la production de la quittance des termes échus devrait être exigée. (*Conseil d'Etat, 28 juin 1869, syndicat de la rivière de l'Agly ; 6 août 1870, commune d'Orange.*)

Les demandes en décharge ou en réduction des taxes de curage, constituant des réclamations relatives à des taxes assimilées dont l'assiette n'est pas confiée à l'administration des contributions directes, doivent, en vertu de l'article 11 de la loi du 22 juillet 1889, être instruites devant le conseil de préfecture dans les formes prescrites par les articles 1 à 9 de la même loi.

C'est ainsi qu'au lieu d'être adressées au sous-préfet, les demandes doivent être déposées au greffe du conseil comme nous l'avons dit plus haut.

Un rapporteur est désigné auquel le dossier doit être transmis dans les 24 heures.

Dans les huit jours, le conseil de préfecture, réuni en chambre du conseil, règle la notification aux parties défenderesses des requêtes introductives d'instance.

Les parties peuvent prendre connaissance au greffe, mais sans déplacement, sauf autorisation du président, des pièces de l'affaire.

Avant la loi de 1889, conformément à l'article 29 de la loi du 21 avril 1832, les rapports des agents de l'administration proposant le rejet des demandes en décharge des taxes devaient être déposés à la sous-préfecture et les réclamants étaient invités à en prendre communication. (*Conseil d'Etat*, 24 juillet 1885, *Briau*.)

Lorsqu'il s'agit des taxes syndicales à l'assiette et au recouvrement desquelles l'administration des contributions directes est étrangère, les intéressés ne peuvent se faire un grief de ce que le directeur des contributions directes n'ait pas été appelé à donner son avis, l'art. 29 de la loi de 1832 n'étant pas applicable. (*Conseil d'Etat*, 22 août 1868, *O'Tard de la Grange et consorts*).

Les mémoires en défense et les répliques sont déposés au greffe et la communication en est ordonnée par le conseil de préfecture comme pour les requêtes introductives d'instance.

Lorsque l'affaire est en état d'être jugée, le rapporteur prépare un rapport qui est remis au secrétaire-greffier et transmis immédiatement par les soins de ce dernier au commissaire du gouvernement.

Lorsque la contestation porte sur des questions de fait, une expertise peut être demandée : est-elle obligatoire pour le conseil de préfecture ?

Avant la loi du 22 juillet 1889, la question ne faisait

pas de doute ; s'appuyant sur l'art. 29 de la loi du 21 avril 1832, la jurisprudence du Conseil d'Etat considérait l'expertise, lorsqu'elle était demandée, comme obligatoire dans toutes les contestations relatives aux taxes assimilées aux contributions directes, sans distinguer entre celles recouvrées par l'administration des contributions directes et celles soumises à un autre mode de recouvrement. (*Conseil d'Etat, 30 novembre 1883, Courot.*)

Il n'y avait d'exception que dans le cas où les circonstances de l'affaire rendaient l'expertise manifestement inutile et frustratoire, par exemple, s'il y avait une question de compétence ou de délai à résoudre, rendant inutile l'examen des questions de fait. (*Conseil d'Etat, 15 mars 1889, Perrin des Iles contre ville de Joinville.*)

L'article 11 de la loi du 22 juillet 1889 aurait supprimé ce caractère obligatoire, en prescrivant que les réclamations relatives aux taxes assimilées, dont l'assiette n'est pas confiée à cette administration, seraient dorénavant instruites dans les formes indiquées par les articles 1 à 9 de cette loi.

Ces articles, en effet, ne parlent pas d'expertise et le directeur général des contributions directes, dans une circulaire du 1^{er} janvier 1890, ainsi que le ministre des finances, dans l'instruction générale du 31 juillet de la même année, ont interprété cet article 11 comme ayant modifié

l'ancienne législation et supprimé la nécessité de l'expertise.

On s'appuie, pour soutenir cette opinion, sur cette considération que l'article 11 de la loi de 1889 n'a pu, dans ses paragraphes 1 et 4, employer le mot « instruites » dans deux sens opposés. Du moment qu'il est reconnu que le § 1^{er}, disant que les réclamations en matière de contributions directes continuent à être instruites comme par le passé, vise l'ancienne expertise et la maintient implicitement, on doit admettre que le § 4 pour les taxes assimilées, disant qu'elles sont instruites dans les formes fixées par les articles 1 à 9 de la loi, donne à ce mot la même portée générale et exclut dès lors l'expertise dont il n'est pas question dans les articles de loi précités.

On ajoute que la loi a maintenu expressément par l'article 13 la nécessité d'une expertise en matière de subventions spéciales pour dégradations extraordinaires aux chemins vicinaux, et que, ces subventions étant elles-mêmes des taxes assimilées, l'expertise a cessé, par voie de conséquence, d'être obligatoire pour celles de ces taxes que la loi n'a pas expressément rappelées.

Au premier argument, on peut répondre que les articles 1 à 9, auxquels renvoie l'article 11, sont placés dans le titre 1^{er} de la loi s'appliquant seulement à l'introduction des instances et aux mesures générales d'instruction; que

le renvoi de l'article 11 était nécessaire, puisque le décret du 12 juillet 1865, qui réglait anciennement la procédure pour les taxes assimilées non recouvrées par l'administration des contributions directes, était abrogé et que c'est dans le titre 2 de la loi qu'il est traité des expertises. Le législateur a lui-même limité la portée du mot « instruites » en l'appliquant à l'instruction prévue par les articles 1 à 9.

En second lieu, si un article distinct s'applique à l'expertise en matière de subventions spéciales, c'est parce que cette expertise, précédemment réglée par la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux, était modifiée quant aux conditions de la procédure.

D'autre part, au point de vue des principes généraux, l'obligation de l'expertise est une garantie pour les justiciables : avant la loi du 22 juillet 1889, elle existait dans cinq cas : il est admis, sans conteste, qu'elle subsiste dans quatre d'entre eux ; aurait-elle donc disparu uniquement pour le dernier ? Où serait le motif de cette suppression ? On n'en aperçoit pas et nous devons décider avec le Conseil d'Etat que l'expertise reste obligatoire dans les contestations qui s'élèvent, en matière de taxes de curage, lorsque les intéressés la demandent. (*Conseil d'Etat*, 2 décembre 1893, *Lambert et autres*). (Voir conclusions du commissaire du gouvernement, M. Le Vasseur de Précourt.)

Il est procédé à cette expertise dans les formes pres-

crites par l'arrêté du 24 floréal an VIII, art. 5 et 6 (1), et la loi du 29 décembre 1884, art. 5.

Chacune des parties désigne un expert; en cas de désaccord des experts, l'une des parties peut réclamer une tierce expertise.

Le tiers expert est désigné, sur simple requête de la partie la plus diligente et sans frais, par le juge de paix de canton; faisons remarquer en passant la singularité de l'intervention, dans cette circonstance, d'un magistrat de l'ordre judiciaire.

Le conseil de préfecture ne peut ni ordonner d'office la tierce expertise, ni choisir le tiers expert. (*Conseil d'Etat, 17 mai 1890, Callier.*)

Les frais d'expertise sont liquidés par le président du conseil de préfecture, sauf réclamation des experts ou des parties; ils sont répartis ou mis à la charge exclusive de l'une ou de l'autre des parties (art. 5, loi du 29 décembre 1884; art. 23 et 62, loi du 22 juillet 1889). (*Conseil d'Etat, 19 juin 1885, compagnie des chemins de fer Paris-Lyon et à la Méditerranée contre syndicat du Bas-Voreppe; 6 août 1887, Garène contre syndicat de Saint-Laurent de la Salanque; 31 janvier 1891, Ministre de l'agriculture contre Petit et Boniface Petit.*)

(1) Arrêté des Consuls du 24 floréal an VIII, relatif aux réclamations en matière de contributions.

(D) *A qui incombe le paiement des taxes dont décharge ou réduction est accordée? Dépens.* — Aucune disposition de loi ne s'occupe des conséquences des réductions ou des décharges accordées par le conseil de préfecture : sur qui retomberont les taxes dont sont exonérés les réclamants ?

On s'accorde à reconnaître que si l'Etat, le département ou la commune ont accordé une subvention pour procéder au curage, ce sont eux qui doivent supporter la dépense. Par leur intervention pécuniaire, ils sont supposés avoir pris à leur charge les frais auxquels donnera naissance la décision par laquelle l'autorité compétente reconnaîtra que tel ou tel propriétaire n'était pas tenu de contribuer aux travaux. (*Conseil d'Etat, 13 décembre 1872, département d'Ille-et-Vilaine.*)

Mais si personne n'est intervenu ? Il faut employer dans ce cas le moyen indiqué par la loi elle-même, recourir au rôle. En effet, qui doit payer les travaux ? Ce sont les propriétaires intéressés ; du moment que le conseil de préfecture a décidé que tel propriétaire n'était pas ou n'était que peu intéressé aux travaux ; qu'il ne devait rien payer ou seulement une partie de ce qui lui était réclamé, la contribution retombe naturellement sur les autres intéressés au curage ; c'est l'application rationnelle de la loi.

Lorsque le conseil de préfecture a jugé que les récla-

mants avaient droit au remboursement de la taxe qu'ils avaient payée, aucune disposition de loi ou de règlement n'autorise ces derniers à réclamer les intérêts des sommes qui leur sont restituées. (*Conseil d'Etat*, 15 mai 1857, *Robert*; 19 juin 1885, *C^{ie} P.-L.-M. contre syndicat du Bas-Voreppe*.)

Les réclamations des taxes de curage sont jugées sans frais, sauf en cas d'expertise :

« Considérant que les réclamations en matière de curage sont
« assimilées aux réclamations en matière de contributions
« directes; qu'elles ont lieu sans autres frais que ceux d'exter-
« tise ou de tierce expertise et que, dès lors, il n'y a pas lieu
« d'allouer de dépens. (*Conseil d'Etat*, 11 juillet 1879, *Cochois-
« Marcilly et consorts contre le syndicat de la haute Seine*; 9 juin
« 1894, *sieur Créquy et dame Lesur*.) »

(E) *Voies de recours*. — L'art. 24 de la loi de 1898, en attribuant compétence au conseil de préfecture pour les contestations que nous venons de voir, réserve le recours au Conseil d'Etat.

D'après les articles 57 et suivants de la loi du 22 juillet 1889, les arrêtés du conseil de préfecture peuvent être attaqués devant le Conseil d'Etat dans le délai de deux mois à dater de la notification lorsqu'ils sont contradictoires, et à dater de l'expiration du délai d'opposition lorsqu'ils ont été rendus par défaut.

Avant 1889, le délai du recours était de trois mois. (*Conseil d'Etat*, 19 novembre 1886, *Nau* ; 17 mai 1890, *Quessada*.) (Art. 11 du décret du 22 juillet 1806 contenant règlement sur les affaires contentieuses portées au Conseil d'Etat.)

Aux termes de l'article 61 de la loi de 1889, le recours peut avoir lieu sans frais et sans l'intervention d'un avocat au Conseil d'Etat.

Toutefois l'exemption du droit de timbre n'est applicable que lorsque la cote est moindre de trente francs.

Sous l'empire de la loi de 1832 (art. 30), les recours étaient transmis au gouvernement par l'intermédiaire du préfet, sans frais. (*Conseil d'Etat*, 24 novembre 1859, *Fournet-Brunot*.)

L'article 61 porte que le recours peut être déposé, soit au secrétariat général du Conseil d'Etat, soit à la préfecture, soit à la sous-préfecture. Dans ces deux derniers cas, il est marqué d'un timbre qui indique la date de l'arrivée ; le préfet le transmet au secrétariat général du Conseil d'Etat.

Lorsque les requérants ont des intérêts personnels et distincts, ils doivent se pourvoir individuellement et non par une requête collective ; si le recours est collectif, il n'est valable que pour le premier signataire. (*Conseil d'Etat*, 30 janvier 1892, *Signobos*, *Léon*, *Figon et autres* ;

21 mai 1892, *Vrignonneau et autres contre syndicat de l'Aiguillon.*)

De même lorsque l'administration se pourvoit par un seul et même acte contre deux propriétaires ayant des intérêts distincts, le recours n'est recevable qu'à l'égard du premier dénommé. (*Conseil d'Etat*, 8 novembre 1890, *Ministre de l'agriculture contre Rey et Lafargue* ; 14 mai 1892, *ministère de l'agriculture contre dames Fayes de Pontis et Lorsa.*)

Outre le recours au Conseil d'Etat, il existe contre les arrêtés du conseil de préfecture deux autres voies de recours :

1° L'opposition, possible contre les arrêtés non contradictoires, dans le délai d'un mois à dater de la notification qui en est faite à la partie (articles 52 et suivants, loi du 22 juillet 1889) ;

2° La tierce opposition, voie de recours extraordinaire ouverte aux tiers auxquels l'arrêté préjudicie et qui n'ont été ni parties, ni représentées à l'arrêté. (*Conseil d'Etat*, 13 décembre 1872, *département d'Ille-et-Vilaine* ; 8 décembre 1893, *Taffin de Tilquè.*)

La tierce opposition n'est soumise par la loi à aucun délai : elle peut être exercée pendant trente ans à partir du jour du prononcé de l'arrêté (art. 56, loi du 22 juillet 1889).

Tribunaux civils. — 42. La juridiction des tribunaux civils, très étendue sous l'empire de la loi du 14 floréal an XI, sera dorénavant d'une application très restreinte : outre les conventions privées qui interviendront à l'occasion de curages et pour lesquelles elle restera compétente, elle n'aura guère à juger que les contestations relatives aux poursuites judiciaires.

Nous avons vu à l'occasion du recouvrement des taxes qu'il fallait distinguer les poursuites administratives des poursuites judiciaires.

Les premières, qui comprennent la sommation avec frais et la contrainte, sont jugées, dans la forme et au fond, par le conseil de préfecture ; pour les secondes (commandement, saisie et vente), la validité intrinsèque des actes de procédure est de la compétence de l'autorité judiciaire ; les difficultés relatives aux causes des poursuites (exigibilité, montant de la taxe, etc.) restent au conseil de préfecture.

SECTION VIII

POUVOIRS DES MAIRES EN MATIÈRE DE CURAGE

Pouvoirs des maires en matière de curage. — 43. La police des cours d'eau non navigables ni flottables et le soin d'en assurer la conservation appartenant exclusivement à l'autorité préfectorale, il en résulte qu'un maire ne peut jamais prescrire le curage d'un cours d'eau dans la traversée de sa commune, à moins qu'il n'agisse en vertu d'une délégation spéciale du préfet. (*Conseil d'Etat*, 23 janvier 1858, *Ministre des travaux publics contre Génin et autres* ; 24 avril 1865, *Chauveau*), ou que des circonstances urgentes exigent des mesures de police immédiates. (*Cassation*, 30 juin 1891, *Descours et autres contre ville de Saint-Etienne*.)

La jurisprudence considère comme irrégulièrement prise la délégation générale et permanente donnée aux maires par le préfet de faire procéder chaque année dans les communes au curage des rivières. (*Conseil d'Etat*, 14 février 1896, *Jullien, Bicheron et Jourdan*).

Le maire ne peut intervenir de son chef que pour prévenir ou réparer les désastres des inondations ou pourvoir aux intérêts de la salubrité publique. (Lois des 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13 ; loi du 5 avril 1884, art. 91, 97).

Par exemple, si les riverains d'un fossé y laissent accumuler des matières pouvant donner naissance à des émanations insalubres, ou s'ils y ont élevé des constructions nuisibles, le maire peut en prescrire l'enlèvement. (*Conseil d'Etat*, 13 août 1867, *Quillet*). Tous les arrêtés municipaux pris pour d'autres motifs seraient entachés d'excès de pouvoir et partant d'illégalité.

Les arrêtés pris par le maire dans les conditions indiquées doivent avoir un caractère spécial et temporaire ; ce sont des actes d'administration pure, pris dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, et dont il appartient au préfet de prononcer l'annulation ou de suspendre l'exécution. (Loi du 5 avril 1884, art. 95, 96).

L'infraction à un arrêté de police municipale concernant le curage immédiat d'un ruisseau ne constitue pas une contravention de voirie de la compétence de la juridiction administrative ; l'art. 471, § 5 du Code pénal est seul applicable. (*Conseil d'Etat*, 17 juillet 1885, *Simon*.)

Le maire qui, sur l'invitation du préfet, fait procéder au curage d'une rivière non navigable ni flottable, agit comme agent de l'administration et non comme représentant

de la commune ; par suite, les frais des travaux de curage ainsi exécutés d'office n'ont pas le caractère d'une dépense communale, bien que la commune en ait fait l'avance, et celle-ci est, dès lors, sans qualité pour déférer au Conseil d'Etat l'arrêté du conseil de préfecture qui a accordé à un riverain décharge des taxes qui lui avaient été imposées pour sa part dans la dépense (17 avril 1877, *commune d'Ambarès*).

Dans la même hypothèse, la commune est sans qualité pour poursuivre contre les riverains devant le conseil de préfecture le recouvrement de la taxe représentant la dépense des travaux. (*Conseil d'Etat*, 11 juin 1886, *commune de Vensat contre sieur Machebœuf*.)

Le conseil de préfecture est incompétent pour connaître des difficultés relatives au recouvrement d'une somme réclamée aux riverains en vertu, non d'un rôle de répartition, mais d'un état dressé par le maire en conformité de l'art. 154 de la loi du 5 avril 1884 ; effectué dans ces conditions, le recouvrement n'est pas fait comme en matière de contributions directes. (*Conseil d'Etat*, 26 mars 1886, *dame veuve Michaut* ; 14 février 1896, *Jullien, Bicheron et Jourdan*.)

CHAPITRE DEUXIÈME

Associations syndicales instituées
en vue du curage

SECTION I

HISTORIQUE DE L'APPLICATION DE CES ASSOCIATIONS AU CURAGE

Avant 1807. — 44. Nous avons vu que l'article 20 de la loi du 8 avril 1898 prescrivait, à défaut d'anciens règlements ou d'usages locaux ou lorsque les changements survenus exigeaient des dispositions nouvelles, de recourir à la formation d'associations syndicales conformément aux lois des 21 juin 1865 et 22 décembre 1888.

Nous avons réservé nos explications sur ce point en raison de l'organisation spéciale de ces associations et en vue d'éviter une digression trop longue.

Une association syndicale consiste dans la réunion d'un certain nombre de propriétaires intéressés à un travail d'utilité collective.

La loi du 14 floréal an XI ne parlait pas de ces associations ; elle s'était contentée de déléguer à des règlements d'administration publique le soin de suppléer à l'insuffisance ou aux difficultés nées des anciens règlements ou des usages locaux.

De 1807 à 1852. — 45. La loi du 16 septembre 1807, dans ses dispositions relatives au dessèchement des marais, avait prévu la création de syndicats, tant pour défendre les intérêts des propriétaires contre l'administration ou les concessionnaires chargés d'exécuter les travaux de dessèchement que pour veiller à l'entretien de ces travaux après leur achèvement.

Les articles 33 et 34 de cette loi appliquaient le même procédé aux travaux d'endiguement contre la mer, les fleuves, rivières et torrents ainsi qu'au curage des canaux qui sont en même temps de navigation et de dessèchement.

L'analogie de ces dernières dispositions avec le curage des rivières non navigables ni flottables et l'entretien des digues qui y correspondent conduisit à établir également des syndicats pour l'application de la loi du 14 floréal an XI.

L'administration fit d'abord appel, pour l'exécution des travaux de curage, au concours des municipalités. (Circulaire ministérielle du 10 décembre 1837.) Puis elle jugea préférable de confier la direction des travaux et la répartition des dépenses à des administrateurs spéciaux, choisis parmi les intéressés.

« Une mesure qui favoriserait sans doute beaucoup le redressement des cours d'eau, et en général l'opération du curage,

« — dit une circulaire ministérielle du 18 mars 1839, — serait
 « la formation de syndicats entre les propriétaires intéressés ;
 « aussi ne saurais-je trop vous inviter à employer vos efforts
 « assidus pour conseiller cette création.

« Ces syndics, au nombre de 3 ou 5 pour chaque cours d'eau,
 « seraient désignés par les propriétaires et nommés par vous
 « sur le vu d'une liste triple, et après avoir pris l'avis du sous-
 « préfet. Ces syndics seraient choisis parmi les plus imposés, à
 « raison des terrains à assainir. Ils diviseraient en deux ou trois
 « classes les terrains qui profiteraient du curage ; ils assigne-
 « raient à chacune de ces classes le montant proportionnel de
 « leur contribution dans les travaux. Cette répartition vous
 « serait soumise ainsi que l'avis du sous-préfet. Enfin, la mesure
 « entière du curage s'exécuterait par l'action des syndics ; vous
 « vous borneriez à la surveiller et à rendre les rôles exécutoires.
 « Le conseil de préfecture serait le juge légitime des réclama-
 « tions contre les erreurs possibles.

« Cette institution est d'une grande simplicité ; elle est très
 « favorable aux intérêts privés, qui se règlent ainsi entre eux et
 « en famille, pour ainsi dire. » (Circulaire du Ministre de l'in-
 « térieur du 18 mars 1839 ; curage des petits cours d'eau.)

Mais la formation de ces syndicats, qu'on essayait d'ob-
 tenir par voie de conseil, devint bientôt obligatoire ; le
 syndicat était institué d'office par l'administration, et la
 nomination des syndics exclusivement réservée aux préfets.

La jurisprudence du Conseil d'Etat avait, du reste,

étendu aux syndicats établis en vue du curage des cours d'eau non navigables la règle posée par les articles 8 et 26 de la loi du 16 septembre 1807 pour les syndicats forcés relatifs aux travaux de dessèchement et d'endiguement : tous, sans distinction, devaient être établis par des actes du chef de l'Etat. Le décret devait être rendu, à peine de nullité, dans la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire sur l'avis de l'assemblée générale du Conseil d'Etat. (*Conseil d'Etat, 20 janvier 1843, Bourmizien, Dubourg et consorts.*)

De 1852 à 1865. — 46. Une modification fut apportée à ce système par le décret du 25 mars 1852 (n° 5 du tableau D).

Aux termes de ce décret, le préfet n'est plus obligé de recourir au gouvernement pour réunir en association forcée les propriétaires intéressés au curage, que ces intéressés aient ou non donné leur consentement, à la différence des syndicats créés en vue des travaux d'endiguement prévus au n° 6, qui ne pouvaient être institués par le préfet que si les propriétaires étaient d'accord pour l'exécution des travaux et la répartition des dépenses.

Cette différence peut s'expliquer par la raison que les travaux de curage des cours d'eau non navigables entraînent ordinairement beaucoup moins de dépenses que les travaux d'endiguement à la mer, etc.

Toutefois, le préfet ne pouvait user de son droit pour les syndicats de curage qu'en présence d'anciens règlements ou d'usages locaux ; s'il s'agissait de travaux d'amélioration, ou de dispositions nouvelles, l'accord entre les intéressés devenait nécessaire. (*Conseil d'Etat*, 21 mars 1879, *Adam, Lescaïl, Belval et autres.*)

La constitution intérieure et le fonctionnement de ces associations forcées n'étaient prévus par aucun texte ; ils faisaient l'objet des dispositions de l'acte qui les créait.

Les associations syndicales devenant de plus en plus nombreuses, le législateur crut devoir s'en préoccuper pour donner à leurs règles plus de fixité et y apporter certaines modifications.

Ce fut le but de la loi du 21 juin 1865 sur les associations syndicales que vint modifier une loi du 22 décembre 1888.

SECTION II

LOIS DES 21 JUIN 1865 ET 22 DÉCEMBRE 1888

Origine des prescriptions contenues dans l'article 20 de la loi de 1898. — Associations forcées. — 47. C'est à ces deux lois de 1865 et de 1888 que renvoie l'article 20 de la loi de 1898.

Cette prescription de l'article 20 n'est que la consécration législative de la procédure suivie par l'administration dans l'interprétation de l'article 26 de la loi de 1865.

« La loi du 16 décembre 1807 et celle du 14 floréal an XI, « dit cet article que nous avons déjà cité, continueront à recevoir leur exécution à défaut de formation d'associations libres « ou autorisées, lorsqu'il s'agira de travaux spécifiés aux numéros 1, 2 et 3 de l'article 1^{er} de la présente loi. »

Ainsi, lorsqu'une association libre ou autorisée s'était constituée pour l'exécution des travaux nécessaires, la loi de 1865 excluait l'application de la loi de l'an XI.

Mais on s'était demandé, en présence des termes généraux de cet article 26, s'il fallait nécessairement et dans

tous les cas faire précéder les opérations de curage d'une tentative dans le but de constituer une de ces associations.

Une circulaire du Ministre des travaux publics, en date du 13 décembre 1878, avait résumé et confirmé en ces termes la pratique qui s'était établie sur cette question :

« Tout curage doit-il être précédé d'une tentative faite pour organiser une association libre ou autorisée ?

« Assurément, ce serait aller au-delà des intentions du législateur. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la grande majorité des travaux de curage se fait par application de l'article 1^{er} de la loi du 14 floréal an XI, de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux. Ce qu'a voulu la loi du 21 juin 1865, c'est encourager l'initiative individuelle des propriétaires et provoquer l'esprit d'association ; mais elle n'a pas entendu, ainsi que l'explique la circulaire du 12 août 1865, enlever au gouvernement le pouvoir dont il est investi par la législation actuelle, et par conséquent elle n'a porté aucune atteinte aux anciens usages, aux anciens règlements, lorsque ceux-ci donnent des résultats utiles et incontestés. La véritable portée de l'article 26 de cette loi trouve son interprétation dans l'article 2 de la loi du 14 floréal an XI : c'est avant d'avoir recours à l'émission du règlement d'administration publique dont il est question dans cet article qu'il doit être fait une tentative pour constituer une association libre ou autorisée, suivant la procédure déterminée par la loi de 1865. »

C'est cette interprétation qu'a consacrée d'une façon formelle notre article 20, dont une autre conséquence est la suppression presque complète des associations forcées que l'article 26 de la loi de 1865 avait implicitement maintenues. (Arg. des termes généraux de cet article et des explications fournies par les commissaires du gouvernement.)

A défaut de réunion des propriétaires intéressés en association syndicale libre ou autorisée, l'administration avait, en effet, conservé après 1865 les moyens d'action dont elle disposait antérieurement.

Elle avait gardé le droit de constituer un syndicat d'office, soit par arrêté préfectoral, pour l'application des anciens règlements ou des usages locaux, soit par règlement d'administration publique, pour les travaux de curage à exécuter en vertu de dispositions nouvelles, ainsi que pour les travaux d'amélioration.

La constitution de syndicats forcés pour l'application des anciens règlements est encore possible aujourd'hui ; aucune disposition de la nouvelle loi ne la proscrit directement ni indirectement ; mais disons de suite qu'elle ne serait en pratique qu'une complication inutile puisque les conditions générales d'exécution des travaux et la répartition des dépenses sont déjà déterminées par les dispositions restées en vigueur ; aussi n'est-ce que très rarement qu'on y aura recours.

Quant aux associations forcées instituées en vue de dispositions nouvelles ou de travaux d'amélioration, leur abrogation résulte implicitement des articles 20 et 21 de la loi de 1898 : des dispositions nouvelles sont-elles nécessaires ? tentez la constitution d'une association libre ou autorisée ; vous n'y parvenez pas ? dans ce cas, vous devez recourir à un décret délibéré en Conseil d'Etat qui réglera le mode d'exécution des travaux, déterminera la zone de propriétaires intéressés, etc., etc. (Articles 21 et 22.)

Associations libres. — 48. Après avoir indiqué quels travaux peuvent être l'objet d'une association syndicale, et parmi lesquels se trouvent au n° 2, les travaux de curage, approfondissement, redressement et régularisation des canaux et cours d'eau non navigables ni flottables et des canaux de dessèchement et d'irrigation, la loi de 1865 institue deux catégories d'associations : les associations libres et les associations autorisées.

C'est à défaut de la constitution d'une de ces associations que l'article 21 de la loi de 1898 prescrit de recourir à un décret rendu en Conseil d'Etat.

Les associations libres ne se forment que par le consentement unanime des intéressés ; l'administration n'intervient pas dans leur constitution ; leur seul privilège est de jouir de la personnalité civile.

Elles peuvent, à ce titre, ester en justice par leurs

syndics, vendre, échanger, transiger, emprunter et hypothéquer.

Elles peuvent entreprendre tous les travaux énumérés dans l'article 1^{er} de la loi de 1865.

Le consentement unanime des associés doit être constaté par écrit, c'est-à-dire par acte notarié ou par un simple acte sous seing privé. (Circulaire ministérielle du 12 août 1865 sur l'application de la loi du 21 juin 1865 ; ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics). (*Conseil d'Etat, 2 mai 1891, dame Balsa.*)

L'acte d'association spécifie le but de l'entreprise, règle le mode d'administration de la société et fixe les limites du mandat confié aux administrateurs ou syndics ; il détermine les voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense, ainsi que le mode de recouvrement des cotisations (article 5).

La constitution volontaire des associations syndicales rencontrait autrefois une difficulté dans les formalités qui nécessitait l'adhésion des incapables ; l'article 4 de la loi de 1865, empruntant le système établi par l'article 13 de la loi du 3 mai 1841 pour les cessions amiables, dispose que l'adhésion à une association syndicale est valablement donnée par les tuteurs, par les envoyés en possession provisoire et par tout représentant légal pour les biens des mineurs, des interdits, des absents et autres incapables,

après autorisation du tribunal de la situation des biens, donnée sur simple requête en la chambre du conseil, le ministère public entendu. Il ajoute que cette disposition est applicable aux immeubles dotaux et aux majorats.

Dans la loi de 1841, c'est le tribunal du domicile des parties qui statue ; dans la loi de 1865, c'est le tribunal de la situation des biens ; cette différence qui, à première vue, peut sembler singulière, s'explique aisément : en matière d'expropriation, l'acte de l'autorité publique qui a été rendu ne permet pas la discussion ; la décision du tribunal n'est qu'une simple formalité. Ici, au contraire, quand il s'agit d'adhérer à une association syndicale, il faut peser les avantages et les inconvénients du projet de travail ; il a paru que le tribunal de la situation des biens était mieux placé que le tribunal du domicile des parties pour apprécier l'utilité de l'opération et prendre une décision éclairée.

Dans l'intérêt des tiers auxquels il importe de savoir quels sont les propriétaires engagés dans l'association, quelles sont leurs charges et celles de leurs immeubles, l'article 6 prescrit la publication dans un journal de l'arrondissement, d'un extrait de l'acte d'association, dans le délai d'un mois à partir de sa date. Insertion doit également en être faite dans le *Recueil des actes administratifs* de la préfecture.

La sanction de cette formalité se trouve dans l'article 7 : le défaut de publication empêche l'association de jouir de la personnalité civile, sans que les associés puissent se prévaloir de cette omission envers les tiers.

L'administration et les conditions de fonctionnement de l'association sont réglées par l'acte constitutif ; les dispositions qui fixent ces points s'inspirent généralement de l'organisation des associations autorisées.

Ces associations libres jouissent, nous l'avons dit, de la personnalité civile : c'est un privilège important ; mais elles n'en conservent pas moins leur caractère de sociétés privées. Ainsi, soit pour le recouvrement des cotisations, soit pour le jugement des contestations relatives à la répartition et à la perception des taxes, soit pour l'établissement des servitudes ou l'acquisition des terrains, elles restent placées sous le régime du droit commun, et ne disposent d'aucun des moyens d'action que peut conférer l'intervention de l'autorité publique.

C'est pourquoi la loi leur a permis de se transformer, en vue d'acquérir les privilèges attachés à l'intervention dont nous venons de parler.

En vertu de l'article 8, les associations libres peuvent, sur leur demande, être converties en associations autorisées ; elles jouissent dès lors des avantages accordés à ces associations.

Pour cette transformation, le consentement unanime des intéressés n'est plus nécessaire ; il suffit d'une délibération prise par l'assemblée générale conformément à l'article 12, c'est-à-dire à la majorité des intéressés représentant au moins les deux tiers de la superficie des terrains, ou par les deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie, sauf, toutefois, les dispositions contraires qui pourraient résulter de l'acte d'association.

Associations autorisées. — 49. A la différence des associations syndicales libres, le caractère propre des associations autorisées est qu'elles se forment par le consentement de la majorité des propriétaires intéressés avec l'approbation de l'administration ; quand l'accord est établi entre la majorité des intéressés et l'administration, la minorité doit céder.

La raison de ce pouvoir de coaction se trouve dans le caractère d'utilité publique des travaux à entreprendre.

La loi de 1865, distinguant les travaux qui ont pour objet de protéger les propriétés contre les dommages auxquels elles sont exposées de ceux qui n'avaient pour but que d'accroître la valeur de propriétés déjà placées dans des conditions normales, n'attribuait le caractère d'utilité publique qu'aux travaux de la première catégorie et pour ceux-là seulement elle donnait à la majorité des intéressés le droit de coercition.

On a reconnu cependant que des travaux de simple amélioration pouvaient présenter une certaine utilité publique : ces travaux devaient trouver de sérieux avantages à faire l'objet d'associations syndicales autorisées : aussi la loi du 22 décembre 1888 a-t-elle décidé que tous les travaux qu'elle énumère pouvaient faire l'objet d'une association autorisée en maintenant pour les travaux présentant par eux-mêmes un caractère d'utilité publique les conditions de majorité exigées par la loi de 1865, et en exigeant pour les travaux d'amélioration une déclaration préalable d'utilité publique, par décret rendu en Conseil d'Etat, et l'obligation d'une majorité plus considérable que celle de la loi de 1865.

Les travaux de curage, compris dans la première catégorie sous l'empire de la loi de 1865, y sont restés d'après la loi de 1888, et les travaux d'approfondissement, de redressement et de régularisation, qu'on pourrait considérer comme des travaux d'amélioration, ont toujours été assimilés aux travaux proprement dits du curage dont ils sont un complément nécessaire ; mais sous l'empire de la loi de 1865, ces opérations nouvelles ne pouvaient être autorisées que par un décret impérial rendu en Conseil d'Etat.

S'il n'existe pas d'association libre, c'est à la formation d'une association autorisée que le préfet doit essayer d'aboutir.

La procédure à suivre nous est indiquée par les lois de 1865 et de 1888 et par un règlement d'administration publique rendu, en exécution de l'article 27 de cette dernière, le 9 mars 1894.

Ce décret résout de nombreuses questions relatives au fonctionnement des associations dans le détail duquel les lois de 1865 et de 1888 n'avaient pu entrer.

Une circulaire ministérielle du 12 août 1865 avait déjà fixé certains points de la loi de 1865 qui auraient pu donner lieu à des interprétations diverses.

Nous allons indiquer rapidement et sans les commenter les diverses dispositions contenues dans les documents que nous venons d'énumérer.

(A) *Constitution.* — Les propriétaires intéressés peuvent être réunis en association syndicale autorisée soit sur la demande d'un ou de plusieurs d'entre eux, soit sur l'initiative du maire ou du préfet. (article 9 de la loi de 1865, modifié par l'article 3 de la loi de 1888).

Les intéressés ou le préfet font dresser un avant-projet des travaux avec plans et devis à l'appui. Le plan indique le périmètre des terrains intéressés : il est accompagné de l'état des propriétaires de chaque parcelle.

Les plans sont dressés soit par les ingénieurs des ponts et chaussées, soit par d'autres hommes de l'art : ne voulant

pas constituer un monopole au profit des ingénieurs, c'est avec intention que la loi est restée muette sur ce point.

Le projet d'acte d'association doit déterminer le siège de l'association, le but de l'entreprise et les voies et moyens nécessaires pour subvenir à la dépense, le minimum d'étendue de terrain ou d'intérêt qui donne à chaque propriétaire le droit de faire partie de l'assemblée générale des intéressés, le maximum de voix à attribuer à un même propriétaire ou à chaque usinier et le maximum de voix attribué aux usiniers réunis, le nombre de mandats dont un même fondé de pouvoirs peut être porteur aux assemblées générales, le nombre des syndics à nommer, leur répartition, s'il y a lieu, entre les diverses catégories d'intéressés et la durée de leurs fonctions, les conditions de l'éligibilité des syndics et les règles relatives au renouvellement du syndicat, le chiffre maximum des emprunts qui peuvent être votés par le syndicat, l'époque de la réunion annuelle de l'assemblée générale des associés.

Ce projet avec les diverses pièces qui l'accompagnent doit être soumis à une enquête de 20 jours dans les communes intéressées.

L'arrêté préfectoral qui ordonne l'ouverture de l'enquête désigne la mairie dans laquelle seront déposées les pièces.

Avis de ce dépôt est donné à son de trompe ou de caisse, l'arrêté du préfet est affiché dans toutes les communes.

Indépendamment de ces publications, dans les cinq jours qui suivent l'ouverture de l'enquête, notification du dépôt des pièces est faite par voie administrative à chacun des propriétaires dont les terrains sont compris dans le périmètre intéressé aux travaux ; l'acte de notification invite les propriétaires à déclarer s'ils consentent à concourir à l'entreprise.

Un registre est déposé dans chaque mairie, destiné à recevoir les observations des propriétaires ou de tous autres intéressés.

A l'expiration de l'enquête, un commissaire, qui ne doit avoir aucun intérêt personnel à l'opération projetée et qui est désigné par l'arrêté du préfet, reçoit, pendant trois jours consécutifs, à la mairie de la commune désignée par le préfet et aux heures indiquées par lui, les déclarations des intéressés sur l'utilité des travaux.

Après avoir clos et signé le registre de ces déclarations, le commissaire le transmet immédiatement au préfet avec son avis motivé et avec les autres pièces de l'instruction qui ont servi de base à l'enquête.

Les formalités de l'enquête doivent être certifiées par le maire de chaque commune.

Les formes de cette enquête étaient fixées autrefois par le décret portant règlement d'administration publique du 17 novembre 1865, rendu en exécution de l'article 10 de

la loi du 21 juin 1865 ; ce décret a été formellement abrogé par celui du 9 mars 1894 (article 75).

Si le périmètre de l'association doit s'étendre sur plusieurs départements, le préfet compétent pour diriger l'instruction est celui du département où a été provisoirement fixé le siège de l'association.

L'autorisation est délivrée par celui du département où doit se trouver le siège définitif. Les préfets des autres départements intéressés sont appelés à faire savoir s'ils donnent leur assentiment à la constitution de l'association. (Article 10, loi du 21 juin 1865 ; circulaire ministérielle du 12 août 1865 ; articles 6 et 7 du décret portant règlement d'administration publique du 9 mars 1894.)

Après l'enquête, les propriétaires qui sont présumés devoir profiter des travaux sont convoqués en assemblée générale par le préfet qui nomme le président, sans être tenu de le choisir parmi les membres de l'assemblée.

On a pensé qu'un homme impartial pouvait, dans certains cas, être mieux placé qu'un intéressé pour amener les propriétaires à un accord.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 22 décembre 1888, dans le cas où la commune ne figure pas parmi les propriétaires présumés intéressés, le maire, sur l'initiative de qui l'association syndicale a été constituée, a néanmoins entrée à l'assemblée générale, mais avec voix consultative

seulement. Le même droit appartient au préfet qui a pris l'initiative, si l'Etat ou le département ne figure pas parmi les propriétaires présumés intéressés. Le préfet et le maire peuvent se faire représenter à l'assemblée générale.

Dans son arrêté de convocation, le préfet désigne les lieu, jour et heure de la réunion.

Ampliation de cet arrêté est adressée au maire de chacune des communes intéressées pour être, huit jours au moins avant la date de la réunion, publiée à son de trompe ou de caisse et affichée ; l'arrêté est, en outre, notifié à chaque propriétaire.

Un procès-verbal de l'assemblée doit être dressé, qui constate le nombre des intéressés et celui des présents. Il indique, en outre, avec le résultat de la délibération : le vote nominal de chaque intéressé ; l'acquiescement donné en conformité de l'article 4 de la loi par les tuteurs, par les envoyés en possession et par tout représentant légal pour les biens des mineurs, des interdits, des absents et autres incapables ; la date des jugements qui ont autorisé cet acquiescement et celle des décisions ou délibérations qui contiennent l'adhésion de l'Etat, du département, des communes et des établissements publics.

« Pourront adhérer à une association syndicale, les préfets
« pour les biens des départements, s'ils y sont autorisés par
« délibération du conseil général ; les maires ou administra-

« teurs pour les biens des communes ou des établissements
« publics, s'ils y sont autorisés par délibération du conseil
« municipal ou du conseil d'administration ; pour les biens de
« l'Etat le Ministre des finances. » (Article 4 de la loi du 21 juin
1865 modifié par l'article 2 de la loi du 22 décembre 1888 .

Le procès-verbal est signé par les membres présents et mentionne l'adhésion de ceux qui ne savent pas signer.

Les adhésions données par écrit avant la clôture de l'assemblée générale y sont également constatées et y restent annexées.

Le procès-verbal est transmis au préfet avec toutes les pièces qui l'accompagnent. (Article 11, loi de 1865 ; articles 8 et 9, règlement 9 mars 1894).

Cette délibération peut avoir deux résultats opposés :

1^o Elle peut ne pas amener la constitution d'une majorité décidée à entreprendre les travaux soumis à l'enquête : c'est alors que doit intervenir le décret délibéré en Conseil d'Etat prévu par l'article 21 de la loi de 1898. Ce décret qui doit être précédé d'une enquête et d'une instruction à déterminer par un règlement d'administration publique, règle le mode d'exécution des travaux, détermine la zone dans laquelle les propriétaires intéressés, riverains ou non riverains et usiniers peuvent être appelés à y contribuer, et arrête, s'il y a lieu, les bases générales de la répartition de la dépense d'après le degré d'intérêt de chacun à l'exé-

cution des travaux. (Articles 21 et 22, loi du 8 avril 1898) ;

2° Il peut se former une majorité qui consente à l'exécution des travaux.

Cette majorité dont les conditions sont déterminées par l'article 12 de la loi de 1865-1888 doit représenter les deux tiers au moins de la superficie des terrains ou se composer des deux tiers des intéressés représentant plus de la moitié de la superficie.

Le préfet peut, selon le cas, autoriser l'association ou refuser son autorisation.

L'arrêté préfectoral et, en cas d'autorisation, un extrait de l'acte d'association, sont affichés dans les communes de la situation des biens et insérés dans le *Recueil des actes de la préfecture*.

L'article 12 du règlement du 9 mars 1894 prescrit cet affichage dans un délai de quinze jours à partir de la date de l'arrêté ; l'accomplissement de cette formalité est certifié par le maire de chaque commune.

Si le préfet autorise l'association, les propriétaires dissidents et les tiers intéressés qui prétendent que les travaux sont inutiles ou dangereux, peuvent déférer l'arrêté préfectoral au Ministre des travaux publics dans le délai d'un mois à partir de l'affichage. Le recours est déposé à la préfecture et transmis avec le dossier au Ministre dans

le délai de quinze jours. Il est statué par décret rendu en Conseil d'Etat. (Article 13, loi de 1865.)

Si le préfet refuse l'autorisation, le même recours existe en faveur de ceux qui avaient pris l'initiative du projet et de tous autres intéressés.

La loi de 1865 a voulu accorder aux propriétaires dissidents une faculté plus considérable, et, pour certains travaux limitativement énumérés, l'article 14 porte que les propriétaires qui n'auront pas adhéré au projet d'association pourront, dans le délai d'un mois déterminé plus haut, déclarer à la préfecture qu'ils entendent délaissier, moyennant indemnité, les terrains leur appartenant et compris dans le périmètre.

Mais cette faculté de délaissement ne s'applique pas aux travaux de curage ; malgré une discussion assez vive, le législateur a considéré ces travaux comme tellement nécessaires qu'il n'a pas cru possible de les laisser entraver par l'exercice de ce droit.

L'article 17 de la loi de 1865 renferme une dernière règle relative à la constitution des associations autorisées. Nul propriétaire compris dans l'association ne pourra, après le délai de quatre mois à partir de la notification du premier rôle des taxes qui doivent être imposées aux intéressés pour le paiement des travaux, contester sa qualité d'associé ou la validité de l'association. (*Conseil d'Etat*,

12 juillet 1882, *héritiers Pagès, sieurs Fitteau et autres* ;
 6 août 1886, *sieur et dame France* ; 14 juin 1890, *Martin
 et Pourroy* ; 9 juin 1894, *sieur Créquy et dame Lesur*.)

Aux termes de l'article 20 du règlement du 9 mars 1894, le préfet nomme, parmi les membres de l'association, un administrateur provisoire chargé de convoquer la première assemblée générale.

Telles sont les règles suivant lesquelles une association autorisée peut se constituer.

(B) *Administration*. — Voyons maintenant, son fonctionnement et son administration.

Les organes administratifs de l'association sont l'assemblée générale, le syndicat et le directeur.

1^o ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'article 20 de la loi de 1865 pose la base de la constitution de l'assemblée générale : tous les propriétaires n'en font pas partie, car il a fallu proportionner la représentation à l'intérêt engagé ; c'est pourquoi l'acte d'association doit déterminer le minimum d'intérêt qui donne le droit à chaque propriétaire de faire partie de l'assemblée générale, et le maximum de voix attribué à un même propriétaire, ainsi que le nombre de voix attaché à chaque usine, d'après son importance, et le maximum de voix attribué aux usiniers réunis.

Les propriétaires des parcelles inférieures au minimum fixé peuvent se réunir pour se faire représenter à l'assemblée générale par un ou plusieurs d'entre eux, en nombre égal au nombre de fois que le minimum d'intérêt se trouve compris dans leurs parcelles réunies. (Article 20, loi de 1865.)

Chaque propriétaire de terrains ou de bâtiments a droit à autant de voix qu'il possède de fois le minimum de superficie ou qu'il paye de fois le minimum de contributions auquel l'acte d'association attache le droit de prendre part aux assemblées, sans pouvoir, toutefois, dépasser le maximum fixé. (Article 24 du règlement.)

L'assemblée générale se compose donc de tous les propriétaires remplissant les conditions que nous venons d'énumérer.

Une revision annuelle est faite par les soins du directeur de la liste des membres de l'assemblée générale. (Article 23 du règlement.)

Les propriétaires appelés à participer aux assemblées peuvent s'y faire représenter par des fondés de pouvoir, sans que le même fondé de pouvoir puisse disposer d'un nombre de voix supérieur au maximum admis pour un seul propriétaire.

Les fondés de pouvoir doivent être eux-mêmes membres de l'association, à l'exception de ceux qui sont fermiers,

locataires, métayers ou régisseurs de leurs mandants. (Art. 25, règlement du 9 mars 1894.)

Les convocations sont faites par le directeur quinze jours au moins avant la réunion : 1^o collectivement dans chacune des communes intéressées au moyen de publications ou d'affiches ; 2^o individuellement au moyen de lettres d'avis envoyées à chaque membre de l'assemblée. Le préfet doit être immédiatement avisé de la convocation. (Art. 26. — *Conseil d'Etat, 12 février 1892, Garène.*)

L'assemblée générale se réunit annuellement en assemblée ordinaire à l'époque fixée par l'acte d'association, et si les statuts sont muets à cet égard, dans la première quinzaine d'avril. Elle peut être convoquée extraordinairement lorsque le syndicat le juge nécessaire. Le directeur est tenu de la convoquer lorsqu'il y est invité par le préfet ou sur la demande de la moitié au moins des membres de l'association.

A défaut, par le directeur, d'avoir procédé aux convocations, le préfet y pourvoit d'office. (Art. 27).

C'est le directeur ou, à son défaut, le directeur adjoint qui préside l'assemblée. Elle nomme un ou plusieurs secrétaires. (Art. 28.)

Lorsque le nombre de voix représentées est inférieur à la moitié plus une des voix de l'association, l'assemblée n'est pas valablement constituée ; une seconde convocation

est alors nécessaire et doit être faite à quinze jours d'intervalle au moins ; l'assemblée délibère alors valablement, quel que soit le nombre de voix représentées.

Toutes les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages ; cependant, la majorité relative suffit au second tour de scrutin, lorsqu'il s'agit de procéder à une élection.

Quand le tiers des membres présents le réclame, le vote a lieu au scrutin secret ; sauf dans ce cas, la voix du président est prépondérante. (Art. 29.)

L'assemblée générale nomme les syndics ; elle a le droit de les remplacer avant l'expiration de leur mandat. Mais les syndics sont nommés par le préfet lorsque l'assemblée générale ne les a pas élus ou lorsqu'après deux convocations elle ne s'est pas réunie.

Les réclamations contre l'élection des syndics sont jugées par le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat. (Art. 22 de la loi de 1865. Art. 30 du décret de 1894.)

Les délibérations de l'assemblée générale portent : 1° sur les emprunts qui, soit par eux-mêmes, soit réunis aux emprunts non encore remboursés, dépassent le maximum de ceux qui peuvent être votés par le syndicat ; 2° sur les propositions de dissolution de l'association ou de modifications des statuts ; 3° et en général, sur toutes les questions dont la solution lui a été réservée par l'acte d'association.

Elle se prononce également sur la gestion du syndicat, qui doit, à la réunion annuelle, lui rendre compte des opérations accomplies pendant l'année ainsi que de la situation financière.

Dans les réunions extraordinaires, l'assemblée ne peut délibérer que sur les questions qui lui sont soumises par le syndicat ou le préfet et sont expressément mentionnées dans les convocations.

Copie des délibérations de l'assemblée est transmise dans le délai de huit jours au préfet.

2° SYNDICAT

Les syndics sont les représentants des propriétaires associés ; ils forment une sorte de comité exécutif sous le nom de syndicat ; ils ont en même temps pouvoir délibérant.

Le nombre des syndics, leur répartition, s'il y a lieu, entre diverses catégories d'intéressés, et la durée de leurs fonctions sont déterminés par l'acte d'association.

Le syndicat se compose : 1° des membres élus par l'assemblée générale ; 2° des membres dont la nomination appartient soit au préfet, soit à la commission départementale, soit au conseil municipal ou à la chambre de commerce conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi de 1865, modifié en 1888, lorsqu'une subvention est accordée

à l'association par l'Etat, le département, une commune ou une chambre de commerce.

Les syndics sont rééligibles ; ils continuent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs.

Aux termes de l'article 24 de la loi de 1865, les syndics élisent l'un d'eux pour remplir les fonctions de directeur, et, s'il y a lieu, un adjoint qui remplace le directeur en cas d'absence ou d'empêchement.

Lorsqu'il s'agit de procéder pour la première fois à cette nomination, le syndicat est convoqué par le préfet qui désigne le président de la séance. Il est procédé à l'élection du directeur après chaque renouvellement partiel. Le directeur et l'adjoint sont toujours rééligibles.

Les autres réunions ont lieu suivant les besoins du service sur la convocation du directeur. Elles sont présidées par lui.

Un secrétaire est choisi parmi les syndics. (Article 39 du décret).

Le directeur est tenu de convoquer les syndics soit sur la demande du tiers au moins d'entre eux, soit sur l'invitation du préfet.

A défaut par le directeur de réunir le syndicat quand il est tenu de le faire, la convocation peut être faite d'office par le préfet.

Le syndicat fixe le lieu de ses réunions (article 34 du règle-

ment). Tout syndic élu qui, sans motif légitime, manque à trois réunions consécutives peut être déclaré démissionnaire. Les syndics démissionnaires, décédés ou ne remplissant plus les conditions d'éligibilité, sont provisoirement remplacés par des syndics suppléants dans l'ordre du tableau. Ils sont définitivement remplacés à la prochaine assemblée générale. Les fonctions du syndic ainsi élu ne durent que le temps pendant lequel le membre remplacé serait lui-même resté en fonctions. (Article 35 du règlement).

Le syndicat règle par ses délibérations les affaires de l'association.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents. Elles sont valables lorsque tous les membres ayant été convoqués par lettre à domicile, plus de la moitié y ont pris part. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Néanmoins, lorsqu'après deux convocations faites à cinq jours d'intervalle et dûment constatées, les syndics ne se sont pas réunis en nombre suffisant, la délibération prise après la seconde convocation est valable, quel que soit le nombre des membres présents.

Les délibérations signées par tous les membres présents à la séance, sont inscrites par ordre de date sur un registre coté et paraphé par le président; tous les membres

de l'association ont le droit d'en prendre communication sans déplacement.

Copie des délibérations est adressée au préfet dans la huitaine. (Article 38 du décret).

Les attributions essentielles du syndicat sont les suivantes :

Nommer les agents de l'association et fixer leur traitement, à l'exception du receveur ; faire rédiger les projets, les discuter et statuer sur le mode à suivre pour leur exécution ; approuver les marchés et adjudications et veiller à ce que toutes les conditions en soient accomplies ; voter le budget annuel ; dresser le rôle des taxes à imposer aux membres de l'association ; délibérer sur les emprunts qui peuvent être nécessaires à l'association ; contrôler et vérifier les comptes présentés annuellement par le directeur et par le receveur ; autoriser toutes actions devant les tribunaux judiciaires et administratifs.

Les délibérations du syndicat sont définitives et exécutoires par elles-mêmes, sauf celles portant sur des objets pour lesquels l'approbation de l'assemblée générale ou de l'administration est exigée. (Article 36 du décret).

C'est ainsi que les délibérations du syndicat relatives à des emprunts excédant le maximum prévu par les statuts ne sont exécutoires qu'après avoir été approuvées par l'assemblée générale.

Les emprunts doivent, dans tous les cas, être autorisés par le Ministre compétent ou le préfet, suivant que ces emprunts portent ou non à plus de 50,000 francs la totalité des emprunts de l'association (article 37). La raison de cette intervention de l'autorité publique pour les engagements financiers se trouve dans les privilèges accordés aux associations autorisées ; il a paru que l'autorité publique qui met ses moyens d'action au service de l'association pour le recouvrement des taxes, l'expropriation, etc., devait être mise à même d'examiner si, par des dépenses imprudentes, le syndicat ne risquait pas d'épuiser la bourse des contribuables, et de tarir ainsi la source des revenus de l'Etat ; c'est en même temps qu'un acte de tutelle un acte de contrôle.

3^e DIRECTEUR

Les fonctions du directeur qui, nous l'avons vu, est élu par les syndics, consistent dans la présidence des réunions de l'assemblée générale et du syndicat ; la représentation de l'association en justice et vis-à-vis des tiers dans tous les actes intéressant la personnalité civile de l'association ; l'exécution des décisions du syndicat, la surveillance générale des intérêts de l'association et des travaux. Il veille à la conservation des plans, registres et autres papiers relatifs à l'administration de l'association et qui sont déposés au siège social. Il prépare le budget, présente au

syndicat le compte administratif des opérations de l'association et assure le payement des dépenses ; il passe les marchés et procède aux adjudications au nom de l'association ; etc.

Le directeur et le directeur adjoint conservent leurs fonctions jusqu'à l'installation de leurs successeurs. (Article 60 du règlement).

(c) *Fonctionnement.* — 1^o EXÉCUTION DES TRAVAUX

Le syndicat désigne les hommes de l'art chargés de la préparation des projets et de la direction des travaux. (Article 45 du règlement).

Aux termes d'un modèle de projet d'acte d'association annexé à une circulaire du Ministre de l'agriculture, en date du 30 août 1898, le syndicat fixe l'époque et la périodicité des curages. Les largeurs et profondeurs des différentes parties du cours d'eau doivent être, en cas de difficultés, reconnues et constatées par des arrêtés du préfet, après enquête de 15 jours dans chacune des communes intéressées, sur le rapport des ingénieurs et l'avis du syndicat.

Les projets concernant les travaux neufs, c'est-à-dire les élargissements, régularisations et redressements, et les travaux de grosse réparation sont soumis à l'approbation du préfet. En cas d'urgence, l'exécution immédiate de ces travaux peut être ordonnée par le directeur, à charge par

lui d'en informer aussitôt le préfet et de convoquer le syndicat dans le plus bref délai.

Le préfet peut suspendre l'exécution des travaux ainsi ordonnés ; le préfet possède également le droit de prescrire d'office l'exécution des mêmes travaux et d'y faire procéder aux frais de l'association quand il n'y est pas pourvu par le directeur et qu'un retard peut avoir des conséquences nuisibles à l'intérêt public. (Articles 46 et 48, décret du 9 mars 1894).

Il appartient au syndicat de fixer aux riverains un délai pour l'exécution des travaux. (Article 17, modèle d'acte).

Si l'exécution des travaux exige des expropriations (bâtiments, cours et jardins attenant aux habitations), la déclaration d'utilité publique est prononcée par décret rendu en Conseil d'Etat et il est procédé conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836. (Article 18, loi de 1865 ; article 49, décret du 9 mars 1894).

L'enquête qui doit précéder la déclaration d'utilité publique a lieu dans les formes de l'ordonnance du 18 février 1834 (1). Toutefois, les chambres de commerce et les chambres consultatives des arts et manufactures ne sont pas consultées.

(1) Ordonnance du Roi portant règlement sur les formalités des enquêtes relatives aux travaux publics.

Lorsque les travaux ne s'étendent que sur le territoire d'une seule commune, le dossier de l'enquête est déposé à la mairie de cette commune pendant un délai de quinze jours, qui court à dater de l'avertissement donné par voie de publications et d'affiches. A l'expiration de ce délai, un commissaire enquêteur, désigné par le préfet, reçoit pendant trois jours les déclarations des habitants et transmet le dossier au préfet avec son avis.

Le directeur doit justifier de l'accomplissement de ces formalités de publication et d'affiches (article 49 du décret).

Lorsque le directeur procède aux adjudications, il est assisté de deux syndics délégués à cet effet par le syndicat. (Article 50 du décret.)

Le préfet peut mettre en demeure le syndicat de faire recommencer les ouvrages qui n'auraient pas été exécutés conformément aux plans approuvés, si cette réfection est commandée par un intérêt public. (Article 51, décret de 1894.)

Le syndicat peut instituer des gardes-rivières chargés de constater par des procès-verbaux les délits et les contraventions aux lois et règlements sur la police des cours d'eau. (Article 22, modèle du 30 août 1898.)

Après l'achèvement des travaux, il est procédé à leur réception, en présence de celui qui les a dirigés, par le directeur de l'association assisté des syndics délégués par

le syndicat. Le préfet peut s'y faire représenter ; le maire a le même droit si les ouvrages ont été exécutés sur le domaine public municipal. (Article 52, décret de 1894.)

Le préfet peut toujours faire procéder, quand il le juge opportun, à la visite des travaux et faire vérifier l'état d'entretien des ouvrages. Les frais de ces visites et vérifications sont à la charge des associations. Ils sont réglés par le préfet et recouvrés comme en matière de contributions directes. (Article 54 du décret de 1894.)

S'il ressort de cette vérification que l'interruption ou le défaut d'entretien des ouvrages entrepris par l'association peut avoir des conséquences nuisibles à l'intérêt public, le préfet indique au syndicat les travaux jugés nécessaires pour obvier à ces conséquences et le met en demeure de les exécuter. (Article 55 du décret de 1894.)

Dans cette mise en demeure, le préfet assigne au syndicat le délai qu'il juge suffisant pour procéder à l'exécution des travaux. Faute par le syndicat de se conformer à cette injonction, le préfet ordonne l'exécution d'office aux frais de l'association, et désigne, pour la diriger et la surveiller, un agent chargé de suppléer le directeur du syndicat.

En cas d'urgence, l'exécution d'office peut être prescrite immédiatement après la mise en demeure et sans aucun délai. (Article 25 de la loi de 1865 et article 56 du décret de 1894.)

2° BUDGET

Aux termes de l'article 57 du décret du 9 mars 1894, aussitôt après la constitution de l'association et ensuite, avant le 1^{er} janvier de chaque année, le directeur rédige un projet de budget qui est déposé pendant quinze jours à la mairie de chacune des communes intéressées.

Ce dépôt est annoncé par affiches et publications ou à son de trompe ou de caisse et chaque intéressé est admis à présenter ses observations.

Le projet, accompagné d'un rapport explicatif du directeur et des observations du préfet, est ensuite voté par le syndicat et transmis à la préfecture.

Si le préfet constate qu'on a omis d'inscrire au budget un crédit à l'effet de pourvoir à l'acquittement de dettes exigibles, ainsi qu'aux dépenses nécessaires pour empêcher la destruction des ouvrages et pour prévenir les conséquences nuisibles à l'intérêt public que pourrait avoir l'interruption ou le défaut d'entretien des travaux, il peut, après mise en demeure, inscrire d'office au budget le crédit nécessaire pour faire face à ces dépenses.

Il a le même droit s'il estime que les crédits inscrits pour ces dépenses sont insuffisants. (Article 58 du règlement de 1894.)

3^e RÉPARTITION DES DÉPENSES. — RECOUVREMENT DES TAXES. — COMPTABILITÉ

Aussitôt après son entrée en fonctions, le syndicat doit faire procéder aux opérations nécessaires pour déterminer les bases d'après lesquelles les dépenses de l'association seront réparties entre les intéressés. Ces bases doivent être établies de telle sorte que chaque propriété soit imposée en raison de l'intérêt qu'elle a à l'exécution des travaux. (*Conseil d'Etat*, 6 août 1886, *sieur et dame France* ; 9 mai 1890, *Ravel frères*.)

Les éléments de calcul qui servent à l'assiette des taxes sont indiqués dans un mémoire explicatif, accompagné, s'il y a lieu, d'un plan de classement des terrains et d'un tableau faisant connaître la valeur attribuée à chaque classe. (*Conseil d'Etat*, 14 mai 1891, *Laquerrière*.)

Le dossier est complété par l'état général des associés, portant en regard du nom de chacun d'eux, la proportion suivant laquelle il doit être imposé. (Article 41 du règlement de 1894).

L'article 42 prescrit le dépôt pendant quinze jours, à la mairie de chacune des communes intéressées, d'un exemplaire du dossier et d'un registre destiné à recevoir les observations.

A l'expiration du délai, le syndicat se réunit pour

entendre les réclamants et apprécier leurs observations. Il arrête ensuite dans un état spécial soumis à l'approbation du préfet les bases de répartition des dépenses.

Cet état ne peut être modifié qu'après l'accomplissement des formalités d'instruction et d'approbation que nous venons d'indiquer.

L'évaluation des travaux de curage que les riverains exécutent eux-mêmes est déduite de leurs taxes. En cas d'excédent de cette évaluation sur la part contributive des riverains, il n'est opéré aucune restitution.

Les rôles, préparés par le receveur d'après les états de répartition, sont arrêtés par le syndicat, rendus exécutoires par le préfet et publiés dans les formes prescrites pour les contributions directes.

Si le syndicat refuse de faire procéder à la confection des rôles, il y est pourvu par un agent spécial désigné par le préfet. (*Conseil d'Etat, 2 juillet 1880, Séguin et autres et Morolis contre le syndicat d'Allex*).

Le préfet peut, dans le cas où il a pris un arrêté d'inscription d'office et si le syndicat ne tient pas compte de cette décision dans les rôles dressés par lui, modifier le montant des taxes de façon à assurer, en tenant compte des états de répartition précités, le paiement total de toutes les dépenses inscrites au budget. (Article 61 du règlement de 1894).

Les taxes portées au rôle sont payables en une seule fois, sauf décision contraire du préfet. Cette décision est publiée en même temps que les rôles et fixe les époques auxquelles les paiements doivent avoir lieu. (Article 62 du règlement).

Aux termes de l'article 59, les fonctions de receveur de l'association sont confiées, soit à un receveur spécial désigné par le syndicat et agréé par le préfet, soit à un percepteur des contributions directes de l'une des communes intéressées, nommé par le préfet, sur la proposition du syndicat, le trésorier payeur-général entendu.

Le montant du cautionnement du receveur spécial et la quotité de ses émoluments sont déterminés par le préfet, sur la proposition du syndicat.

Si le receveur est percepteur des contributions directes, son cautionnement et ses émoluments ne peuvent être fixés qu'avec l'assentiment du trésorier-payeur général, et, en cas de désaccord, par le Ministre des finances.

Le receveur est chargé seul, et sous sa responsabilité, de poursuivre la rentrée des revenus et des taxes de l'association ainsi que de toutes les sommes qui lui seraient dues. (Art. 60 du règlement de 1894.)

Les directeurs et agents comptables des associations syndicales sont soumis aux mêmes règles que les maires et les receveurs des communes, en ce qui concerne

l'ordonnancement et l'acquittement des dépenses, ainsi que la gestion, la présentation et l'examen des comptes.

Toutefois, ces règles pourront être simplifiées par des instructions ministérielles. Les conditions de surveillance et de responsabilité imposées aux comptables communaux s'appliquent aux agents comptables des associations. (Art. 16 de la loi de 1865 et art. 63 du décret de 1894.)

Chaque année, avant le vote du budget, le directeur soumet à l'approbation du syndicat le compte de l'exercice clos. Une copie du compte ainsi approuvé est transmise au préfet. (Art. 64.)

Le directeur seul peut délivrer des mandats. En cas de refus d'ordonnancer une dépense régulièrement inscrite ou liquide, il est statué par le préfet en conseil de préfecture.

Dans ce cas, l'arrêté du préfet tient lieu de mandat. (Art. 65.)

Aux termes de l'article 66, les comptes annuels du receveur sont, après vérification du receveur des finances, soumis au syndicat qui les arrête, sauf règlement définitif par le conseil de préfecture ou la cour des comptes. Une copie conforme du compte d'administration du directeur, approuvé par le syndicat, est transmise par le comptable à la juridiction compétente comme élément de contrôle de sa gestion.

(D) *Retrait d'autorisation.* — *Modifications des statuts.* — *Dissolution.* — « A défaut, par une association, d'en-

« reprendre les travaux en vue desquels elle aura été
 « autorisée, le préfet rapportera, s'il y a lieu et après
 « mise en demeure, l'arrêté d'autorisation.... » (Art. 25
 de la loi de 1865.) Mais le retrait d'autorisation ne pourra
 être prononcé qu'un mois après la mise en demeure.
 (Art. 67.)

Les propositions tendant à modifier l'acte social peuvent
 être faites par le préfet, par le syndicat ou par le quart au
 moins des associés ; elles sont soumises à l'assemblée géné-
 rale ; en cas d'avis favorable de la part de cette assemblée,
 le préfet ouvre une enquête et provoque ensuite les déli-
 bérations de l'assemblée générale de tous les associés,
 comme pour la constitution de l'association.

Il en est de même quand la proposition tend à une
 extension du périmètre ; toutefois l'enquête doit être pré-
 cédée d'un avis favorable de la majorité des propriétaires
 à agréger, réunis en assemblée spéciale sous la présidence
 d'une personne désignée par le préfet. Si la modification
 projetée obtient dans la seconde assemblée générale l'une
 des majorités prescrite par l'article 12 de la loi de 1865, le
 préfet peut prendre un arrêté d'autorisation qui est publié
 conformément aux dispositions de cet article.

Il n'est pas procédé aux formalités qui précèdent lors-
 qu'il s'agit de l'agrégation volontaire et conformément aux
 prévisions des statuts, de nouveaux adhérents à une asso-

ciation déjà existante. (Articles 68, 69, 70 du décret de 1894).

Aux termes de l'article 71, la dissolution doit d'abord être votée par l'assemblée générale ordinaire, puis prononcée par une délibération de l'assemblée générale des associés, prise conformément aux dispositions des articles 11 et 12 de la loi. Elle ne produit ses effets qu'après l'accomplissement par l'association des conditions imposées, s'il y a lieu, par le préfet, en vue de l'acquittement des dettes ou dans l'intérêt de la sécurité publique.

Le syndicat ou, à défaut, un agent désigné par le préfet assure l'exécution de ces conditions.

Les rôles des taxes mises après liquidation à la charge des associés sont dressés et rendus exécutoires ainsi que nous l'avons indiqué. Si l'existence de créanciers omis lors de la dissolution venait à être établie ultérieurement, un agent serait chargé de poursuivre sur les anciens associés le recouvrement des taxes reconnues nécessaires. La répartition de l'actif qui serait constaté après la liquidation définitive ne pourrait être faite qu'avec l'approbation du préfet.

SECTION III

CONTENTIEUX DES ASSOCIATIONS SYNDICALES

50. Quant aux contestations qui peuvent s'élever au sujet de la formation des associations syndicales et de leurs opérations, elles sont, en grande partie, jugées conformément aux règles que nous avons indiquées pour le contentieux du curage ; nous avons cependant déjà signalé quelques particularités.

Les contestations relatives à la régularité de l'acte constitutif peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat. (Article 13 de la loi de 1865.)

Mais ce recours de l'article 13 est un recours administratif qui n'exclut pas, du reste, le recours contentieux pour excès de pouvoir.

A l'époque où a été promulguée la loi de 1865, les décisions contentieuses du Conseil d'Etat étaient rendues en forme de décret ; comme le recours prévu par l'article 13 de cette loi était rendu dans les mêmes formes, on s'est demandé si le législateur avait eu en vue un recours con-

tentieux ou un recours administratif. Les travaux préparatoires et les précédents ne permettent aucun doute à cet égard; il s'agit d'un recours en annulation par la voie administrative.

Les contestations relatives à l'élection des syndics, aux termes de l'article 30 du règlement du 9 mars 1894 et par assimilation aux élections des conseils généraux ou municipaux, sont jugées par le conseil de préfecture. Cette compétence du conseil de préfecture avait cependant été déniée par le Conseil d'Etat dans plusieurs arrêts (*Conseil d'Etat*, 18 décembre 1894, *Toutain*; 14 janvier 1880, *Aprille et autres*; *syndicat de la Foux à Cuers*; 11 mai 1889, *Jouve*); la loi de 1865, en effet, ne désignant pas le tribunal compétent pour statuer sur le contentieux de l'élection de syndics, on avait dû recourir aux principes généraux et décider que ces contestations devaient être jugées par le juge ordinaire et de droit commun du premier degré, c'est-à-dire par le Ministre des travaux publics. (Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 1897, tome II, page 182, n° 525.)

On pourrait discuter sur le point de savoir si un décret portant règlement d'administration publique suffit pour modifier les règles générales de la compétence; une loi nous paraît nécessaire.

Les difficultés qui peuvent s'élever au sujet des marchés

passés pour l'exécution des travaux et à l'occasion de dommages causés par ces travaux sont portées également devant le conseil de préfecture; il en est de même des contestations auxquelles donnent lieu l'assiette et le recouvrement des taxes.

Et, à ce propos, le conseil de préfecture peut statuer sur les diverses questions relatives à la régularité de la formation de l'association; à la composition du syndicat (*Conseil d'Etat*, 14 novembre 1891, de *Barbentane et dame Terray*); aux conditions mises par les associés à leur engagement, etc.; il peut vérifier si les dépenses auxquelles les taxes ont pour objet de pourvoir sont de nature à être mises à la charge des membres de l'association. (*Conseil d'Etat*, 2 mai 1891, *Alary, Andouy et autres contre le syndicat des canaux de Caudiès*.)

Toutes les décisions du conseil de préfecture sont susceptibles d'un recours au Conseil d'Etat.

Quant aux difficultés soulevées par la constitution des associations libres et leur fonctionnement, elles sont de la compétence des tribunaux civils.

CHAPITRE TROISIÈME

Anciens règlements et usages locaux
restés en vigueur dans certaines régions
de la France : Edits de Franche-Comté.

SECTION I

ANCIENS RÈGLEMENTS ET USAGES LOCAUX DIVERS

51. Nous avons étudié, dans le chapitre premier, les règles générales du curage, dont l'application encadre les règles particulières à chaque contrée ; nous savons, en effet, que les anciens règlements et les usages locaux sont encore en vigueur dans certaines régions de la France, et il peut être intéressant d'en connaître les différentes dispositions.

Partout nous retrouvons la faculté laissée aux riverains de procéder eux-mêmes aux opérations de curage et cette disposition si générale s'explique par les raisons que nous en avons données.

Partout aussi chaque riverain doit curer au droit de soi, sur la moitié de la largeur, à moins de curage alternatif convenu ou de propriété des deux rives.

Beaucoup de règlements prescrivent une enquête préalable au curage pour s'assurer de son utilité ; la durée seule de l'enquête diffère suivant les régions ; elle est tantôt de

de 8, tantôt de 10, 15 ou 20 jours. Quelquefois aussi, outre l'enquête, mais plus rarement, les avis des assemblées communales sont exigés. (Ardennes, Aude).

Il existe des règles spéciales pour les usiniers ; si l'étendue du curage qui leur est imposé n'est pas la même partout, elle est dominée par le même principe.

Les propriétaires d'usines doivent curer la rivière dans toute l'étendue sur laquelle leur barrage est présumé occasionner des dépôts.

Quelques usages ont fixé à forfait, — et sans doute à la suite d'observations répétées, — l'étendue du curage à opérer par les usiniers (400 mètres en amont, 200 mètres en aval dans l'Oise, 100 mètres en amont et en aval dans le Pas-de-Calais et la Somme).

D'autres imposent aux usiniers le curage dans toute l'étendue du remous apparent.

Dans de nombreux départements, les usiniers seuls doivent supporter les frais du curage ; dans quelques-uns, le concours des riverains est réservé s'ils ont intérêt au travail, intérêt à déterminer suivant les usages locaux ou par expertise.

La périodicité des curages est variable et dépend aussi des observations faites sur les dépôts plus ou moins rapides des eaux, sur le danger plus ou moins grand des inon-

dations : tous les dix ans ; tous les cinq ans ; tous les ans, suivant les cas.

Les anciens règlements et les usages locaux sont, en général, muets sur les projets d'ensemble dressés aujourd'hui pour la plupart des curages : le curage était ordonné aux riverains à vif fond et à vieux bords, sans plus ample indication ; cette formule suffisait ; les travaux étaient appréciés par les autorités, syndics, baillis ou sénéchaux qui avaient pleins pouvoirs de décider.

Lorsque les travaux n'étaient pas exécutés par les riverains, l'exécution d'office n'allait pas sans une amende, plus ou moins forte suivant les provinces ; le taux de ces amendes est aujourd'hui abandonné et remplacé par la pénalité indiquée dans l'article 471, § 15 du Code pénal.

Le curage d'office est prévu presque partout ; mais beaucoup d'anciens règlements ne disent rien de son mode d'exécution laissé à l'appréciation de l'autorité ; nous trouvons cependant dans l'Ain une disposition spéciale qui semble impliquer une sorte de peine.

« Le curage d'office sera fait par des ouvriers à la journée, y
« est-il dit ; un chantier distinct sera établi pour chaque pro-
« priétaire récalcitrant. »

Ce procédé pouvait avoir l'inconvénient d'augmenter le prix de revient ; peut-être aussi était-il employé dans le

but de régler plus facilement les frais imposés à chaque propriétaire.

Dans la sénéchaussée de Toulouse (Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées et Tarn) on suit encore les règles d'une ordonnance du sieur Legros, grand-maître des Eaux et Forêts au département du Languedoc, en date du 24 juillet 1693, rappelée à diverses reprises par la chambre souveraine des Eaux et Forêts de la Table de Marbre, notamment dans un arrêt du 26 juin 1713 où la cour affirme son droit de réglementer la matière du curage et traite comme il convient une ordonnance d'un sieur Legendre, intendant en la province de Guyenne, dans la généralité de Montauban, lequel s'est permis de prendre « connaissance du fait des eaux et forêts attribué à la « Cour uniquement et par privation à toutes autres Cours « et juges ».

Il faut retenir de cet arrêt une des raisons qui l'ont motivé : bien que la législation ait « suffisamment pourvu « à la sûreté et conservation des possessions et des terres « voisines des rivières et ruisseaux du ressort de la Cour ; « néanmoins..... les campagnes se trouvent exposées à de « fréquentes inondations et les propriétaires des terres « adjacentes souffrent un dommage si considérable que « souvent ils se trouvent hors d'état de payer les tailles au « Roi et les autres droits auxquels ils sont soumis envers

« les seigneurs du fond, même de pouvoir fournir à la « subsistance de leur famille ».

On se préoccupait surtout, on le voit, des intérêts du Trésor royal et des droits des seigneurs, en laissant au second plan la nécessité de vivre des propriétaires eux-mêmes.

Un arrêt du 25 septembre 1736 reproduit le même considérant, sans toutefois parler de la subsistance des familles.

La Cour ordonnait aux riverains de curer les cours d'eau au droit soi, dans un délai de quinze jours, à peine de 50 livres d'amende ; ce délai passé, sans nouvelle mise en demeure, on devait employer les ouvriers nécessaires et faire les travaux ; le payement était garanti par une saisie des fruits des héritages, des revenus et des moulins, nonobstant toutes les saisies faites ou à faire ; on créait ainsi un privilège sur les propriétés intéressées en faveur des ouvriers accomplissant le curage.

Une des particularités qu'on relève aussi dans la réglementation du curage de la sénéchaussée de Toulouse, c'est l'assimilation au point de vue du curage des fossés-mères ou mayrals aux cours d'eau naturels. (Règlement des 15-18 décembre 1744.)

Ces fossés-mères étaient des fossés d'assainissement des terres creusés de main d'hommes.

Le curage dans le département de la Gironde est régi par des dispositions analogues. Aucune mise en demeure n'est exigée pour l'exécution d'office ; la saisie des fruits des héritages est permise « pour servir au payement des « ouvriers, nonobstant toutes autres saisies faites ou à faire, sauf celles pour les deniers et affaires de Sa Majesté ».

Le curage devait avoir lieu tous les trois ans. (Arrêt en dernier ressort de la Cour de la Table de Marbre du palais, à Bordeaux, portant « règlement pour le recurement des « esteys, ruisseaux et canaux y aboutissans. » 7 juillet 1754 ; archives de la mairie de Marmande.)

Dans le Lot, une ordonnance du 19 septembre 1783 rendue par M. de Bastard, grand-maitre des Eaux et Forêts de la Guyenne, et spéciale à la rivière « La Thèse », après avoir fixé la largeur que doit avoir le cours d'eau, ordonne « que les différents coudes ou avancements qui se trouve-
« ront dans le canal du dit ruisseau seront coupés jusqu'à
« leur entier effacement, et ce qui se trouvera manquer
« pour la largeur fixée du ruisseau sera pris par égales
« portions sur l'un ou l'autre bord, le tout à peine de
« 100 livres d'amende ».

Cette largeur fixée, qui était de dix pieds de largeur sur cinq dessous et autant de profondeur, représentait-elle les vieux bords et le vif fond ou l'avait-on jugée nécessaire pour permettre l'écoulement normal des eaux ?

L'ordonnance ne nous en dit rien ; nous inclinons à penser que le second point de vue est celui qui a guidé l'esprit du rédacteur :

D'abord, la prescription formelle d'une largeur uniforme écarte l'idée de vieux bords ; ceux-ci, qui sont l'œuvre de la nature, comportent essentiellement des écartements divers, suivant la force et le caprice des eaux ;

En second lieu, cet ordre de couper les différents coudes ou avancements et de prendre par égales portions sur l'un et l'autre bord ce qui manquera de la largeur fixée implique nécessairement l'emprise de la propriété riveraine pour laquelle il n'est du reste question ni d'expropriation, ni d'indemnité.

L'intérêt général du bon écoulement des eaux primait tout.

L'ordonnance va plus loin et ordonne que le lit du ruisseau sera changé ; deux procédés sont indiqués comme possibles et la formation d'une sorte de syndicat est prévue pour l'exécution de la mesure prescrite ; assemblée des propriétaires dans la huitaine ; « les voix dans l'assemblée
« ne seront pas comptées par chaque tête de propriétaire,
« mais par la quantité de fonds dans la prairie possédée
« par un chacun, de façon que ce qui se trouvera arrêté par
« deux propriétaires possédant à peu près les deux tiers
« de la prairie, sera exécuté nonobstant l'opposition des

« autres propriétaires, quoiqu'en plus grand nombre, mais
« ne possédant qu'un peu plus du tiers d'icelle, contre
« lesquels en cas de refus de fournir leur contingent des
« frais ou de l'indemnité convenue au *prorata* de leur
« contenance, sera prise toute exécution nécessaire, etc. »

Il était intéressant de signaler l'intervention de ce syndicat de propriétaires, dont les règles semblent avoir inspiré le rédacteur de la loi actuelle.

Une autre règle concernait la plantation des arbres et arbustes ; il était interdit aux riverains de planter, sous quelque cause ou prétexte que ce fût, des arbres plus près que deux pieds et demi des bords du ruisseau, à peine de 50 livres d'amende et les arbres coupés et arrachés aux frais et dépens des propriétaires.

Dans le Loiret, une seule rivière, le Cosson comporte la contribution des non riverains aux charges du curage ; sur tous les autres cours d'eau, la charge incombe aux riverains seuls et aux usiniers,

Pour ces derniers cours d'eau, le mode d'exécution des travaux seul différait : pour certains ruisseaux, les riverains devaient curer dans un délai imparti, passé lequel, en cas de non exécution, ils étaient poursuivis et condamnés ; pour d'autres, on adjugeait le curage aux enchères et on laissait à l'adjudicataire le soin de recueillir le prix de l'ouvrage entrepris et confectionné sur chaque riverain.

(Instructions du 8 fructidor an XI, appuyées sur les anciens règlements et les usages locaux).

Nous retrouvons ici un usage que nous avons déjà rencontré dans la Haute-Garonne et le Tarn ; l'assimilation aux cours d'eau non navigables, au point de vue du curage, de fossés d'assainissement des terres creusés de main d'hommes, nommés cette fois fossés-jurés.

Un certain nombre d'ordonnances royales antérieures à la Révolution prescrivent le curage de ces fossés ; ce sont ainsi d'anciens usages qui viennent à l'encontre de la jurisprudence que nous avons signalée au début de cette thèse.

Le département de la Manche présente une disposition analogue :

« Les saignées, fossés, canaux, rigoles et autres ouvertures « qui aboutissent aux dits ruisseaux et rivières seront égale-
« ment et en même temps nettoyés. » (Article 7, arrêté préfectoral du 8 avril 1825, reproduisant d'anciens usages).

Il existe dans ce département une règle, qui s'est généralisée du reste, pour le paiement des travaux exécutés d'office, règle adoptée vraisemblablement dans l'intérêt des ouvriers employés par les maires ou les préposés au curage, chargés de l'exécution d'office. (Article 10, arrêté du 8 avril 1825) : les avances pour salaires des ouvriers employés au curage sont faites par le département, au moyen

d'un fonds de roulement inscrit au budget. Il en est remboursé par les recouvrements faits sur les propriétaires pour le compte desquels le curage d'office a été exécuté.

Le curage des cours d'eau et des fossés d'assèchement du Cotentin est régi spécialement par une ordonnance de l'intendant de la généralité de Caen, en date du 5 décembre 1757 ; il existe, en effet, aux abords de Carentan, des terrains bas qui, en raison de leur situation, exigent un entretien fréquent ; aussi l'article 2 de l'ordonnance de 1757 ordonne-t-il que les « propriétaires bordiers » feront ces ouvrages (haveler, curer, arracher toutes herbes et roseaux) deux fois dans l'année, savoir dans les huit premiers jours du mois de mai et dans les quinze premiers jours du mois de septembre au plus tard.

Dans le département de la Marne, un arrêté préfectoral du 9 mars 1853, réglementant le curage, renferme diverses dispositions des anciens usages qui sont encore appliquées.

On y trouve une disposition spéciale aux alluvions.

« Le curage comprendra l'enlèvement des atterrissements « naturels qui n'auraient pas encore atteint la hauteur des terrains riverains (article 3, § 2). »

Il est interdit de faire des plantations à moins d'un mètre du bord des cours d'eau naturels, des canaux et fossés de vidange servant à la décharge de plusieurs héritages ; les autres canaux et fossés restreints à l'usage d'une seule

propriété n'étant pas compris dans les prescriptions du présent règlement.

Les largeurs minima des cours d'eau devaient être fixées par les conseils municipaux ; « dans les parties où le lit devra être élargi, dit l'article 6, § 2, l'élargissement se fera également aux dépens des deux rives..... »

Les travaux à exécuter sont mis à la charge de tous les intéressés, sauf dans le cas où des usages locaux les mettraient à la charge exclusive des riverains.

Un arrêt du parlement de Flandre du 14 août 1780, renvoyant à diverses ordonnances et arrêts antérieurs (notamment à un arrêt du 8 avril 1671) contient les prescriptions relatives au curage des « canaux et coulants d'eau » du département du Nord.

Un arrêté préfectoral du 13 floréal an IX les reproduit en partie ; mais on n'y trouve pas de disposition originale.

« Les coulants d'eau et rigoles devront être entretenus par
« les occupants de toutes les terres qui en profitent, chacun en
« raison de l'étendue de son exploitation. (Article 15, § 2,
« arrêté du 13 floréal an IX) ».

L'arrêt de 1780 contient une disposition qui laisse supposer que les ordonnances relatives au curage des rivières n'étaient pas appliquées d'une façon très régulière et que les administrateurs eux-mêmes n'y tenaient guère la main ;

pour stimuler leur zèle, on s'en prend à eux-mêmes, ainsi que nous le fait connaître l'art. 16 de l'arrêt précité.

« Tous les chemins ou coulans d'eau, dit cet article, qui,
« avant le premier juillet de chaque année, n'auront pas été
« réparés et entretenus au désir de l'arrêt de règlement du 8
« avril 1671 et du présent arrêt seront réparés et mis en état
« aux dépens privés des baillis, mayeurs, gens de loy, procureurs,
« syndics ou d'office des seigneuries de la situation des dits che-
« mins ou coulans d'eau, à la poursuite et diligence dudit procu-
« reur général du Roy ou de ses substituts les juges royaux
« auxquels la police des dits chemins ou coulans d'eau appar-
« tiendra ».

Pour l'exécution d'office, les travaux sont confiés à des ouvriers payés aux frais des retardataires : toutefois, « dans
« les lieux du ressort de la cour où conformément aux
« dispositions des anciens placards, il est d'usage que les
« réparations d'office soient faites aux doubles frais des
« défaillants, il en sera usé comme par le passé..... »
(Article 17, arrêt de 1780).

Le curage des cours d'eau du département de l'Oise est soumis aux dispositions de l'arrêté du 28 messidor an VI : aux propriétaires riverains seuls incombe la charge du curage, sauf aux abords des usines où sur 400 mètres à l'amont et 200 mètres à l'aval l'usinier doit curer.

Les propositions de curage d'office sont soumises à une enquête, suivant un usage ancien.

Un arrêté du 21 nivôse an IX, dans l'Orne, contient un essai de formation de syndicat ; l'article 11 porte :

« A cet effet (pour le curage) les maires de plusieurs communes riveraines agiront de concert autant qu'il sera possible ; ils adresseront donc, en même temps, chacun une pétition au sous-préfet, etc..... »

A la différence de ce qui se passe dans le département de l'Oise, les usiniers du Pas-de-Calais ne sont tenus de curer que 100 mètres en amont et 100 mètres en aval de leurs usines.

Le surplus des rivières et canaux sera curé « par les riverains et autres, dont les terrains sont sujets aux inondations, et ils seront tenus..... d'en redresser les plus grandes sinuosités ». (Article 3 de l'arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 1^{er} octobre 1774.)

Sous l'empire de cette ordonnance, lorsque les travaux n'étaient pas exécutés dans le mois, « les Etats de la province d'Artois étaient tenus de faire procéder aux dits travaux, par adjudication, au rabais et moins disant et faire l'avance de ce qu'ils pouvaient coûter » ; le remboursement était fait par les intéressés « suivant la répartition qui en était faite par les dits Etats ou leurs députés ordinaires, en la même forme et manière qu'il en était usé pour les autres impositions de la dite province ».

Les contestations étaient prévues ; elles devaient être

jugées « sommairement et sans frais » par les dits Etats ou les députés ordinaires privativement à tous autres juges.

En Seine-et-Oise, un règlement du 25 floréal an IX (15 mai 1801), approuvé par le Ministre de l'intérieur le 3 messidor an X (22 juin 1802), met le curage à la charge des riverains seuls ; il prescrit de rendre aux rivières toute leur largeur et de les rétablir « dans la ligne la plus droite « possible, en coupant en talus toutes les accrues qui « forment des sinuosités ».

La répartition des charges est basée sur l'étendue superficielle des terres riveraines :

« Le contingent de chaque propriétaire, dit l'article 12, sera « fixé en proportion de l'étendue de sa propriété longeant les « dites rivières ou ruisseaux..... »

De nombreux cours d'eau du département du Var sont régis, au point de vue du curage, par des règlements d'administration publique ; quelques ruisseaux sont encore curés suivant les anciens usages qui ne présentent aucune particularité remarquable ; la répartition des dépenses se fait au prorata de la longueur des rives appartenant à chacun.

Dans le département de la Vienne enfin, les usages locaux mettent les frais du curage à la charge des riverains et des usiniers seuls, suivant des proportions qui varient avec chaque cours d'eau ; aucune autre disposition spéciale n'est à signaler.

SECTION II

ÉDITS DE FRANCHE-COMTÉ

52. Dans les trois départements qui ont été formés de l'ancienne province de Franche-Comté, le curage des cours d'eau non navigables ni flottables est régi par les dispositions qui résultent d'un édit du 8 mai 1651 et d'une délibération du 20 décembre 1662 de la cour souveraine du parlement de Dôle.

« Il est ordonné à tous échevins, prud'hommes, jurez et habitants des communautez de ce pays, dit cet édit, de, dans six
« mois, faire nettoyer les ruisseaux et biefs qui fluent rièr
« leurs territoires, et après les avoir mis en état, les y entretenir,
« sous réserve de se faire rembourser par les particuliers, qui
« ont des héritages au voisinage des dits ruisseaux et des
« autres qui profiteront de telles réparations, selon les marchés
« que les dites communautez en auront fait, et les repartements
« auxquels les officiers des lieux procèdent, parties à qui le
« fait touche appellées. A défaut de quoy, et le susdit terme
« passé, au regard de la première réparation et quant à l'entre-
« tien, ou secondes réparations à l'advenir, six mois après

« deüe réquisition et interpellation des parties intéressées, ou
« aucunes d'icelles, il sera vaqué aux dits nettoyements et
« repurges aux frais des dites communautez, sans espoir de
« recouvrement, et encore à peine d'amende arbitraire. »

(*Recueil des édits et ordonnances de la Franche-Comté de Bourgogne*, par Messire Jehan Pétremand, conseiller en la cour du parlement de Dôle. Part. VI. Titre XXVII, article CCCCLXXIX.)

(A) *Existence légale.* — Malgré les termes généraux de la loi de l'an XI, le maintien en vigueur des dispositions de cet édit a été contesté. (*Conseil d'Etat*, 25 mars 1846, *Coutenot, Triboulet et autres*).

Un arrêté du préfet du Jura, en date du 12 juillet 1839, prescrivait des dispositions générales pour l'application des anciens règlements.

Certains riverains de la Seille attaquèrent cet arrêté devant le Ministre de l'intérieur prétendant qu'il avait été incompétemment rendu, en ce qu'il ordonnait le curage des rivières à l'égard desquelles il n'existait ni anciens règlements, ni usages locaux.

Le Ministre rejeta le recours formé devant lui en rappelant l'édit du 8 mai 1651 et la délibération du 20 décembre 1662. Les réclamants se pourvurent contre cette décision et soutinrent que les règlements de 1651 et 1662, émanant de la puissance espagnole à l'époque où cette puissance était en possession de la Franche-Comté, ne pouvaient

aujourd'hui avoir force exécutoire ; que, dans tous les cas, les dispositions de ces règlements étaient devenues inexécutables, et devaient être remplacées par des dispositions nouvelles, les règlements parlant d'une amende arbitraire qui est une peine rayée de notre droit actuel.

Il est difficile de prendre au sérieux le premier argument dont se sont servis les riverains :

Tout d'abord, il a été remarqué que, bien que la réunion définitive de la Franche-Comté à la France n'ait eu lieu qu'en 1674, rien, soit dans le caractère, soit dans les dénominations des droits et des institutions, ne rappelait les deux nations qui avaient eu antérieurement la souveraineté et l'administration de ce pays, l'Empire germanique et l'Espagne.

La Franche-Comté n'avait en quelque sorte dépendu que nominalement de ces deux Etats et ses mœurs, ses coutumes étaient restées françaises malgré les circonstances politiques qui l'avaient détachée du royaume de France ; son droit féodal, d'ailleurs, ne présente que des différences minimales avec celui des provinces françaises voisines, la Bourgogne et la Champagne.

En dehors de ces considérations générales qui, à elles seules, suffiraient à justifier l'extension de la loi de l'an XI aux édits de Franche-Comté, on peut faire valoir que les actes de 1651 et de 1662 ont été enregistrés au Parlement

de Besançon après la conquête et promulgués après leur enregistrement; ces formalités leur ont donné force exécutoire en France et en ont fait de véritables ordonnances royales.

A aucun moment, du reste, — en dehors de la contestation dont nous parlons, — l'existence légale de ces documents n'a été contestée et leur exécution n'a jamais souffert de difficultés dans les trois départements de la province.

Quant à l'objection tirée de ce que les dispositions de 1651 et de 1662 permettent l'application d'une amende arbitraire qui les rendrait inexécutables dans notre droit actuel, elle n'est pas non plus à retenir.

Il est certain que si l'on exigeait que toutes les dispositions, sans exception, des anciens règlements, en matière de cours d'eau, fussent en parfaite concordance avec la législation en vigueur, pas un de ces anciens règlements ne trouverait aujourd'hui son application; car beaucoup d'entre eux contiennent une sanction pénale en cas d'inexécution des travaux; d'autres renferment autre chose.

L'article 1^{er} de la loi du 14 floréal an XI, — de même que l'article 19 de la loi du 8 avril 1898, — qui porte qu'il sera pourvu au curage des cours d'eau non navigables de la manière prescrite par les anciens règlements ou les

usages locaux, doit être entendu dans ce sens que les anciens règlements seront appliqués dans leurs dispositions qui sont en rapport avec la législation nouvelle. Il suffit donc, pour que le curage d'un cours d'eau puisse être prescrit conformément à un ancien règlement, que les dispositions principales, celles qui ont trait aux travaux de curage proprement dit, ne soient point en contradiction avec notre droit actuel.

Les dispositions de 1651 et de 1662 relatives au curage des ruisseaux sont donc bien toujours en vigueur.

(B) *Applications.* — En présence de ces dispositions, quelle sera aujourd'hui en Franche-Comté, la marche d'une opération de curage ?

Sous l'empire de l'ancienne législation, c'étaient les diverses autorités locales, « échevins, prud'hommes, jurez et habitants des communautés », qu'on avait chargées, d'une façon générale, du soin de faire curer les ruisseaux et de veiller à leur entretien.

Nous savons que les maires ne possèdent aujourd'hui en matière de curage, que des pouvoirs très restreints ; ils ne peuvent intervenir que pour sauvegarder les intérêts de la salubrité publique et, exceptionnellement, en cas de danger imminent, ou encore lorsqu'ils reçoivent une délégation de l'autorité supérieure ; aussi, malgré les termes des édits de 1651 et de 1662, est-ce aux préfets seuls qu'il appar-

tient de prescrire les curages des cours d'eau, lorsque la nécessité s'en fait sentir.

Les maires conservent, du reste, comme tous autres intéressés, le droit de signaler au préfet cette nécessité.

L'édit ordonne que les ruisseaux soient tenus en bon état d'entretien, sans indiquer qu'un curage régulièrement périodique doive être effectué.

C'est une sage réserve que cette liberté laissée aux autorités de ne prendre des mesures que lorsque les circonstances le comportent.

Les cours d'eau coulent, en effet, sur des terrains de composition différente, ont un courant plus ou moins violent, font mouvoir des usines dont les résidus forment des dépôts plus ou moins abondants, toutes considérations qui sont de nature à influencer d'une façon diverse sur l'encombrement du lit et s'opposent à la prise d'une mesure générale.

L'opportunité du curage une fois reconnue, notre ancien règlement n'entre pas dans de grands développements sur le détail des opérations.

Il ne prévoit pas de projet d'ensemble des travaux : les riverains devaient, selon toute vraisemblance, procéder eux-mêmes au curage à vif fond et à vieux bords ; s'ils ne le faisaient pas, les communautés confiaient le travail à des entrepreneurs qu'elles payaient, puis recouvraient les

dépenses sur les intéressés, en prenant pour base de la répartition les marchés passés pour l'exécution des travaux ; cette répartition était faite par les « officiers des lieux », parties à qui le fait touche appelées, c'est-à-dire après enquête.

Si les riverains ne s'étaient pas libérés en nature de l'obligation qui leur était imposée, si les communautés n'avaient pas fait procéder d'office aux travaux, l'administration supérieure adressait une mise en demeure aux parties intéressées auxquelles on donnait six mois pour s'exécuter ; passé ce délai, l'administration supérieure faisait curer les cours d'eau aux frais des communes sans permettre à celles-ci de recouvrer la dépense sur les intéressés et en leur infligeant au besoin une amende dont l'importance était laissée à son appréciation.

Aujourd'hui les choses ne se passent plus aussi simplement ; le service hydraulique intervient, appliquant les nombreuses instructions ministérielles qui traitent de la matière.

Un plan des lieux est d'abord dressé ; un état indicatif est ensuite établi qui renferme une répartition préparatoire des dépenses, puis un devis des travaux est préparé ; le tout est transmis au préfet avec un rapport des ingénieurs concluant à la mise à l'enquête.

Cette première enquête que l'édit de 1651 ne prévoit

pas, porte sur l'opportunité du curage et sur le mode de répartition des frais, etc. ; la durée en est de huit jours dans le département du Doubs, de quinze jours dans la Haute-Saône et le Jura.

Les résultats de l'enquête sont ensuite soumis au conseil municipal qui donne son avis sur les divers points de l'opération et doit voter le crédit nécessaire au payement des travaux qui seront exécutés par les entrepreneurs : c'est là une trace originale des anciens règlements qui rendaient les communautés responsables de l'exécution des travaux.

Lorsque ces diverses formalités sont accomplies et s'il n'y a pas d'opposition, le préfet approuve le projet et en autorise l'exécution pour laquelle il délègue ses pouvoirs au maire.

Celui-ci prend alors un arrêté qui fixe aux riverains un délai pour la prestation en nature, après quoi, sans mise en demeure, après récolement, les travaux non exécutés sont mis en adjudication pour être achevés d'office.

Le maire, assisté de deux conseillers municipaux, procède à la réception des travaux ; puis on dresse l'état de répartition définitive que le préfet rend exécutoire après publication et enquête de huit jours dans la commune. (*Conseil d'Etat*, 23 janvier 1864, *Picotteau*).

Il est intéressant de remarquer que l'ancien règlement

dont nous parlons est l'un des rares qui aient mis la dépense du curage à la charge de tous les intéressés et non pas seulement des riverains, comme l'ont fait la plupart des autres coutumes.

Si, à défaut de prestation en nature par les riverains, le maire ne faisait pas procéder d'office au curage, le préfet devrait « six mois après deüe réquisition et interpellation des parties intéressées » ordonner lui-même la mesure, sans pouvoir toutefois empêcher la commune qui aurait payé la dépense de recouvrer la somme déboursée sur les propriétaires intéressés.

L'amende arbitraire est naturellement supprimée.

L'application de l'édit de 1651 et de la délibération du 20 décembre 1662 au curage des cours d'eau en Franche-Comté se manifeste donc encore par la délibération du conseil municipal qui vote la dépense par l'intervention du maire délégué par le préfet pour assurer l'exécution des travaux et par l'enquête à laquelle on doit soumettre le rôle de répartition.

On doit cependant à la vérité de dire que ces règles spéciales ne sont pas toujours suivies : et cette remarque n'est pas faite seulement pour les édits de Franche-Comté ; elle est générale.

L'application rigoureuse des anciennes coutumes s'est en effet presque partout heurtée aux prescriptions des circulaires ministérielles mal interprétées par les agents chargés de les mettre en œuvre et préférant aux dispositions souvent laconiques des anciens règlements les explications détaillées des instructions nouvelles.

Il est résulté de cet état de choses, pour la réglementation du curage en France, une sorte d'uniformité qui rend plus facile peut-être le travail des agents du service hydraulique, mais qui n'en est pas moins contraire à la loi qui maintient les règlements anciens et les usages locaux.

Cette manière de faire pourrait cependant avoir à la longue un résultat heureux : celui de substituer aux modes de répartition souvent injustes des usages anciens ou locaux le principe équitable posé par la loi de l'an XI et reproduit par celle de 1898, assavoir : la répartition des dépenses proportionnellement à l'intérêt des propriétaires aux travaux.

Ce travail est plutôt une étude qu'une thèse proprement dite ; aussi, n'en tirerons-nous aucune conclusion générale ; nous avons examiné une à une les questions qui se présentaient et donné les solutions que nous croyions devoir être adoptées ; pour porter en connaissance de cause une appréciation d'ensemble sur les nouvelles dispositions législatives, il eût été nécessaire d'en voir les diverses applications qui n'ont pas encore eu le temps de se produire.



BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil.
- AUCOC. — Conférences sur l'administration et le droit administratif.
- BATBIE. — Traité théorique et pratique de droit public et administratif (2^e édition, tomes V et VII).
- BOURGUIGNAT. — Législation appliquée des établissements industriels (tome I).
- BÉQUET. — Répertoire de droit administratif (tome XIV, 2^e fascicule).
- BOULÉ et LESCUYER. — Code des cours d'eau.
- CHAMPIONNIÈRE. — De la propriété des eaux courantes.
- CHARDON. — Traité du droit d'alluvion.
- DE CORMENIN. — Droit administratif (5^e édition, 1840, tome I).
- COTELLE. — Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics (1865, 3^e édition, tome I).
- DAVIEL. — Législation des cours d'eau.
- DUCROCQ. — Cours de droit administratif (6^e édition et 7^e édition, tome II).
- DUBREUIL. — Analyse raisonnée de la législation des eaux.
- DUFOUR. — Droit administratif appliqué (2^e édition, tome IV).
- FRANCE JUDICIAIRE (tome 9, 1^{re} partie, page 337, Lescuyer : Du curage des cours d'eau non navigables ni flottables).
- FOUCART. — Éléments de droit public et administratif (4^e édition, tome III).
- EDICTS ET ORDONNANCES DE LA FRANCHE COMTÉ.

- GARNIER. — Régime des Eaux.
- GAUDRY. — Traité du domaine (tome I).
- GÉRANDO. — Institutes de droit administratif français (tome III)
- HARDOUIN. — Aperçu du régime des eaux non navigables.
- HUSSON. — Traité de la législation des travaux publics et de la voirie en France.
- JOURNAL OFFICIEL (Collection du)
- LAFERRIÈRE. — Cours de droit public et administratif (4^e édition, tome II).
- LAFERRIÈRE. — Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux (2^e édition).
- MACAREL. — Cours d'administratinn et de droit administratif (tome III).
- MERLIN. — Questions de droit. — Cours d'eau.
- NADAULT DE BUFFON. — Des usines et autres établissements sur les cours d'eau (tome II).
- PANDECTES FRANÇAISES. — Cours d'eau, titre II, chapitre II. — Associations syndicales.
- PLOCQUE. — Législation des eaux et de la navigation (tome III).
- PRADIER-FODÉRÉ. — Précis de droit administratif (tome I).
- PROUDHON. — Traité du domaine public (tomes III et IV).
- REVUE CRITIQUE DE JURISPRUDENCE EN MATIÈRE CIVILE (tomes 32 et 34, Délimitation des cours d'eau navigables et flottables, Aucoc et Christophle ; tome 5, Serrigny).
- RIVES. — De la propriété des cours d'eau.
- SERRIGNY. — Traité du droit public des Français.
- JACQUES DE VALSERRES. — Manuel de droit rural et d'économie agricole (2^e partie).
- LÉON WODON. — Le droit des eaux et les cours d'eau.

TABLE DES MATIÈRES

GÉNÉRALITÉS

1. Importance des cours d'eau.
2. Nécessité d'une réglementation.
3. Distinction des cours d'eau.
4. Détermination des cours d'eau navigables ou flottables.
5. Actes par lesquels l'intervention de l'Etat se manifeste.
6. Plan.

CHAPITRE PREMIER

DU CURAGE DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES

SECTION I

Détermination du sujet; textes qui s'y appliquent

7. Qu'est-ce que le curage ?
8. Utilité du curage.
9. Le curage des cours d'eau non navigables ni flottables fera seul l'objet de notre étude.
10. Dispositions législatives applicables à notre matière.
11. Loi du 8 avril 1898 : le Code rural; son histoire.
12. Division de la loi.
13. Le titre II : dispositions nouvelles.
14. A quels cours d'eau s'applique le titre II.

SECTION II

Autorités compétentes en matière de curage

15. Qui peut provoquer le curage ?
16. A qui appartient-il de l'ordonner ?

- 17. Pouvoirs successifs des préfets ; législation actuelle.
- 18. Cas où un décret délibéré en Conseil d'Etat est nécessaire.

SECTION III

Opérations du curage. — Questions qu'elles soulèvent

- 19. Aperçu de la procédure d'une opération de curage.
- 20. Enquête.
- 21. Rédaction des projets et des plans.
- 22. Qui doit supporter le curage ?
- 23. Etendue du curage ; limites naturelles.
- 24. A qui appartient-il de fixer les limites naturelles ? Lutte du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation pour la connaissance des contestations relatives à la délimitation.
- 25. En quoi consistent les travaux de curage.
- 26. Les alluvions doivent être respectées : détermination de l'alluvion.

SECTION IV

Travaux d'amélioration

- 27. Autorité compétente pour les prescrire.
- 28. L'indemnité due aux riverains pour travaux d'amélioration est réglée par le juge de paix.
- 29. Etendue de la compétence du juge de paix.
- 30. Cas où l'expropriation est nécessaire.
- 31. Aperçu de la procédure d'expropriation.

SECTION V

Exécution des travaux

- 32. Prestation en nature ; mise en demeure ; exécution d'office.
- 33. Réception des travaux.
- 34. Les riverains doivent le passage sur leurs terrains aux agents de surveillance et d'exécution des travaux.
- 35. Produits du curage.

SECTION VI

Dépenses du curage

- 36. Répartition de ces dépenses entre les intéressés.
- 37. Principe qui préside à cette répartition.
- 38. Publication des rôles ; recouvrement ; poursuites ; privilèges.

SECTION VII

Contentieux du curage

- 39. Conseil d'Etat.
- 40. Juges de paix ; renvoi.
- 41. Conseils de préfecture : (a) contestations relatives aux travaux ;
(b) contestations relatives à la répartition des dépenses ;
(c) recevabilité des demandes en décharge ou en réduction ;
(d) à qui incombe le paiement des taxes dont décharge ou
réduction est accordée ? dépens ; (e) voies de recours.
- 42. Tribunaux civils.

SECTION VIII

- 43. Pouvoirs des maires en matière de curage.

CHAPITRE DEUXIÈME

ASSOCIATIONS SYNDICALES INSTITUÉES EN VUE DU CURAGE

SECTION I

Historique de l'application de ces associations au curage

- 44. Avant 1807.
- 45. De 1807 à 1852.
- 46. De 1852 à 1865.

SECTION II

Lois des 25 avril 1865 et 22 décembre 1888

- 47. Origine des prescriptions contenues dans l'article 20 de la loi
du 8 avril 1898 ; associations forcées.

48. Associations libres.

49. Associations autorisées : (a) constitution ; (b) administration :
1° assemblée générale ; 2° syndicat ; 3° directeur ; (c) fonctionnement : 1° exécution des travaux ; 2° budget ; 3° répartition des dépenses, recouvrement des taxes, comptabilité ; (d) retrait d'autorisation, modification des statuts, dissolution.

SECTION III

50. Contentieux des associations syndicales.

CHAPITRE TROISIÈME

ANCIENS RÈGLEMENTS ET USAGES LOCAUX RESTÉS EN VIGUEUR DANS
CERTAINES RÉGIONS DE LA FRANCE; ÉDITS DE FRANCHE-COMTÉ

SECTION I

51. Anciens règlements et usages locaux divers.

SECTION II

52. Edits de Franche-Comté : (a) existence légale ; (b) applications.

